

22-23 AVRIL 2017

Salon du Livre Libertaire



Espace des Blancs-Manteaux

Paris IV - Métro St Paul

Entrée à prix libre



Renseignements : 145 rue Amelot (Paris 11)

Contact : salon.libertaire.2017@gmail.com

Programme : salon-du-livre-libertaire.over-blog.com

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MAGAZINE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



**NOTRE DOSSIER : LES ÉLECTIONS,
ÇA VOUS AMUSE ENCORE ?**

INTERNATIONAL : **MÉTÉO 2017**
LUTTES SYNDICALES : **LA PROCHAINE RÉVOLUTION À CUBA**
CINÉMA : **RETOUR SUR LES TEEN-MOVIES**



EDITORIAL

« Quand même, on s'est battus pour ! Il y a même des gens qui sont morts pour ça ! »

Oui, c'est certain, à coup sûr des gens sont morts fièrement en criant sur les toits qu'ils voulaient une république représentée par un président élu avec à peine 51 % des votant.e.s. Ils sont morts paisiblement, grâce à la concrétisation de leur rêve le plus fou : des élections honnêtes et retransmises en direct vont pouvoir maintenant avoir lieu ! Comble du bonheur : on pourra même voter aux primaires ! Le luxe est à portée de main.

Il paraît qu'on aurait entendu au fond d'une mine en 1883 un homme crier : « L'État providence ou la mort ! ». Il paraît aussi que des barricades ont été dressées et qu'on y aurait entendu : « le régime représentatif est notre salut : le quinquennat, c'est l'avenir ! » On aurait même entendu crier que la suite logique de ces barricades serait le « vote barrage », voter Juppé contre Sarkozy, Hamon contre Valls, Macron contre Fillon et tant qu'à faire, Fillon contre Le Pen. Autant de possibilités, ça donne le tournis !

Vous l'aurez compris, amis lecteurs, et vous l'aviez sûrement oublié : les élections présidentielles approchent. Mépris social, galettes réactionnaires, racismes, misogynie... La crème du gratin français est de sortie, jusqu'à ce que l'un de ces guignols soit considéré par une poignée, comme moins illégitime que les autres à s'en foutre plein les fouilles tout en arrosant ses copains et en enterrant les promesses et autres espoirs populaires.

Mais ne vous inquiétez pas, dans cinq ans, promis, on recommence !

Quelles alternatives alors ? On annonce déjà une abstention record, mais pour autant, nous ne sommes pas dupes : non, tous les abstentionnistes ne sont pas anars. Non, nous ne formons pas le « premier parti de France ». D'ailleurs, il serait complètement insensé de s'en réclamer...

Alors pour ouvrir ce traditionnel débat, *Le Monde Libertaire* a voulu laisser un maximum d'espace à nos contributeur.trices, pour que les choses soient claires : non, nous ne sommes pas contre le vote, nous sommes contre cet absurde régime représentatif, ses professionnels et la messe républicaine que sont les élections.

Notre prochain numéro sera consacré aux propositions et perspectives anarchistes : le printemps sera chaud !

LE CRML

1787

TERRAINS DE COMBAT

02 Météo syndicale 2017

Par THIERRY PORRÉ

04 Ma première nuit en prison

Par JEAN-MARC RAYNAUD

06 Situation dramatique en Lozère

Par JÉRÉMY FERNANDES MOLLIER & RICHARD MONVOISIN (CORTEX)

08 Mort d'une femme libre

Par RAMON PINO

SECTEURS À EXPLORER

53 Pulluler, jusqu'où ?

Par JEAN-PIERRE TERTRAIS

SANS FRONTIÈRES

57 Une boîte de cendre, l'État et la prochaine révolution à Cuba

Par MARCELO "LIBERATO" SALINAS

61 Nouvelles internationales

Le dossier du mois : LES ÉLECTIONS, ÇA VOUS AMUSE ENCORE ?

10 "Fais pas la gueule, viens jouer avec nous aux élections !"

Par PATRICK SCHINDLER

12 Autodestruction des unes

Par NESTOR POTKINE

14 Nos luttes ne sont pas présidentielles

Par ÉLAN NOIR

18 Boycotter les élections : une idée ancienne qui a de l'avenir

Par LES DÉSERTEURS ACTIFS

21 L'élection comme décision absurde

Par GEORGES ALBERT

24 Démocratie directe ou représentative

Par RENÉ BERTHIER

26 Le mandat impératif ou l'impossible démocratie

Par PIERRE-HENRI ZAIDMAN

28 La perversité du système électoral

Par JUSTHOM

30 "Un français sur quatre d'extrême droite ? Mon œil !"

Par APICCHAT

33 Élections, piège à con ?

Par PIERRE SOMMERMEYER

37 Le syndicalisme de classe doit s'inviter dans la campagne électorale

Par GUILLAUME GOUTTE

40 Gauche-droite : la démocratie recto verso

Par LOUIS JANOVER

46 Le symptôme Macron

Par VINCENT ROUFFINEAU

50 Agir n'est pas voter

Par LE GROUPE GRAINE D'ANAR

DOMAINES CULTIVÉS

64 Retour sur les teen-movies

Par CHRISTIANE PASSEVANT

66 Masculinité et homosexualité

Par CHRISTIANE PASSEVANT

67 Agenda des sorties cinéma

Par CHRISTIANE PASSEVANT

68 Aragon 1936-1937 : le long été de l'anarchie

Par DANIEL PINOS

70 Panait Istrati : tous les charmes de l'Orient, peut-être un peu plus

Par PATRICK SCHINDLER

71 Nouvelle galette de Dubamix

Par FAB

72 Poésies

Par NOS LECTEURS.TRICES

ARCHIPEL LIBERTAIRE

73 Bulletin d'abonnement

74 Les groupes de la FA

76 Programme de la radio

Couverture : **Agenda militant**

Le Monde Libertaire, mensuel de la Fédération Anarchiste, est édité par la SARL Les Publications Libertaires.

Il est réalisé et mis en page par une petite équipe entièrement bénévole disséminée à Marseille, Paris et Lyon ; l'impression et le routage sont financés exclusivement par les ventes de numéro et les abonnements.

Garanti 100% sans pub, sans subventions, sans généreux copain du Fouquet's, sans concessions.

C'est un journal volontairement ouvert à toutes les sensibilités libertaires : les articles qui y sont publiés nous sont librement proposés par des rédacteurs de tous horizons, membres de la Fédération anarchiste ou pas, écrivant selon le principe de la responsabilité individuelle. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Adeptes d'un monde fermé, lisez autre chose, tout simplement.

Ont participé à ce numéro :

Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Laure, Guillaume Goutte, Patrick Schindler, Daniel Pinos, Jean-Marc Raynaud, Thierry Porré, Jean-Pierre Tertrais, Jérémy Fernandes Mollien, Richard Monvoisi, Ramon Pino, Élan Noir, Les déserteurs actifs, Apichat, George Albert, René Berthier, Pierre-Henri Zaidman, Justhom, Pierre Sommermeyer, Viencent Rouffineau, Louis Janover, Christiane Passevant, Patrick Schindler, Nestor Potkine, Fab, Jean-Yves, le groupe Graine d'Anar (Lyon).

Direction de la publication :

Claudine Annereau

Imprimé par :

Les presses du Ravin Bleu,
27 rue du Capitaine Ferber,
75020 Paris

Commission paritaire n°0614 C 80740

Dépôt légal 44145 - 1er trimestre 1977

Routage 205



Météo syndicale

2017

Yop la boum... on est reparti pour un tour ! En ce triste début de XXI^e siècle, y'en a qui font des bilans... On revoit les débuts du mouvement ouvrier et on fait les comptes ! Entre la fin d'un siècle et le début d'un autre, le débat et les polémiques allaient haut. De nos camarades anarchistes et syndicalistes d'une part, et les guesdistes, Jean Jaurès de l'autre. Les historiens actuels, enfin celles et ceux qui font leur boulot, mentionnent que, entre la fin du XIX^e siècle et le début de l'autre, s'affrontèrent deux conceptions du mouvement ouvrier : l'une, à l'époque soutenue par les guesdistes^[1] et celles et ceux qui pensaient que les organisations politiques étaient la voie à suivre. Et l'autre, selon laquelle l'émancipa-

tion des travailleurs devait être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (sic !) et par conséquent de leurs propres organisations.

D'où, on l'oublie ou on l'ignore, l'opposition entre la fédération des Bourses du travail et la jeune CGT... On peut écrire actuellement pour clore (?) le débat que la mort de Fernand Pelloutier a renvoyé le débat aux calendes grecques !

« De quoi s'agit-il ? », demanderont avec curiosité certaines et certains. Tout simplement de la mise à l'écart (relative mais...) des Bourses du travail. Peu à peu, les unions départementales prendront le pas sur le devant de la scène syndicale. C'est ce que les historiens pointus appellent la revanche « non déclarée » des guesdistes et consorts sur Fernand Pelloutier. Les débats au sein de la CGT ont perduré après la mort de ce dernier. Ainsi en 1919 au 14^e congrès de la CGT (Lyon, 15 au 21 septembre 1919, pages 108-110) Pierre Monatte déclarait : « nul depuis [Pelloutier] n'a apporté d'idées nouvelles au syndicalisme. Quand nous avons besoin de retrouver la ligne droite du syndicalisme, c'est encore à Pelloutier, à la fédération des Bourses que nous sommes obligés d'aller demander des conseils. Et ton projet, Lapierre, c'est le coup de poignard dans le dos de la fédération des Bourses ».

Quelques années après, c'est une scission syndicale avec la naissance de la CGTU et la montée en « puissance » du Parti communiste. Le Lapierre, poisson pilote ?^[2] Plus d'un siècle après, les esprits avertis battent leur coulpe dans la pénombre. Celles et ceux qui voyaient les chemins de l'émancipation sociale dans les sentiers des élections ne font guère mieux. Le socialisme par les urnes ne suscite plus l'enthousiasme populaire. Des fiefs du PC votent à droite... voire pire ; des responsables syndicaux se rallient à l'extrême droite ; et pourtant, quand François Hollande se présenta à la charge suprême, le secrétaire de la CGT d'alors, Bernard Thibault, avait dit presque dans l'isolement qu'il pensait voter pour lui !!

On vous épargnera la suite, vous la

[1] Jules Guesde, né à Paris le 11 novembre 1845 et mort à Saint-Mandé (Seine) le 28 juillet 1922, est un homme politique socialiste français. Le "marxisme" propagé par le guesdisme est une version simplifiée et primaire de la pensée de Karl Marx.

[2] Peu de choses incisives ont été écrites sur l'entre-deux guerres et le mouvement syndical français. Le Libertaire a été quotidien dans la fin des années 1920 et était d'orientation syndicaliste... Mais visiblement ça n'intéresse pas les universitaires.



connaissez ! Sarkozy est resté bouche bée voyant que le « Flamby » faisait pire que lui. Mais maintenant que le socialisme parlementaire à la française s'est montré dans ses vrais habits, que reste-t-il aux partisans de la courroie de transmission ? Et ce n'est pas à l'extrême gauche que l'on pourra rechercher le fantôme du « candidat ouvrier le mieux placé » !

Sans avoir besoin de lire dans le marc de café, on se doute que ça ne va pas être le nirvana dans les rapports sociaux. A la tête de l'État, on pressent le pire; même si notre combat militant ne vise pas à l'aménagement des structures, cela doit nous préoccuper. Plus concret sera l'état des lieux, l'influence politique dans les localités... En effet, ce sont elles qui peuvent permettre – ou non – l'existence de locaux tels que Restos du cœur, Secours populaire et... les Bourses du travail !

Certes, coup d'œil en arrière, les Bourses du travail ne sont pas apparues par un coup de baguette magique des forces triomphantes du mouvement ouvrier. A la fin du XIX^e siècle la Commune de Paris était encore dans les esprits. Les pouvoirs publics (gouvernement, villes, conseils généraux...) avaient en tête d'intégrer la classe ouvrière, de domestiquer les révoltes à venir. Les Bourses du travail mettaient à la disposition des travailleuses et travailleurs des locaux et des moyens financiers pour leur fonctionnement. Curieux auspices qui seront débordés par les forces militantes dont Fernand Pelloutier est la figure la plus connue.

Il y a un peu plus d'un an, la CGT était menacée d'expulsion de la Bourse du travail de Toulouse. On espérait un front commun syndical dénonçant la manœuvre. Tout s'est tassé, mais le danger est toujours là. Prenons l'actualité : à Evry, dans le 91, l'intersyndicale (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, UNSA et FSU) est en lutte pour le maintien de la Bourse du travail dans le centre-ville. Il y a beaucoup d'autres exemples. Il y a du pain sur la planche...

PAR THIERRY PORRÉ,
Groupe Salvador-Ségui de la Fédération anarchiste, Paris





DANS UN SALE ÉTAT

MA PREMIÈRE NUIT EN PRISON

J'ai toujours été la honte de la famille. Tous et toutes ont fait de la prison. Pour leurs idées. Moi, jamais. Tout juste quatre jours et quatre nuits de garde à vue anti-terroriste pour avoir, pendant trois ans, scolarisé (à l'école libertaire Bonaventure) et hébergé (chez nous) le fils de militants d'ETA. Au seul motif que les enfants ne sont pas responsables de leurs parents. Je reviens de Réau. Une tôle toute neuve entre Paris et Melun. trois quarts d'heure de RER (si on prend le bon wagon). Une gare au milieu des champs. Même pas un troquet. Une demi-heure à pince pour rejoindre la prison. Pas une pancarte indicative. Une grosse pustule de béton et de grillages au milieu des champs. Nous étions les seuls blancs. Certains venaient pour un parloir d'une heure. Nous, pour une UVF (Unité de vie familiale) d'une journée et d'une nuit.

Nous étions « invités » par les parents de notre petit basque. Et oui, invités ! Le petit n'allant pas fort, il nous fallait discuter longuement avec ses parents. D'où l'acceptation de leur invitation. Celle de « grands chefs » de l'ETA entôlés depuis treize ans. Impossible de refuser.

Je passe sur les détails habituels. Contrôles. Fouilles. Inspections...des fois que. Depuis treize ans, lors d'innombrables parloirs, on est habitués à tout cela. Mais c'est usant. Car ça dure une heure ou deux. Et on n'a plus vingt ans. Alors, rien dans les mains, rien dans les poches, tout dans la tête. Comment vous appelez-vous ? Michel Bakounine. Passez ! Of course, on leur balance nos vannes habituelles. Merci, jeune homme. Ils ne supportent pas, mais ils ont encore un peu de respect pour nos cheveux blancs. Bref.

Les UVF (Unité de vie familiale) existent depuis une dizaine d'années. Ce sont des appartements (avec cuisine, salon, chambre) à l'intérieur de la prison. Cela permet (une fois par mois) de maintenir une vie de couple et de recevoir la famille. C'est une excellente idée mais qui ne se matérialise que dans quelques rares prisons.

Une journée et une nuit à discuter. De tout. Du petit. De politique. Je n'ai pas regardé une seule fois ma montre. Mais, putain, les matons qui passent de temps à autre. Et qui font tout pour te pourrir la vie. Tu as droit à ce qu'ils te fournissent un appareil photo numérique. Mais la batterie est déchargée. Tu as droit à regarder des DVD. Mais il n'y a pas le film adéquat. Tu as droit à, mais... Minable. Stupide. Méchant... Mais systématique. Une logique.

Les détails qui tuent. Pour notre UVF de fin février 2017, les camarades avaient cantiné en novembre 2016. Dans les UVF on fait la bouffe, mais il faut la payer. Du genre une salade, 5,50 €. Et il manque toujours quelque chose d'essentiel.

Of course, je ne regrette rien de ma première nuit en prison avec Mikel Albizu (Antza) et Maixol



Iparragirre (Anboto). Mais, putain, j'en ai pris plein la gueule. La prison, dans les conditions actuelles, pour des longues peines de plusieurs décennies, relève de la peine de mort. Les politiques y côtoient les voleurs de poules, les malades mentaux (les trois-quarts de la population carcérale) et les « barbus ». À Réau, les basques ont fait alliance avec les gitans contre ces fanatiques religieux. Question de survie.

Je ne sais comment les camarades font pour tenir le coup. À ma deuxième nuit en prison, je crois que j'aurais hésité. Pas longtemps. Entre me suicider et tuer un maton.

Lors de toutes les révolutions, on commence par ouvrir les prisons. C'est une bonne chose car les trois-quarts des gens qui y sont n'ont pas lieu d'y être. Reste le problème des nuisibles fondamentaux. Comment les empêcher de nuire ? C'est un débat qu'il faut avoir. Sereinement. Et en toute connaissance de cause. Mais, quoi qu'il en soit, ni dieu, ni maître, ni prison !

PAR JEAN-MARC RAYNAUD





DANS UN SALE ÉTAT

SITUATION DRAMATIQUE EN LOZÈRE

En décembre 2015, après de régulières séries de grèves organisées, l'intersyndicale lozérienne a obtenu de la délégation interministérielle un nouvel acquis : le 1er janvier 2018, l'intégralité du code du travail est enfin déclarée applicable en Lozère. Dans ce département de France, cette nouvelle est perçue comme une étape majeure dans un long combat pour une égalité de droits formelle entre les Lozériens et le reste de leurs concitoyens. Car malgré tout, la situation demeure préoccupante : s'il y a 25 ans, les dépenses de santé par habitant étaient 25 fois plus faibles en Lozère qu'ailleurs en France, en 2016, elles étaient encore 5 fois plus faibles qu'en Essonne ou dans le Calvados. La dépense publique globale y est de 4700 euros par habitant, contre 17300 euros en moyenne dans le reste de l'hexagone. Le taux de chômage y était en 2012 de 36,6% au sein des 15-64 ans, et le taux d'activité y était

de 45,9%. 55% de la tranche des 15-29 ans sont au chômage. Il est compliqué de trouver des chiffres récents, tant le monde des sciences politiques s'est peu attaché à analyser ce département isolé et durement impacté. En 2005, 92% de la population de l'ancien Gévaudan vivait sous le seuil de pauvreté : le revenu moyen d'un foyer lozérien n'atteignait que 290 euros mensuels. Seule une résidence sur trois est de nos jours équipée du confort de base, c'est-à-dire un accès à l'eau courante et à l'électricité. Les prestations sociales auraient pu être en mesure d'aider les Lozériens à parvenir à des conditions de vie décentes, mais le non recours aux prestations sociales y est particulièrement important. Lors de l'introduction du RSA dans le département en 2011, la CAF avait anticipé entre 13000 et 18000 demandes, mais en 2014, seuls 4300 allocataires percevaient cette aide. Une des principales raisons avancée par les sociologues travaillant sur cette question est que le montant du RSA y est minoré de 50% de son montant national, afin de ne pas déstabiliser l'économie locale. Versant éducation, si le nombre d'élèves scolarisés est passé de 56 000 en 2002 à 86 000 en 2012, les résultats du bac sont très en dessous de la moyenne nationale :

les candidats aux bacs généraux et technologiques sont 61,3% à obtenir leur diplôme, contre 88,5% dans le reste de la France métropolitaine.

En plus de ces nombreuses inégalités socio-économiques, les pratiques de l'administration lozérienne en matière de gestion des flux migratoires sont particulièrement sévères, et sont souvent illégales : après une décision de 2012 de la préfecture de Mende, les agents de police ont autorisé pour détruire les papiers, arbitrairement présumés faux, des migrants qu'ils contrôlent, quand bien même ceux-ci constituent un élément important pour procéder à une demande d'asile ou établir la minorité d'un migrant. La vitesse d'exécution des arrêtés de reconduite à la frontière étonne également : 94% des arrêtés sont exécutés en quelques heures, ce qui empêche les migrants de demander l'asile : ils n'ont souvent le



temps de contacter ni associations ni avocats pour appuyer leurs requêtes. À titre de comparaison, en moyenne, les délais d'exécution des reconduites sont de plusieurs mois, le temps de statuer sur les dossiers. Cette efficacité expéditive mène à ce que sur les 31 377 reconduites à la frontière effectuées en France en 2012, 15 908 ont eu lieu en Lozère, et 3837 d'entre elles concernaient des enfants. Comme ces derniers ne sont en théorie pas expulsables sans être accompagnés d'un tuteur légal, la police de Mende procède fréquemment à des rattachements fictifs, désignant arbitrairement un adulte en situation irrégulière responsable du mineur pour que celui-ci puisse être légalement évincé. Parmi ceux qui ne sont pas expulsés, l'emprisonnement est un sort courant : alors qu'en 2014, 100 mineurs étaient emprisonnés dans le reste de la France métropolitaine, 5582 enfants et mineurs étaient détenus au centre de rétention de Cubières et dans la prison Séjélan de Mende.

ERRATUM !

Une coquille volontaire émaille cet article. La situation sociale et politique qui est décrite ici n'est pas celle de la Lozère, mais de Mayotte, île de l'archipel des Comores qui est devenu en 2011 le 101^e département français. Toutefois, comme les Mahorais aiment le souligner, Mayotte fait partie de la France depuis 1843, bien « avant Nice et la Savoie ». Seulement, autant son statut de colonie qu'elle quitta en 1946 que les différents sobriquets qui ont été créés entre temps pour l'empêcher d'entamer un processus de départementalisation, sont les témoins d'une volonté, de la part de la métropole, de freiner l'intégration politique de Mayotte. Autant l'application particulière du droit national que la frilosité des ministères à appliquer pleinement les normes métropolitaines témoignent d'une persistance d'une forme moderne d'État colonial. À Mayotte, la minorité de fonctionnaires métropolitains dispose d'importants avantages ; salaires doublés, congés supplémentaires ; et habite dans des zones protégées, les Mzungulands, ghettos à blancs, qui les isolent socialement et urbainement du reste de l'île. Le train de vie de cette petite minorité, au demeurant sans doute dotée de bonnes intentions, contraste avec les conditions de vie précaires des Mahorais, et le traitement inhumain dont font l'objet les migrants venus des autres îles des Comores, qui avaient, quant à eux, demandé l'indépendance. Depuis novembre 2016, l'île est même en proie à des pénuries d'eau, sans que les médias métropolitains ne s'en émeuvent. Gageons que si la situation décrite ici était celle de la Creuse, du Calvados, du Haut-Rhin ou de l'Ardèche, les réactions seraient bien plus rapides. Hélas, tous les Français en 2017 sont loin d'avoir les mêmes droits.

PAR JÉRÉMY FERNANDES MOLLIN
ET RICHARD MONVOISIN (CORTEX)



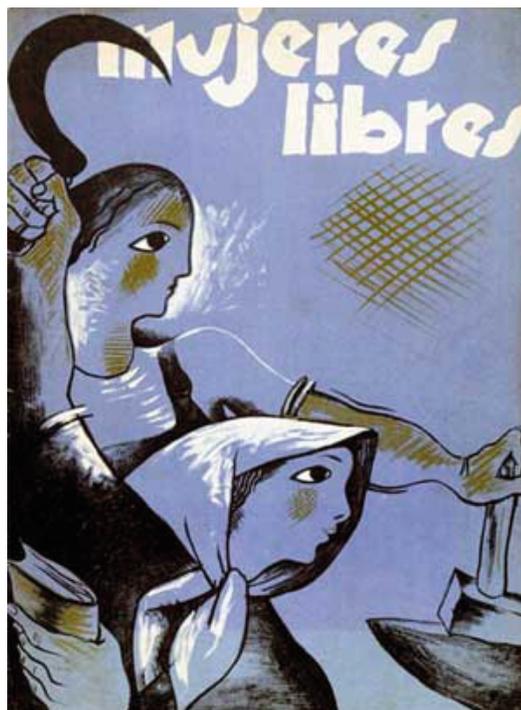
Mort d'une Femme Libre

Rafa Maestre de la Fundación Salvador-Seguí a annoncé la triste nouvelle : Gracia Ventura est décédée le 4 mars dernier. Celle qui fut la compagne de José Peirats était née à Borriana (Province de Castellón) le 27 mars 1918. Elle n'aimait pas l'école où l'enseignement se faisait en castillan, car elle s'exprimait en valencien. Ce fut donc son père, bien qu'à moitié analphabète, qui lui apprit à lire, à partir des lettres figurant sur un paquet de tabac.

Elle commence à travailler à l'âge de dix ans chez un tailleur, et adhère rapidement aux Jeunesses Libertaires. Quand les fascistes entrent dans Borriana en 1938, elle et toute sa famille sont arrêtées. Elle est condamnée à vingt ans et est transférée avec sa mère âgée de soixante ans et ses sœurs, à la prison pour femmes de Saturrarán (Province de Guipúzcoa). Elle sera finalement libérée en 1944. Elle part alors à Valence où elle trouve

un emploi de domestique, puis à Barcelone où elle travaille comme couturière.

Elle finit par fuir l'Espagne en s'exilant en France et travaille comme modiste à Paris. En 1954, elle rencontre à Toulouse José Peirats avec qui restera unie jusqu'à la mort de celui-ci en 1989. Dans les années 60, elle rejoint le groupement Mujeres Libres (Femmes Libres) en exil, et participe à la revue du même nom



éditée à Montady (Hérault) dans la maison de Sara Berenguer.

En 1977, elle retourne en Espagne en s'installant à Vall d'Uxió (ville natale de José Peirats). À la mort de ce dernier, elle part vivre à Barxeta (Province de Valence). Autodidacte et grande lectrice, elle collabore à diverses publications comme la revue d'Alcoy (Province d'Alicante) *Siembra* (Semence) de l'association culturelle Anselmo-Lorenzo.

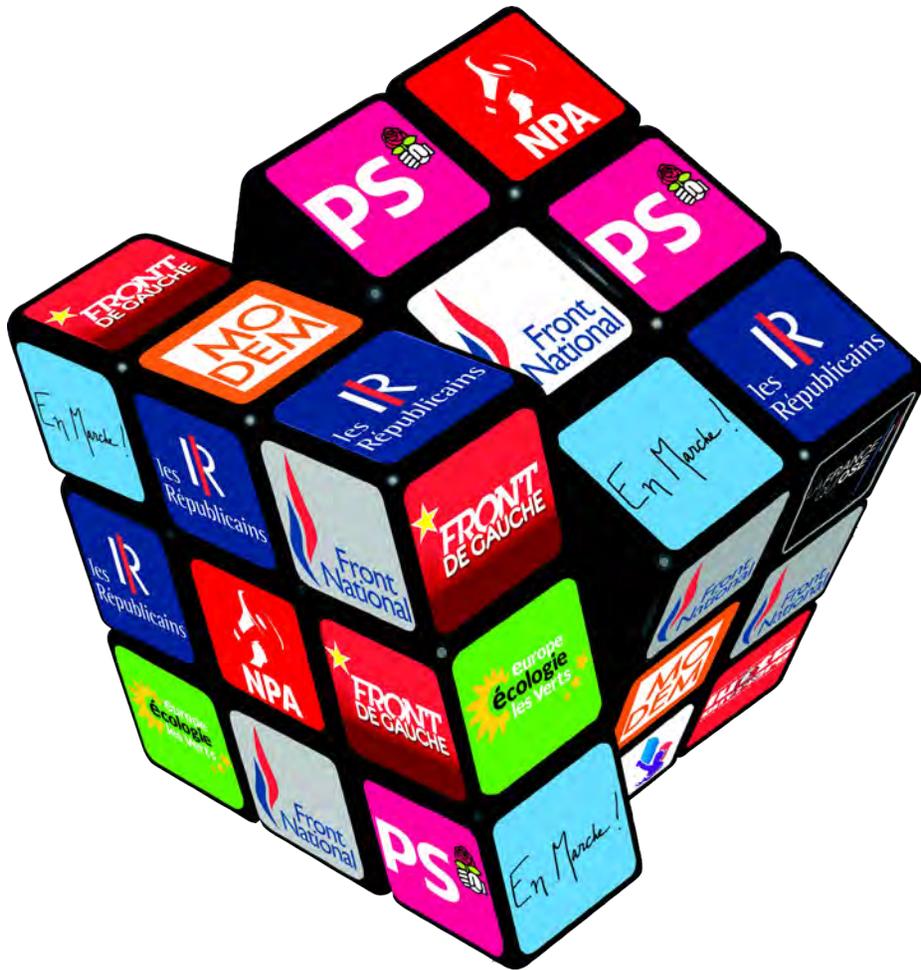
Sa maison fut toujours ouverte pour accueillir tant les compagnes et compagnons, que les personnes faisant des recherches concernant José Peirats. Selon la formule espagnole :

« Que la terre lui soit légère » !

TRADUCTION : RAMÓN PINO,
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

DOSSIER :

LES ÉLECTIONS, ÇA VOUS AMUSE ENCORE ?



ABSTENTION ! REVOLUTION ! AUTOGESTION !



FÉDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

www.federation-anarchiste.org





« Fais pas la gueule,

viens jouer avec nous aux élections » !

On peut se moquer des Suisses et de leur goût surdimensionné pour leurs perpétuelles votations. On peut se moquer des Belges et de leur obligation à poser leur petit bulletin dans l'urne sous peine d'amende... J'ai l'impression qu'en France, ça devient presque pareil si on ne veut pas passer pour un con ! Bon, un seul exemple. Le vécu. J'aime bien le vécu. Je vous emmène dans le petit bar « tendance anar » de mon quartier, dernier refuge « non-boboisé » de mon coin. Il est sympa, rempli de gens différents, tous âges, toutes conditions, toutes sensibilités. En plus, on y boit d'excellentes bières. En général, à l'heure de l'apéro, on se tape de bonnes crises de fou-rire pour pas un rond en sus. Enfin, hors les périodes électorales... Et cette année, on n'est pas gâtés. Depuis l'ouverture de la chasse aux voix, l'ambiance a changé. Une élection en cache une autre. Lors des primaires de droite, on a commencé à entendre les moins radi-

caux du lieu prêcher pour aller foutre la merde à droite. « He, toi, l'anar de service, tu as une carte d'électeur ? Alors, ça ne t'engage à rien d'aller barrer la route à Sarkozy... », me suggérait-on, puisque c'était une élection pour de faux. « - T'y vas ? T'y vas pas ? Même pas cap... - Et, pour barrer la route au bling-bling de Neuilly, il faut voter qui ? - Bah, si tu ne veux pas voter pour le vieux Juppé, vote pour un candidat qui ne sert à rien - Quel intérêt ? » - pas de réponse. Comme je suis un peu joueur, le jour J, je me rends dans l'école communale du quartier, histoire de voir à quoi ressemblent les électeurs de droite de mon pâté de maison. Pas déçu... Arrivé devant la dame « comme il faut » du bureau, je fais demi-tour : il faut signer la « charte de la droite » et en plus, leur filer deux euros à ces gros pourris. Pas question. Quelques semaines plus tard, c'est reparti. Et au bar, on ne ménage plus l'abstentionniste : c'est sérieux il faut « stratégiquement » voter

aux primaires de gôche, pour « barrer la route à Valls ». « Et voter quoi ? Bah voter Hamon, mon couillon, puisqu'il promet la légalisation du cannabis ». C'est non. On respecte encore un tant soit peu l'abstention, votre honneur ? Résultats des courses, à ce jeu de cons, on a filé un plateau d'argent à Fi(II)on le châtelain et à Hamon, le petit représentant de ce « qu'il reste à sauver à gauche ». Même pas le temps de rire, car l'étape suivante approche à grand pas... Et mon petit bar a de moins en moins son air anar. Signe des temps, il est devenu une véritable Agora. Les plus résistants sont entraînés, par usure, dans les méandres « passionnants » des derniers scandales et rebondissements. Pas le temps de souffler, il y en a un tous les jours. Et on a l'air con si on n'est pas au courant du dernier en date ! Les plus radicaux de la veille, admettent que « pour battre la grosse dame blonde du Nord », qui devance à présent dans les sondages



le minable bouffon « retire tes mains de nos poches », il n'y a plus qu'une solution. Ne pas voter le trotskard Bidochon ou le fébrile Hamon, ballotté entre sa droite et ses Verts aux dents longues. Non : pour contrer les fachos, il faut faire comme Cohn Bendit, voter Macron. Ben voyons ! Belle stratégie... Voter pour s'en prendre plein la gueule ou ne pas voter et se faire traiter de complice des fachos ? C'est qu'on en viendrait presque à culpabiliser... Les fous-rires sont à présent recouverts par les voix de stentors voulant convaincre. Si on se moque, si on ironise, la sanction tombe : « Et toi l'anar, tu t'es trompé de siècle, au lieu de rire bêtement, tu proposes quoi ? La révolution ? L'autogestion ? T'as pas plus ringard ? ». Tiens, j'ai même plus envie de finir ma

pinte de bière tchèque. Je traverse la rue. Je fais le tour du joli square. J'offre mon regard et mes illusions aux grands arbres dépouillés qui bruissent au vent d'hiver. Et si je ne me dis pas : « qu'il était chouette Voltaire », je n'en dis pas moins que : « si y'en a qu'on une plume au chapeau, y'en a des qu'on une plume dans l'derrière » ! La, la, la... Pas vrai, l'grand Jacques ?

PAR PATRICK SCHINDLER,

Groupe Botul de la Fédération anarchiste, Paris





AUTODESTRUCTION DES URNES

L'un des problèmes de la démocratie représentative ? L'électorat peut voter pour quelqu'un déterminé à détruire cette même démocratie représentative. Nous avons bien sûr l'exemple récent de Vladimir Trump, élu malgré un large faisceau d'indices convergents indiquant qu'il se fiche de la démocratie comme de l'an 40. Mais comme pour l'heure le royaume de Donald 1^{er} n'est pas encore créé, voyons un peu ce qu'il en a été dans l'histoire.

Les démocraties grecques, dont on sait qu'elles ne méritent guère ce titre puisque la moitié de la population (les femmes) n'était pas concernée, et que, dans la moitié restante, les deux tiers non plus n'étaient pas concernés puisqu'il s'agissait des esclaves, ont régulièrement élu des gens qui se sont empressés de se proclamer « tyrans ».

Quant au mot « dictateur », on sait qu'il fut inventé par la démocratie romaine (même observation que pour les grecques), pour une fois curieusement naïve, puisqu'elle croyait que l'homme

investi de ce titre s'en tiendrait aux six mois de pouvoir absolu qu'il conférait. Notons que le Sénat romain nomma sans vergogne tous les empereurs romains jusqu'à ce que les légions se dispensent de ses ignominieux services.

Mais bien sûr, le premier grand exemple de suicide démocratique par les urnes a lieu en 1848. En février 1848, les classes populaires qui s'étaient fait Trumper par Louis-Philippe, le jettent finalement dehors. Mais les classes populaires se font re-Trumper par les bourgeois, en deux temps. Par l'assassinat de masse en juin 1848, puis par les urnes en décembre 1848. Le 10 décembre 1848 le suffrage universel (pardon ? les femmes ? quoi, les femmes ? d'abord, une femme, ce n'est pas universel. Et toc !) élève au pouvoir le neveu de Napoléon 1^{er}, Louis-Napoléon Bonaparte.

Par cinq millions et demi de voix sur presque sept millions de votants. Étant donnée la carrière de l'oncle, et étant donnés les essais répétés du neveu

de commettre un coup d'État, personne ne pouvait douter que Napoléon III perçait sous Monsieur le Président de la République. Personne ne fut donc vraiment surpris par le coup d'État du 2 décembre 1851. Malgré les centaines de morts dans les jours qui suivirent, et une répression ultérieure passablement féroce, Napoléon III se sentit assez sûr de la bêtise du public pour lancer un plébiscite, tout aussi dénué de fraude que son élection à la présidence, qui lui donna 7 481 231 « oui » contre à peine 647 292 « non ».

Plus ahurissant encore, le 8 mai 1870, Napoléon III obtint sept millions de voix lors d'un autre plébiscite !

Aussitôt après, le 8 février 1871, est élue la première assemblée nationale de la III^e république : 60 % de députés monarchistes, donc des gens qui ne font pas mystère de leur haine de la démocratie et des élections. Comme on sait, il s'en fallut de peu qu'ils ne réussissent à mettre le Comte de Chambord sur le trône.

Le 16 novembre 1922, Benito Mussolini



est élu le plus légalement et le plus démocratiquement du monde, président du Conseil des ministres d'Italie. Rappelons que la « Marche sur Rome » ne fut pas un coup d'État, elle fut *la menace* d'un coup d'État. En mai 1958, De Gaulle se souviendra de cette utile nuance.

En juillet 1932, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands obtient 37 % des voix. En novembre 1932, 33 % des voix. L'année suivante Adolf Hitler, son Guide, est nommé, légalement, chancelier du Reich. En mars 1933, lors d'un scrutin pas directement malhonnête, il obtient 43,9 % des voix.

Le 10 juillet 1940, la Chambre des députés et le Sénat de la IIIe république, réunis à Vichy votent le texte suivant :

« Article unique. L'Assemblée nationale donne tout pouvoir au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'État français. Cette constitution devra garantir les droits du Travail, de la Famille et de la Patrie. Elle sera ratifiée par la Nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées. La présente loi constitutionnelle, délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale, sera exécutée comme loi de l'État »

Fait à Vichy, le 10 juillet 1940 par le président de la République, Albert Lebrun Le maréchal de France,

président du conseil, Philippe Pétain » 649 votes : 569 pour. Scrutin libre et sans fraude.

En Afrique, Robert Mugabe, dévastateur du Zimbabwe depuis 1980, est arrivé au pouvoir par les urnes ; il y est encore. En mars 1967, une élection au Gabon met au pouvoir Léon Mba président, dont le vice président est Mr. Bongo. A la mort de Mba, quelques mois plus tard, Bongo prend le pouvoir légalement et ne le quittera que le 6 juin 2009. Élu démocratiquement président de la république du Sénégal en 1960, Léopold Sédar Senghor ne lâchera le fromage qu'en 1980. Félix Houphouët-Boigny dirigera la Côte-d'Ivoire de 1960 à 1993, après être arrivé au pouvoir, entre autres, grâce à des élections que son parti avait remportées. Sékou Touré gagne par les urnes l'indépendance de la Guinée et le pouvoir dans ce pays, qu'il gardera jusqu'à sa mort en 1984. L'élection en 1956 d'une assemblée constituante tunisienne permet à Habib Bourguiba de confirmer par les urnes sa prise du pouvoir, qu'il ne lâchera qu'en 1987, forcé de le faire par son propre premier ministre Ben Ali. etc.

En 1959, Lee Kuan Yew est élu premier ministre de Singapour, poste qu'il conservera jusqu'en 1990. L'actuel premier ministre de Singapour est son fils. Le 10 août 2014, Recep Tayyip Erdogan, déjà de fait au pouvoir depuis plusieurs années, est élu président de la république de Turquie par 51% des suffrages

exprimés. Il n'a jamais fait mystère de vouloir transformer la Turquie en État islamiste. Depuis la « tentative de coup d'État » probablement largement téléguidée par ses soins, il a proclamé l'état d'urgence. On sait qu'un des synonymes politiques d' « urgence » est « permanence ».

Le 25 avril 2010, le parti de Viktor Orban obtient 263 sièges sur 386 à l'Assemblée nationale de Hongrie. Sa dérive de plus en plus autoritaire inquiète beaucoup de monde. Le 24 mai 2015, Andrzej Duda est élu président de la république de Pologne avec 51 % des voix. Il ne rassure personne de plus qu'Orban. Enfin, en France, notre prochain président démocratiquement élu sera sans doute Emmanuel Macron, Marine Le Pen ou François Fillon. Entre le 49-3, les chemises brunes, ou la Sainte Vierge, notre avenir est prometteur. Vivent les urnes !

PAR NESTOR POTKINE,
élu avec 100 % de sa propre voix.



Nos luttes ne sont pas présidentiables

L'HISTOIRE SOCIALE ET POLITIQUE N'EST PAS EN SENS UNIQUE

Pour certains, l'horizon indépassable de la « démocratie » serait le régime représentatif, remis dans les mains de ceux, qu'une partie - de plus en plus faible - du peuple, a élus pour diriger l'État-nation. N'étant tenus ni de tenir leurs promesses, ni de consulter leurs électeurs, la séparation entre gouvernants et gouvernés est ainsi institutionnalisée.

Pourtant, de l'ensemble des sociétés humaines qui ont existé, que l'on connaît ou qui surgiront dans l'avenir, nombreuses sont celles qui n'ont ni gouvernement, ni lois écrites, ni État, ce qui ne signifie pas, qu'elles n'ont aucune organisation, bien au contraire.

Les possédants soutiennent un système qui accompagne avantageusement le capitalisme, mais ils ne sont pas les seuls. En particulier les courants marxistes, certains de détenir les bases du « socialisme scientifique », ont fait de la prise du pouvoir d'État par le Par-

ti un *credo* incontournable. Marx et la social-démocratie allemande pensaient que la classe ouvrière étant la plus nombreuse, elle allait, tôt ou tard, envoyer une majorité électorale au parlement. Lénine, par la prise du Palais d'hiver à Petrograd il y a un siècle, a emprunté une voie plus violente et plus rapide, avec les suites que l'on connaît. Ces deux méthodes s'appuient sur le « matérialisme historique » pour donner un sens à l'Histoire, par lequel l'apparition de l'État signifie le passage de la barbarie à la civilisation, et le capitalisme est une étape obligée pour permettre le développement des forces productives, censées en être les fossoyeurs avec la direction éclairée du Parti et de ses dirigeants.

Aujourd'hui, les connaissances anthropologiques ont démontré que les États se sont constitués grâce au pillage, à l'esclavage, à la soldatesque et à la religion, et les connaissances historiques ont montré ce que les partis au pouvoir

se réclamant du marxisme ont réalisé sur divers continents. Ceci explique que de plus en plus de mouvements de révolte, de dissidence, prennent un caractère libertaire par l'auto-organisation, le refus des leaders et des « représentants ». Mais lorsque ces fissures, ces failles, ces brèches tendent à se refermer sous les coups de l'ordre social, le mantra du « débouché électoral des luttes » est psalmodié, afin de permettre le retour aux « intrigues sans fin des innombrables cliques de l'arène politique » (Hannah Arendt).

L'exemple espagnol en est une belle démonstration.

« CONVERTIR LA INDIGNACIÓN EN CAMBIO POLÍTICO »

Ce manifeste du 14 janvier 2014 se termine par « Podemos ». Plus de deux ans après la Puerta del Sol à Madrid, le 15 mai 2011, initiant des rassemblements de centaines de milliers de manifestants, dans une centaine de villes, le



mouvement 15-M se heurte au mur du gouvernement Rajoy. Le temps semble donc opportun, pour partir « *asaltar los cielos* » (à l'assaut du ciel), de proposer une voie - qui va vite se révéler électorale - rassemblant la « multitude ».

Pendant des mois, les modes d'organisation égalitaires s'étaient prolongés dans des assemblées de quartier, des coopératives, de nouveaux athénées libertaires... D'énormes mobilisations avaient continué jusqu'en 2013 : « *Marea Verde* » dans le domaine de l'enseignement, « *Marea Blanca* » dans celui de la santé, qui a obtenu le retrait d'une loi anti-IVG. Le réseau anti-expulsion PAH (Plateforme des victimes des prêts hypothécaires) fonctionne encore aujourd'hui dans de nombreuses villes.

Mais quelques jeunes universitaires ont pensé que c'était le moment d'orienter l'action politique vers des espaces médiatiques et institutionnels : « Les Indignés ont politisé la société civile par la formation d'activistes. L'étape suivante était de donner au mouvement une expression politique et électorale » (Pablo Iglesias, interview à la *New Left Review*) Issus pour la plupart de l'Université Complutense de Madrid, ayant fait leurs classes militantes dans les rangs communistes ou trotskystes, certains s'étaient déjà fait connaître en créant dans cette université « *La Tuerka* », une émission de débats politiques : « Si les médias ne vont pas à toi, deviens toi-même le média » disait Pablo Iglesias. Hébergée ensuite par la télévision de quartier *Télé K*, elle devient le rendez-vous des militants « de gauche ».

Sa présence à la Puerta del Sol étend sa notoriété et popularise ses animateurs : « C'est grâce à son expérience à *La Tuerka* que Pablo a pu prendre la tête du parti » (Noela Vera, journaliste à *La Tuerka*).

Pour s'entourer d'un parfum d'intellectuels « hors système », ils appellent à la concrétisation d'une « initiative citoyenne », non à la création d'un parti. Les élections européennes de mai 2014 leur permettent de séduire 5 % des votants et d'avoir un pied dans les institutions avec 5 députés. L'autre pied reste au contact de la rue en participant à la constitution de centaines de « *circulos* », cercles géographiques ou thématiques.

Mais, dès le 19 octobre 2014, l'« Assemblée citoyenne » de Palacio Vistalegre de Madrid consacre la mise à l'écart des « *circulos* » et la création d'un parti hiérarchisé autour d'un leader charismatique, Pablo Iglesias. Ses modèles sont Lénine, Fidel Castro, Hugo Chavez, et son inspirateur, le « péroniste de gauche » Ernesto Laclau : « L'unification symbolique du groupe autour d'une individualité est inhérente à la formation du sujet politique peuple ». Ce premier congrès met en place une « machine de guerre électorale », dotée d'un « leader-tribun » censé pouvoir rassembler une majorité dans l'opinion en diffusant un « discours » interprétatif de la réalité sociale. Les acteurs du 15-M sont conviés à se convertir en citoyens-électeurs, spectateurs attentifs des prouesses de leurs « représentants », partis à l'assaut... de l'État

et des institutions, ce qui fera dire au journaliste Amador Fernández-Savater : « Aller voter pour le bon parti le jour des élections n'est rien d'autre qu'une mascarade ».

« ILS ONT CRU PRENDRE LE POUVOIR... ET C'EST LE POUVOIR QUI LES A PRIS » (TOMÁS IBAÑEZ)

Les élections municipales de mai 2015 permettent, dans des villes telles que Madrid, Barcelone ou Cadix, l'élection de maires issus de « convergences citoyennes », soutenues notamment par Podemos, mais souvent grâce à une alliance avec le PSOE.

L'objectif est de devenir la principale force d'opposition, devant le PSOE. Les élections générales (législatives) de décembre 2015 voient 5,2 millions de suffrages se porter sur Podemos, 300 000 de moins que son concurrent (11,5 millions d'abstentions, blancs et nuls). Pour les élections générales suivantes en juin 2016, Podemos s'allie avec IU (Izquierda unida - ce qui reste du Parti communiste), espérant le renfort d'un million de voix. Urnes funestes : comme le PSOE, Podemos perd 100 000 électeurs, alors que l'ensemble « abstentions + blancs + nuls » progresse de 1,1 million ! Dans cette campagne, Pablo Iglesias avait pourtant ratissé large, allant jusqu'à féliciter les forces de l'ordre dans un discours à Malaga : « Je suis fier du travail réalisé. Nous comptons sur elles ».

Les fissures du bloc dirigeant s'élargissent.

Déjà, le 30 avril 2015, le numéro trois



du parti, Juan Carlos Monedero, avait démissionné de ses responsabilités : « Depuis qu'est né Podemos, il y a deux âmes : l'âme d'où elle vient, celle du 15-M, et la propre conversion en parti politique qui se situe dans une orbite institutionnelle ». Cette fois, l'offensive est menée par le numéro deux, Íñigo Errejón, son camarade à l'Université, doté du même talent oratoire et de la même souplesse dialectique, compagnon de voyages en Amérique Latine pour analyser les campagnes électorales. Hostile à l'alliance avec IU, il préfère rassembler « transversalement » les suffrages de toutes les victimes de l'injustice sociale, y compris ceux qui s'abstiennent

ou sont des électeurs déçus de la droite ou du PSOE.

L'affrontement devient public à l'université d'été de Podemos en octobre 2016 :

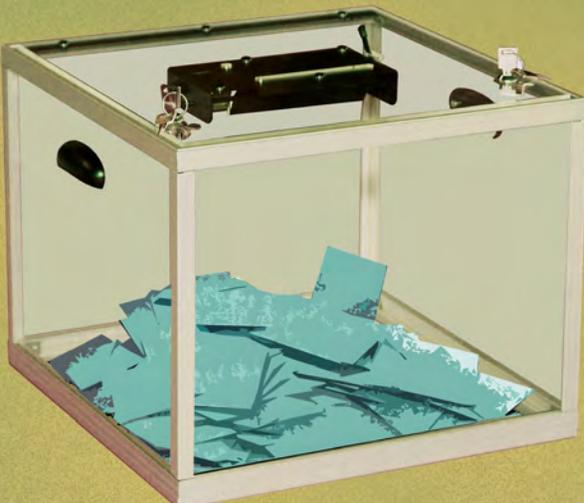
« Il faut construire un peuple. Podemos a été créé pour gouverner, pas pour résister ou témoigner » (Errejón, discours d'ouverture).

« Si nous continuons à ne pas vouloir faire peur, nous risquons de perdre de nombreux électeurs potentiels et de faire fuir ceux qui sont avec nous depuis le début » (Pablo Iglesias, discours de clôture).

Monedero commente : « Le débat concerne l'idéologie et le pouvoir. Ce que veut Errejón, c'est commander ! »

La situation empirant, Pablo Iglesias le reconnaît : « Ces dernières semaines, Podemos a sans doute donné la pire image de son histoire ». Début février, Carolina Bescansa et Nacho Alvarez, de l'Université Complutense et fondateurs de Podemos, démissionnent de leurs responsabilités.

Luis Alegre, autre fondateur, de la même Université, s'était déjà mis en retrait et dénonce des manœuvres dans l'entourage de Pablo Iglesias : « Je vois comment un groupe de conspirateurs



Ceci n'est pas la démocratie.

 **FEDERATION ANARCHISTE**
S'ORGANISER ET LUTTER

www.cecinepaslademocratie.org 



est sur le point de prendre le contrôle de Podemos et de vouloir en finir avec les ejeronnistes par une logique consistant à persécuter l'ennemi interne, ce qui rappelle les pires traditions de la gauche ».

Les 11 et 12 février 2017, le Congrès Vistalegre II donne son verdict :

- « Podemos para todas » (Iglesias) : 32 sièges au « Conseil citoyen »,
- « Recuperar la ilusión » (Errejón) : 23 sièges,
- « Podemos en movimiento » (Anti-capitalistes) : 2 sièges.

Pablo Iglesias est réélu secrétaire général avec 89 % des voix.

Il est « Líder Máximo » d'un parti qui reste verticaliste et laisse à l'écart les « circulos ». Il détient le pouvoir à Podemos ; pour le Parlement et l'État, la route reste longue et sinueuse...

ÉMANCIPONS-NOUS

LES UNS LES AUTRES.

Les régimes représentatifs, avec leurs rituels de promesses, de campagnes médiatiques, d'espairs déçus, de « trahisons » attendues, font de moins en moins recette. La démocratie ne réside pas dans la promiscuité de bulletins dans des urnes, mais doit se pratiquer quotidiennement dans les quartiers, les associations, les syndicats. Parfois, de vastes mouvements sociaux élargissent la prise de conscience de la nécessaire construction d'une autre société :

« Chaque affirmation émancipatrice trouve dans toutes les autres, présentes ou passées, l'intensité et la richesse de ses propres raisons d'être, la possibilité de s'étendre à l'infini »

(M. Bakounine).

Dans l'Hexagone, donnons la parole à « Plus Bure sera leur chute... », site des opposants au projet de poubelle nucléaire meusienne, où vont rôder certains candidats qui ont cru y entendre des « voix » :

« Les urnes servent davantage à recueillir les cendres de 20 ans d'indifférence et de mépris politique pour les meusiens. On ne sert pas de soupe politique par chez nous, on remixe nos propres idées assaisonnées d'autogestion, d'autonomie et d'horizontalité. Nos imaginaires ne tiennent pas dans un programme et n'obéissent pas à un calendrier. Nous vivons là, nous luttons là, nous sommes les plus à même de porter notre parole anti-capitaliste et anti-autoritaire. Toute parole médiatique ou politique qui ne serait pas celle que nous avons consentie de construire ensemble sera considérée comme une récupération politique. Notre lutte n'est pas présidentielle, ingouvernés, nous sommes ingouvernables ! »

PAR ÉLAN NOIR



Boycotter les élections : une idée ancienne qui a de l'avenir

Au début de l'année dernière, à l'approche des élections et en pleine excitation médiatique suscitée par l'idée de primaire à gauche lancée par Cohn-Bendit, un collectif a vu le jour pour promouvoir le boycott de l'élection présidentielle : « les déserteurs actifs ». Il a produit un premier texte, publié par *Libération* deux mois après, en plein mouvement contre la loi « Travaille ! ».

Ce collectif trouve certes une bonne partie de son inspiration dans les arguments traditionnels en faveur de l'absentéisme, qu'on peut faire remonter à la Première Internationale : critique du parlementarisme, de la délégation de pouvoir renonciatrice qui fonde la démocratie représentative, de l'aliénation de la souveraineté des citoyens au bénéfice des incompetents qui légifèrent sur tout, sans rien connaître des problèmes réels et sans jamais rendre de comptes... Mais cette fois il y a quelque chose de plus en jeu.

En France - mais le même phénomène s'observe aussi ailleurs en Europe et

dans le monde - jamais le discrédit de la classe dirigeante n'a été si profond et si diffus. Celui du monde politique notamment, qui s'est évidemment nourri des scandales à répétition, des épisodes de corruption, des exemples d'individus prêchant l'austérité pour le peuple tout en pratiquant le contraire en famille. Mais une chose surtout est devenue plus évidente que jamais : la subordination et l'allégeance des professionnels de la politique aux puissances de la finance et du capital, qu'il s'agisse du Medef ou des multinationales qui font la loi et nous imposent leurs produits, toxiques pour nous mais rentables pour leurs actionnaires.

Plus généralement encore, c'est la façon dont la classe dirigeante exerce son pouvoir qui apparaît de plus en plus éloignée des préoccupations et des exigences des populations. Imagine-t-on des assemblées de citoyens décidant de mettre en route un chantier EPR destiné à engloutir 10 milliards d'euros avant d'avoir produit le moindre kilowattheure et qui pourrait contaminer une partie de

l'Europe pour des millénaires ? Une assemblée de village acceptant d'enfouir des tonnes de déchets radioactifs à 500 mètres de profondeur, au risque d'une catastrophe majeure et d'une pollution durable des sols et nappes phréatiques ? Une assemblée de quartier choisissant de financer la reconstruction d'un incinérateur à hauteur de 2 milliards d'euros plutôt que d'organiser des filières de recyclage, notamment des biodéchets ? Un regroupement de paysans décidant de construire un aéroport inutile en bousillant des terres agricoles et un réservoir de biodiversité ? Des AG de salariés acceptant l'idée de travailler plus en gagnant moins et dans des conditions dégradées ? Ou de renoncer au droit au repos après quarante ans de travail ?

Du coup, c'est bien leur « système » qui apparaît comme malade. Et ce qui en témoigne le mieux, c'est le nombre toujours plus élevé des abstentionnistes (qui gonfle mécaniquement le pourcentage de voix du FN, épargné du discrédit car resté jusque-là aux marges du pouvoir). Autrement dit, des « croyants » qui ont perdu la foi, des PRAF (Plus rien à



foutre), pour reprendre la terminologie du directeur d'Ipsos.

Ce discrédit se manifeste aussi par une critique souvent confuse, qui témoigne d'un malaise mais se soucie surtout de trouver des « solutions ». Et voilà qu'éclosent ici et là des propositions plus ou moins fantaisistes, présentées comme autant de recettes miracles : choisissons des candidats « citoyens » ! Élaborons une nouvelle Constitution ! Instaurons le tirage au sort des représentants ! Obligeons les élus à se soumettre au contrôle citoyen !... Ces remèdes sortis du chapeau, malheureusement, n'attaquent pas le mal à la racine. S'ils peuvent un jour servir, ce sera tout au plus pour badigeonner les institutions et les procédures « démocratiques » d'un vernis participatif, sans rien changer ni au système productif actuel, ni à la passivité de consommateurs dans laquelle on prend soin de nous cantonner tous les jours, tout en nous rappelant à notre devoir de « citoyens » une fois tous les cinq ans.

Pourtant il est un élément qui a récemment donné une autre dimension à la critique du « système » : le mouvement contre la loi « Travail ! » qui a jalonné la première partie de l'année dernière. En dépit de ses faiblesses et de ses contradictions, il a montré à une nouvelle génération de jeunes qui s'initiaient à la politique, qu'il n'y a rien à espérer de l'état actuel des choses, et de l'État en particulier. Que si l'on veut que les choses changent, il faut se battre en s'engageant directement, sans déléguer à d'autres le soin de décider à notre place.

Et les multiples « Nuit debout » qui ont éclos un peu partout ont permis à cette exigence de démocratie directe (qui s'exprimait déjà dans des mouvements antérieurs, altermondialistes ou « indignés ») de trouver une expression collective et une forme d'expérimentation concrète – tout en montrant, il est vrai, les limites de l'exercice lorsqu'il est pratiqué en hors-sol (dans des assemblées non enracinées dans les lieux de travail ou les lieux de vie) et des élaborations procédurales comme rempart contre les manipulations. Pris dans son ensemble, le mouvement a ainsi réussi à porter sur le devant de la scène la nécessité de sortir d'un système complètement bloqué, incapable d'exprimer les besoins de « la classe la plus pauvre et la plus nombreuse ».

Après cette expérience collective, peut-on encore se satisfaire de prôner simplement l'abstention ? N'est-il pas temps d'adopter, le plus massivement possible, une attitude offensive face à cette fiction de démocratie qu'on nous sert à longueur d'année et qu'on nous appelle à cautionner une fois tous les cinq ans ? C'est de cette interrogation qu'est née l'idée de promouvoir le boycott de l'élection présidentielle. Un boycott est plus qu'une abstention individuelle, c'est un choix collectivement assumé et justifié. Et, en l'occurrence, c'est une façon de prolonger la critique collective du système capitaliste « démocratique » qui a pris forme au cours du printemps dernier, mais que le brouhaha électoral médiatique voudrait étouffer.

La première objection qui nous a été

faite – et cela dès notre première apparition sur la place de la République – a bien sûr été : « Mais vous allez favoriser la victoire du FN ! » Pour éviter de faire le jeu du FN, il faudrait donc voter pour ceux-là mêmes qui lui ont permis de s'épanouir au point de devenir l'enjeu central de l'élection ! Pour ceux qui, à droite comme à gauche, lui ont mis le pied à l'étrier en ignorant les difficultés quotidiennes rencontrées par des millions de gens marginalisés de la vie économique des centres métropolitains, en réprimant violemment les luttes sociales, en organisant sciemment la précarité et l'insécurité sociales ! Chers républicains qui agitez ainsi l'épouvantail Le Pen, dites-nous alors quand et où le problème de la fiction démocratique à laquelle contribuent ces élections devrait être posé, si ce n'est pas en période électorale. Dans le cadre d'une leçon de rentrée à Sciences-Po peut-être ?

Pour autant, en proposant de boycotter ce qui sert à légitimer un système illégitime, il ne s'agit pas d'enterrer l'idée de démocratie avec celle de démocratie représentative. Bien au contraire, il s'agit, pour nous comme pour beaucoup d'autres avant nous, de promouvoir l'idée d'une démocratie vivante et authentique - autrement dit d'un mode d'autogouvernement qui nous permettrait à tous de décider collectivement, dans nos lieux de vie et de travail, de tout ce qui nous concerne ; d'inventer des institutions permettant d'articuler les fonctions indispensables à toute vie sociale ; de nous organiser pour répondre aux besoins essentiels de l'exis-



NO MATTER WHO WINS, THE WORKING CLASS LOSES.



tence. De façon théorique, bien sûr, mais surtout de façon pratique. L'histoire des deux derniers siècles offre plusieurs exemples de tentatives allant dans ce sens : la Commune de Paris, les soviets en Russie en 1905 et 1917, les conseils en Allemagne en 1918, les collectivités en Espagne en 1936, les conseils, encore, en Hongrie en 1956... pour ne citer que les plus connus. Toutes ces tentatives ont été écrasées avant de pouvoir déployer pleinement leurs potentialités, mais elles ont montré la voie.

On nous rétorquera que le monde a changé, que la société ne ressemble plus à celles où ces organes d'auto-gouvernement ont pu éclore. Il faut en convenir, bien sûr. Pourtant il ne s'agit pas de chercher dans l'histoire des modèles, mais l'expression diverse d'une exigence récurrente, celle qui pourrait nous pousser à inventer de nouvelles formes d'organisation démocratique capables de répondre aux problèmes concrets du monde d'aujourd'hui. Pour cela, il ne suffira pas de repenser les modalités de la représentation démocratique. Il faudra savoir remettre en cause y compris le mode de production et de distribution de la richesse sociale qui permet au capitalisme de poursuivre sa route dévastatrice, pour réinventer des façons de produire répondant au mieux aux besoins essentiels de tous. Et cela, c'est nécessairement dans un contexte de lutte que ça pourra se faire.

PAR LES DÉSERTEURS ACTIFS
www.les-deserteurs-actifs.over-blog.com



L'ÉLECTION COMME DÉCISION ABSURDE

Christian Morel est l'auteur d'un essai paru en 2002 chez Folio Essais : *Les décisions absurdes*, dans lequel il propose une approche sociologique des erreurs radicales et persistantes, caractérisées par des processus de prise de décision irrationnelle, allant à l'encontre du bon sens. Ces erreurs peuvent être individuelles ou collectives, et conduire à des situations allant de l'absurdité comique à l'enchaînement catastrophique d'incidents conduisant à des pertes humaines. Pour l'auteur, la décision absurde est avant tout un raisonnement mettant en application des résultats éloignés, voire contraires au but recherché, ces résultats pouvant être classés en quatre types :

- L'accident, c'est-à-dire la destruction partielle ou totale d'un système technique conduisant à des pertes humaines ou non.
- Le résultat faux, induit par des dé-

cision basées sur des éléments incomplets mais ignorant les lacunes

- Le résultat médiocre, qui est éloigné de l'objectif sans en être totalement opposé
- Le résultat contraire à l'objectif

Les décisions absurdes ne sont pas le résultat d'une incapacité intellectuelle à modéliser des systèmes : elles peuvent être le fait d'ingénieurs hautement qualifiés, notamment dans le domaine spatial. Elles ne sont pas le résultat de l'inexpérience, car elles peuvent être le fait de pilotes de lignes entraînés, comptant de nombreuses heures de vol. Elles ne sont pas le fruit d'erreurs individuelles ignorant les décisions d'un groupe, car elles peuvent émerger dans des réunions de copropriété. Quelques exemples illustrant ces types de résultat^[1] :

L'accident : vol British Midland Airways,

[1] Pour la description complète on peut se reporter à l'essai en question.

8 janvier 1989 ; en situation d'avarie, le commandant de bord arrête le seul réacteur qui fonctionne normalement, l'avion s'écrase (47 victimes). Golfe d'Oman, 1979 : alors que leur route ne se croise pas, le pétrolier Sea Star se détourne et barre la route au pétrolier Horta Barbosa, et le heurte.

Le résultat faux : une grande entreprise d'horlogerie commercialise une montre analogique permettant de lire l'heure dans le noir. Les douze chiffres sont clairement visibles dans l'obscurité, mais pas les aiguilles, qui ne sont pas phosphorescentes.

Le résultat médiocre : pour lutter contre les cambriolages, les copropriétaires d'un immeuble choisissent de ne fermer qu'un seul des deux accès : ils installent un système coûteux de fermeture électronique sur l'accès principal, mais ne sécurisent pas l'entrée du parking. Malgré la poursuite des cambriolages, les copropriétaires se déclarent satisfaits.



LES ÉLECTIONS, ÇA VOUS AMUSE ENCORE ?

DOSSIER

Le résultat contraire à l'objectif : une holding suisse de l'électronique décide de mener une enquête de satisfaction interne mais base son enquête sur des échantillons trop petits pour être significatifs. Menée sur trois ans, représentant un investissement important, l'enquête est inutile.

Plus près de nous, un exemple de décision absurde de la vie quotidienne : la promenade à Abilene, anecdote racontée à l'auteur par un ami, Jerry Harvey ; il rend visite à ses beaux-parents à Coleman, Texas, en compagnie de son épouse. Il fait 40°C à l'ombre, tout le monde est installé sur la terrasse, rafraîchie par un ventilateur. Brusquement, le beau-père propose de prendre sa voiture et d'emmener tout le monde déjeuner à Abilene, qui se trouve à 170 km de là. La voiture n'est pas climatisée. Le groupe est d'accord, et après avoir subi un voyage éprouvant ponctué par un repas indigeste dans un fast-food, découvre qu'en réalité personne ne souhaitait vraiment faire ce déplacement. Elles étaient tombées d'accord pour faire quelque chose que personne ne souhaitait vraiment faire.

L'absurdité peut être relative, c'est la question de la rationalité de référence : dans le quartier de Mea Shearim, à Jérusalem, est regroupée une importante communauté de religieux ultra-orthodoxes. Confrontés à l'interdiction d'utiliser l'électricité pendant le shabbat, mais soucieux de poursuivre leurs activités quotidiennes marquées par la modernité, ils ont développé

des solutions techniques ingénieuses consistant à équiper les machines électriques de systèmes de production d'énergie mécanique, à base de poulies, de câbles et de contrepoids, ces machines représentant une perte de place disproportionnée, et une perte de temps importante en terme de temps de conception et de réalisation. Il est absurde d'avoir recours à une telle complexité, mais selon la rationalité de référence, ces choix sont parfaitement logiques.

La décision absurde est aussi le fait de pièges cognitifs : l'explosion en 1986 de la navette Challenger a été causée par la rupture des joints toriques placés sur les canalisations des réservoirs de carburant. Ces joints étaient fragiles à moins de 18°C, mais la NASA a considéré que les températures régnant en Floride rendaient hautement improbable la rupture des joints, malgré les avertissements des ingénieurs responsables de la conception de ces joints. Mais les températures en Floride peuvent être froides, ce que la NASA a négligé, fait d'autant plus étonnant que le pas de tir de Cape Kennedy est utilisé depuis longtemps. Le piège cognitif était de négliger la réalité météo en raison de préjugés nourris par l'imaginaire national, la Floride étant surnommée « *the sunshine state* », l'État du soleil.

Enfin, la décision absurde peut être validée collectivement, par un processus de perte de sens. Nous admettons difficilement qu'un problème puisse ne pas avoir de solution : les actions me-

nées pour résoudre le problème s'auto-légitiment par le simple fait d'exister. C'est la défaillance du contrôle de conformité par rapport à l'objectif, défaillance d'autant plus fréquente que le résultat est difficilement mesurable. Or, cette perte de sens est fondamentale dans la décision collective, car chaque acteur peut lui donner le sens qu'il veut, et l'absence de contrôle de conformité empêche toute contestation. James G. Marsh parle de « l'effet poubelle » : quatre flux se croisent ; un flux de participants, un flux de problèmes, un flux d'occasions de décider et un flux de solutions. A un moment, le problème, une solution, des acteurs prêts à décider et une occasion de décider se croisent, et de cette rencontre naît une décision, qui n'a pas d'autre sens que de se trouver à l'intersection des quatre flux. Elle est donc absurde. Pour résumer le processus conduisant à la décision absurde, nous avons donc une dynamique qui mêle erreurs de raisonnement (piège cognitif), rationalité de référence, auto-légitimation et absence de contestation. En quoi cette dynamique s'exerce-t-elle en ce qui concerne les élections dans un système parlementariste ?

Il faut d'abord caractériser l'objectif : le peuple souverain délègue son pouvoir à des représentants en leur donnant mandat pour administrer l'État, pensé comme moteur de l'organisation nationale, et pour légiférer, afin de maintenir la cohésion sociale. Or, il apparaît clairement que les décisions prises par ces élus ne vont pas dans



le sens de l'intérêt de la population, mais servent les intérêts de groupes industriels et financiers, et permettent aux élus de bénéficier de privilèges au passage. Au-delà des exemples multiples et variés que l'on pourrait glaner au cours des décennies, illustrons ce propos avec le Front populaire, qui sert régulièrement d'argument chez les militants de gauche pour justifier le bien-fondé des élections : sans l'arrivée au pouvoir du Front populaire, pas de congés payés, pas de conventions collectives... des acquis sociaux dont nous bénéficions aujourd'hui (la question du bien-fondé de ces acquis sociaux selon la pensée libertaire, est un autre débat). C'est oublier que dès son accession au pouvoir, le Front populaire s'est dépêché de pactiser avec le patronat, s'est désengagé de l'aide aux républicains espagnols, et a cherché à briser les grèves qui se multipliaient. « Il faut savoir terminer une grève » est une phrase lumineuse prononcée le 11 juin 1936 par Thorez. De plus, la sécurité sociale est l'héritière des caisses de secours mutuel initiées par les anarcho-syndicalistes en dehors du contrôle de l'État.

L'objectif n'est donc pas atteint. Mais pourquoi persévérer dans le système électoral ? Visiblement parce que ce choix est guidé par les processus qui en font finalement une décision absurde. Pour commencer, ce choix est guidé par un piège cognitif entretenu par les institutions, qui induit un raisonnement basé sur l'idée qu'il n'existe pas d'autres solutions. A l'instar de la

NASA, la population baigne dans un préjugé alimenté par l'imaginaire national. C'est la rationalité de référence qui masque le caractère absurde du choix électoral, qui paraît tout à fait raisonnable alors que le recul permet d'en discerner les ressorts absurdes et contraires à l'objectif. La communauté nationale est entraînée par une dynamique de groupe alimentée par la perte de sens, chaque acteur ayant des raisons objectives de participer aux élections, avec des motivations diverses et parfois antagonistes, structurées par le discours dominant normatif. La solution proposée s'auto-légitime, d'autant plus facilement que la contestation est muselée ou caricaturée par des slogans lapidaires, reléguée au statut de folklore, dans le meilleur des cas, ou perçue comme irresponsable. L'absence de contrôle de conformité facilite ce processus : les défaillances des élus ne sont pas présentées comme des conséquences directes du système, mais comme des incidents isolés, regrettables et condamnables, dont la répétition historique est soigneusement noyée dans le flot de la communication politique, relayée par des médias complaisants. L'immunité parlementaire et présidentielle achève de rendre le contrôle inopérant. L'effet poubelle renforce la légitimité de la solution, les flux se croisent et les décideurs se préservent.

Pour terminer, il ne faut pas négliger un aspect qui pourrait contredire ce raisonnement : la multiplication des mises en examen d'élus. Il est probable

que cela ne soit que la réaction tardive et épisodique de la classe politique face à un mécontentement croissant, qui se traduit d'ailleurs par l'augmentation des intentions de vote FN. Il faut y voir une stratégie électorale de la part de décideurs qui souhaitent enrayer l'idée de plus en plus répandue que les élus jouissent d'une forme d'impunité. Pour autant, cette dynamique soudaine et apparemment vertueuse existerait-elle en l'absence de la montée du FN ? Rien n'est moins sûr. Cette montée illustre d'ailleurs toute l'absurdité du système : des citoyens mécontents des élus choisissent d'autres élus pour résoudre le problème, ce qui ne nécessite pas de commentaires...

Christian Morel cite *Le pont de la rivière Kwaï* comme illustration d'un processus absurde n'ayant pas d'autre finalité que lui-même : les prisonniers anglais mettent toutes leurs forces à construire un pont pour leurs ennemis. Pierre Boulle, l'auteur du roman, écrit à ce sujet : « Stupide mystique de l'action, dans laquelle communit nos petites dactylos et nos grands capitaines ». Les élections sont le pont de la rivière Kwaï du peuple, entraîné dans un processus absurde. Les libertaires sont le commando qui finit par le détruire.

PAR GEORGES ALBERT



Démocratie directe ou représentative

La question de la démocratie directe, de la démocratie représentative et celle de la délégation sont l'objet de bien des débats dans le mouvement libertaire et de bien des malentendus. Proudhon avait été élu à l'Assemblée constituante en 1848, pour constater que la démocratie portait au pouvoir les classes privilégiées. L'expérience ne fut pas concluante. C'est la raison pour laquelle il abandonna toute perspective électorale. Désormais, ce ne sont plus des *citoyens* qui devront désigner des représentants ; la souveraineté ne s'exercera plus dans des parlements mais dans des institutions productives où ce sont les *travailleurs associés* qui s'organiseront. On entre dans une logique tout à fait différente. Il faut avoir cela à l'esprit pour comprendre l'opposition de Proudhon aux « candidatures ouvrières » dans la *Capacité politique des classes ouvrières*. Il s'y oppose parce que les travailleurs doivent s'organiser *autrement*, et ail-

leurs : ils doivent s'organiser sur la base de leur rôle dans le processus de production (associations de producteurs) dans leurs propres organisations de classe. Ce qui anticipe l'anarcho-syndicalisme.

Contrairement aux idées reçues, les premiers théoriciens de l'anarchisme – Proudhon et Bakounine – n'étaient pas des partisans de la démocratie directe, de la consultation permanente, de l'assembléisme et du mandat impératif.

Le mandat impératif est utile, voire nécessaire, en cas de conflit, de lutte, lorsqu'il y a une agitation intense. Il permet aux mandatés de consulter en temps (presque) réel leurs mandants. Mais imaginer une assemblée de 500 mandatés qui ont chacun un mandat impératif, ça n'a pas de sens. Proudhon avait bien dit que pendant que tout le monde se réunit, on ne fait plus rien d'autre.

La gestion des entreprises par les travailleurs n'est pas la préoccupation

principale de Proudhon : la classe ouvrière devra s'organiser en « compagnies industrielles » gérant des secteurs entiers de production, afin de créer ce qu'il appelle la « démocratie industrielle » en dehors de l'État.

On retrouve le même raisonnement chez Bakounine. Il n'y a pas chez lui de répugnance métaphysique à la délégation de pouvoir, comme on peut en trouver parfois chez certains anarchistes, qui pensent que c'est là une intolérable atteinte à leur être intime. Dans l'AIT, on votait, tout simplement. Bakounine n'est pas opposé au suffrage universel par principe.

Il est vrai que la lecture du révolutionnaire russe révèle une opposition radicale à la démocratie représentative, qui est une forme parfaitement adaptée à la domination du capitalisme. Mais il s'agit là d'un système qui consacre l'inégalité économique et la propriété privée des moyens de production. Le système représentatif légitime l'exploit-



tation de la grande masse du peuple par une minorité de possédants et par les professionnels de la parole qui sont leur expression politique.

Un régime politique fondé sur un système représentatif mais qui maintient la propriété privée des moyens de production, est une imposture. La liberté du travailleur, dans un tel système, est une liberté théorique, fictive, dit Bakounine. Pourtant, « est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires^[1], nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférions soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul ? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui tout seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes. »^[2]

La critique anarchiste de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la démocratie, entendue comme participation des intéressés aux

choix concernant leur existence, mais une critique du contexte capitaliste dans lequel elle est appliquée.

La démocratie représentative n'étant pour la bourgeoisie qu'un masque, elle s'en dessaisit aisément au profit du césarisme (l'équivalent bakouninien du bonapartisme de Marx), c'est-à-dire la dictature militaire ; lorsque cela est nécessaire, tout empiètement démocratiquement décidé contre la propriété provoquera inévitablement une réaction violente de la part des classes dominantes spoliées.

Faut-il participer au jeu électoral ? demandent Besancenot & Löwy. De leur point de vue, oui, puisque leur modèle de société repose de toute façon sur un système fondé sur une forme de démocratie parlementaire, c'est-à-dire fondée sur le « citoyen ». Le fait que les différents courants marxistes révolutionnaires continuent de présenter des candidats aux élections montre qu'ils cautionnent ce modèle de désignation des mandats, et il n'y a aucune raison de penser que leur modèle de société soit autre chose qu'un modèle fondé sur ce système. Il n'y a pas de sens pour un parti politique d'utiliser les moyens de la démocratie parlementaire pour dire ensuite que ce n'est pas ce modèle-là qu'il veut : les électeurs ne s'y retrouvent pas.

Contrairement à ce que pensent Besancenot & Löwy, les anarchistes n'ont pas une position abstentionniste fanatique : Bakounine a conseillé de manière circonstancielle à ses amis italiens

de présenter des candidats. La CNT espagnole a appelé en sous-main à voter en 1936 parce que l'élection d'un Front populaire a permis de faire libérer 30 000 anarchistes de prison.

Mais au-delà de ces cas circonstanciels, la pratique électorale n'est pas une « divergence tactique » entre anarchistes et NPA. C'est une divergence fondamentale. Pour les anarchistes, le débat n'est pas de choisir entre démocratie directe et représentative. Encore faut-il s'entendre sur le terme démocratie directe, qui est confondue souvent avec la pratique du mandat impératif.

Dans les années 70, les trotskistes lambertistes de la CGT du Livre exigeaient la convocation d'une « assemblée générale de tous les travailleurs du Livre ». C'était complètement idiot. Une AG de 25 000 personnes place de la République n'a pas de sens. C'est de la démagogie. On sait bien que si 50 ou 100 millions de personnes doivent débattre et décider d'une question, on ne pourra pas le faire avec la « démocratie directe » comme dans la Grèce antique. Il faudra des représentants. La question sera de savoir comment ces représentants seront désignés, comment ils seront contrôlés, comment ils pourront être révoqués, quelle sera la durée de leur mandat, et à quel rythme sera appliquée la *rotation des mandats*.

PAR RENÉ BERTHIER,
Groupe Gaston Leval de la Fédération anarchiste, Paris

[1] Bakounine utilise rarement le mot « anarchiste », et la plupart du temps avec réserves. Il se désigne comme « socialiste révolutionnaire » ou « collectiviste ». Voir « L'usage du mot "anarchie" chez Bakounine », <http://monde-nouveau.net/spip.php?article185>

[2] Bakounine, Manuscrit de 144 pages rédigé à Marseille, 1870, Stock, IV, p. 195.



Le mandat impératif ou l'impossible démocratie

Le nom dit la chose et la chose doit bien être d'importance pour que son interdiction figure en bonne place dans le texte de la Constitution (article 27) ! Derrière la question – essentielle – des rapports du peuple (notion soit dit en passant, que personne ne peut définir) avec ses représentants, se joue celle, originelle, du sens de la démocratie ; c'est-à-dire, rappelons-le, du pouvoir du peuple. Et comme souvent, force est de constater que ces préliminaires se jouent à front renversé !

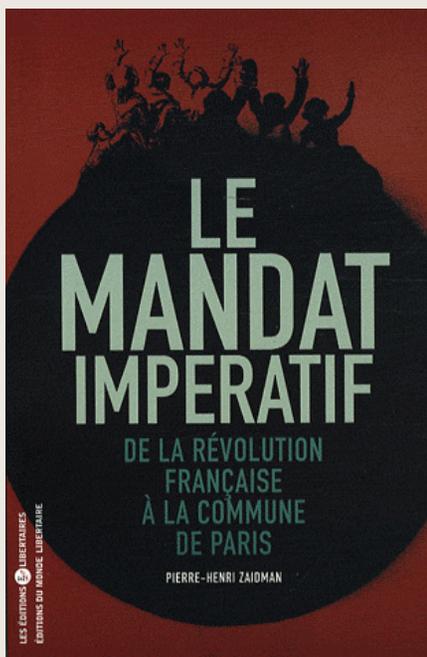
Jean-Jacques Rousseau est sans doute le père de la démocratie moderne et son premier traducteur. Lui qui a perçu si tôt combien se jouaient de contradictions entre ordre et liberté, lui qui a compris, avant tout le monde, combien tout exécutif ne manquerait jamais de se poser comme volonté particulière face à l'intérêt général au point de concevoir non un droit, mais un devoir de révolte sitôt que la loi se-

rait injuste. Lui, Rousseau, était opposé à toute démocratie représentative quand bien même il savait que la démocratie directe était impossible pour de grands États.

La notion de représentants n'est pas démocratique mais féodale. Ce qui

s'y joue c'est la liberté ! Pour qu'il y ait ordre possible, nous dit-on, il faut bien que le mandataire ait quelque marge de manœuvre faute de quoi, bientôt récusé, il est dans l'impossibilité d'assumer les devoirs de sa charge. D'un autre côté, pour qu'il y ait liberté, il faudrait bien pourtant que le peuple puisse s'assurer que les décisions prises en son nom fussent bien les siennes et donc que le lien d'avec lui fût impératif, comminatoire !

Quoi d'étonnant alors que Rousseau soit resté la bête noire de la bourgeoisie bien pensante, tant cette question de la nature du pouvoir détermine toute la suite pour poser la question cruciale et fondatrice de la nature du pouvoir politique. Comment représenter, comment traduire sans trahir ? Rousseau avait compris combien celui qui était assis au lieu de la médiation ne manque jamais de jouer sa propre partition : qu'il n'y avait jamais loin du





représentant au parasite, du parasite au président : du symbolique au diabolique !

Quoi d'étonnant encore que cette question se soit posée à chaque crise politique majeure, à chaque révolution... pour être sitôt évacuée que supposée (1789, 1848, 1871, 1917, 1936...) ! Car elle engage le sens même du pouvoir ! Car finalement la démocratie représentative, si elle est bien l'institution du peuple pour le peuple, ne peut l'être que... sans le peuple. Convoqué à chaque élection par décret, n'est-ce pas supposer qu'il puisse être révoqué tout de suite après ? La démocratie représentative ou la démocratie par grande intermittence ?

Quoi d'étonnant que l'on considère toujours comme anarchistes, comme auteurs de troubles et adversaires de toute institution, ceux-ci mêmes qui défendent le principe du mandat impératif puisque, précisément, ils aspirent à une liaison directe entre souveraineté et pouvoir et, en conséquence, voient à jamais en tout État, l'instrument de domination du peuple.

Tout semble se passer comme si le moment où s'incarne la souveraineté ne peut être qu'un instant, fugace même si magique, hiératique et sublime. L'intrusion du peuple dans l'histoire marque toujours la bordure sacrée du politique, celle où le principe bouscule tout. Mais le symbole ne fonctionne qu'en se différenciant du symbolisé.

Le peuple doit être vite évacué faute de quoi nul ordre ne semble possible. La vacuité du mandataire est patente si le commettant est présent ! L'ordre, la bourgeoisie n'aiment jamais tant le peuple qu'absent, que tant qu'il demeure une idée, un principe !

Telle est la tragédie de la démocratie, sinon de l'histoire, que récusent les partisans du mandat impératif ! Comme si la démocratie est impossible ou que la transaction doit s'achever irrémédiablement en compromission. Comment ne pas aimer ce moment séminal où le Verbe se fait chair, où le peuple, éternel intrus, gomme, hurle, biffe et meurtrit, parce qu'impatient, il demeure éternellement en souffrance.

Quoi d'étonnant enfin que l'histoire des anarchistes se joue à front renversé puisqu'elle est, par essence, l'inversion de l'ordre. On peut s'étonner que les premiers partisans du mandat impératif ont été les aristocrates mais qui, plus que la noblesse, savait alors la puissance fondatrice du sacré ? Faut-il s'étonner que ce soient ainsi, plutôt un abbé et un noble, qui défendirent l'émancipation des Juifs plutôt que le Tiers État ? Il faudrait bien méconnaître la partition nécessaire que joue toute société, entre sacré et profane, pour s'en étonner véritablement.

L'histoire est en réalité un jeu de cache-cache, celui qu'entreprend désespérément le peuple avec l'ordre, l'institution et la liberté ! Où l'espé-

rance traque la trahison, le principe, le réel la colère et la trahison.

Ce jeu, nous savons tous qu'il s'est presque toujours terminé de la même manière, mais est-il interdit, pour autant de rêver ?

PAR PIERRE-HENRI ZAIDMAN



La perversité du système électoral

« Tous ces prétendus représentants ne s'occupent que d'eux-mêmes, de leurs familles, de leurs amis. Un député est bien maladroit si son mandat ne devient pas le fondement de son avenir et l'avenir de tous les siens ».
Auguste Blanqui (*La patrie en danger*, 1871)

L'affaire Fillon (filou), qui se déroule actuellement et dans laquelle ce « Monsieur », député, est impliqué, est la démonstration grandeur nature que le système politique français est intrinsèquement critiquable car il porte en lui les germes de la prévarication, de la malversation, du mensonge et de l'usurpation du pouvoir. Être député, c'est pour ces « ubéristes », être à la tête d'une petite entreprise... qui ne connaît pas la crise... à la condition que l'électeur continue de voter pour lui ! Mais l'inconvénient, c'est qu'il y a dans ce statut une forme de précarité. Le député n'a jamais la certitude d'être reconduit. Alors, il fait comme l'écureuil, il salarie les membres de sa famille et ses amis. Il se constitue un pactole financier, au cas où il ne serait pas réélu, en ponctionnant allègrement dans les finances publiques, qu'il est censé gérer dans l'intérêt du peuple ! C'est ainsi que le Sarthois Fillon s'est fait prendre les mains dans

le pot de rillettes ! Apparemment, les rillettes sont bien épaisses et il y est bien englué. Mais, à entendre ce vertueux personnage, il n'aurait commis aucun acte délictueux, qui puisse lui valoir une enquête pour siphonage de fonds publics et abus de biens sociaux. Il n'aurait agi qu'en toute légalité ! Il est blanc comme neige. Pourtant, l'eau bénite des bénédictins de Solesmes ne suffira pas à le purifier ! Il faut bien dire que l'opacité du fonctionnement de l'Assemblée nationale, permet tout un tas de combines et donc de dérives que l'on constate. Quel est le citoyen ou la citoyenne qui est capable de se retrouver dans les dédales de cette institution... Messieurs et Mesdames les politicard.e.s, plutôt que d'exiger que les cours d'instruction civique dispensés aux élèves dans les écoles enseignent le respect des maîtres, des chefs, du drapeau tricolore et qu'on y fasse l'apprentissage de *La Marseil-*

laise, vous feriez mieux d'exiger des élèves qu'ils appréhendent les rouages de cette grande maison, afin qu'ils deviennent des citoyens avertis. Mais cela, vous ne le ferez pas, car il vaut mieux avoir affaire à des ignorants, c'est plus facile pour les mener en bateau. On est en droit de rêver, tant que vous serez à la direction des affaires, les choses seront ainsi.

ABUS DE POUVOIR

C'est ainsi que quasiment tous les députés qui défilent sur les antennes des radios et à la télévision expliquent qu'il n'y a rien d'anormal à embaucher des membres de sa famille et du moment où ils sont élus, ils deviennent chefs d'entreprise. Ils s'autorisent ainsi à embaucher les collaborateurs qu'ils souhaitent et à leur offrir des salaires à la carte, surtout lorsque ce sont des membres de leur famille. À condition que ce ne soit pas des emplois fictifs !



On a pu entendre par exemple un député se comparer à l'artisan boulanger qui embauche systématiquement sa femme pour vendre le pain et servir la clientèle pendant que lui, est au fournil... Ou un autre, dire qu'embaucher sa femme comme collaboratrice avait plusieurs avantages comme par exemple : qu'elle était à sa disposition en permanence, autrement dit taillable et corvéable à merci et qu'à l'occasion, elle nettoyait les chiottes (sic) de sa permanence... Non content d'être des prévaricateurs, ces Messieurs sont misogynes... A ce propos, je tiens à vous rappeler, Messieurs et Mesdames les député.e.s, qu'en aucune façon, vous n'êtes des « travailleurs indépendants », ni même des patrons de TPE (Très petites entreprises). Vous n'êtes que les mandataires de ceux qui vous ont élu.e.s, en quelque sorte, leurs salarié.e.s. Il ne faudrait pas inverser les rôles. Vous êtes tenu.e.s de leur rendre des comptes et ça, vous ne le faites jamais. C'est donc que vous ne respectez pas vos promesses électorales et que vous outrepassiez vos droits. Car pour toutes les décisions que vous prenez, pour toutes les embauches que vous faites, pour toutes les lois que vous votez, vous devez demander l'autorisation aux citoyen.n.e.s de votre circonscription. En aucune manière, le fait d'avoir été « élu.e » ne vous donne carte blanche. Vous n'êtes pas un.e « travailleur.euse indépendant.e », vous devez rendre des comptes. Mais, cela ne se passe jamais de cette manière ; le suffrage universel, vous le bafouez en permanence. A ce sujet, je citerai un

autre visionnaire, Pierre Joseph Proudhon, qui, dans *Les confessions d'un révolutionnaire*, en 1849, écrivait : « La plupart du temps, le peuple demeure donc impuissant face à ses délégués (députés), qu'il ne peut sanctionner qu'en refusant de les réélire ». De ce fait, la coupure entre élus et électeurs se creuse rapidement. Et Proudhon de témoigner : « Il faut avoir vécu dans cet isolement qu'on appelle Assemblée nationale pour concevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent ». Dans ces derniers écrits avant sa mort, Proudhon dénonce même l'inutilité des candidatures ouvrières. Le prolétariat, écrivait-il : « devrait rompre avec les institutions "bourgeoises", créer des associations fondées sur les principes de mutualité et institutionnaliser la réciprocité ». Voilà la voie à suivre pour mettre fin à l'usurpation du pouvoir des manipulateurs et au pillage de l'argent public par des prévaricateurs. Voilà les leçons que les électeurs et les électrices devraient tirer de tous les scandales politico-financiers qui ne cessent d'éclater dans le pays. Le système de représentation est tellement pervers que même après avoir été inquiétés par la justice ou mis en examen, certains députés continuent à siéger à l'Assemblée. D'autres politiciens osent même être candidats aux élections présidentielles après avoir été condamnés ou après avoir été mis en examen. Ils n'hésitent pas à se présenter comme des parangons de ver-

tu... Il y a urgence à nettoyer les écuries d'Augias !

AGIR AU LIEU D'ÉLIRE ET DE SUBIR

C'est pourquoi les anarchistes militent pour que toutes les institutions, les assemblées, l'État, le système électoral, soient remplacés par le fédéralisme. C'est-à-dire : par la prise de possession des citoyen.n.e.s, en libre association et selon leurs affinités, leurs volontés, et leurs diversités, de la gestion économique, sociale et politique des entreprises, des communes, des départements, des régions, pour que personne ne décide à leur place. Il est préférable d'agir que d'élire et de subir !

PAR JUSTHOM



« Un français sur quatre d'extrême-droite » ?

Mon œil !

Et si contrairement à ce que certains journalistes, sondologues et dirigeants politiques répètent à tue-tête il n'y avait pas d'explosion de l'extrême-droite en France ? Pourtant, le Front National n'a-t-il pas fait 25 % aux dernières européennes de 2014 et 28 % aux dernières régionales – score inégalé en 30 ans de nuisances ? Mais 25 % ou 28 % de quoi ? Des votants.

Nuance de taille puisqu'aux élections européennes la norme est à 60 % d'abstention et 50 % aux régionales. Là où les experts les plus raffinés voient « un français sur quatre » voter pour l'extrême-droite, il n'y aurait en fait « qu'un » inscrit sur dix. Pire, « oublier » l'abstention revient souvent à mépriser les abstentionnistes, à réduire leur action à un caprice non politisé ou à croire qu'ils vot(era)ient comme les votants – alors que précisément ils ont agi différemment et qu'il s'agirait de comprendre pourquoi. À ces abstentionnistes s'ajoutent aussi les français non-inscrits : selon les élections et les périodes, ils sont entre 9 % et 13 % des personnes en âge de voter vi-

vant en France. S'ils ne sont pas inscrits il y a au moins deux grandes raisons : soit parce qu'ils sont exclus du vote car ils n'ont pas la nationalité française, soit parce qu'ils n'ont pas fait les démarches nécessaires^[1].

Quant à l'analyse en nombre de voix, elle masque l'accroissement de la population. Aux élections présidentielles, on est ainsi passé de 36,4 millions d'inscrits en 1981 à 41,2 en 2002 et 46 millions en 2012.

MOINS QU'EN 1994

Autre rupture que nous proposons pour bien analyser la situation : ne pas réduire l'extrême-droite au FN puisqu'il y a (entre autres) le Mouvement national républicain (MNR, créée en 1999 par Bruno Mégret) et le Mouvement pour la France^[2]

[1] Aujourd'hui la première inscription est automatique lorsque l'on passe la « Journée défense et citoyenneté » ex JAPD

[2] Malheureusement ce parti d'extrême-droite est toujours invisibilisé dans les « divers droite ». Sa présence n'est donc identifiable et isolable qu'aux élections qui ont peu de scrutins, de listes etc. comme les européennes, les régionales et les présidentielles.

(MPF, créée en 1994 par Philippe de Villiers puis rejoint par Guillaume Peltier et Jacques Bompard). Ainsi, aux Européennes, le score de 10,1 % des inscrits apparaît comme historique si on ne prend en compte que le FN mais se révèle inférieur aux 11,4 % réalisés par l'extrême-droite en 1994 (5,25 % FN et 6,16 % MPF).

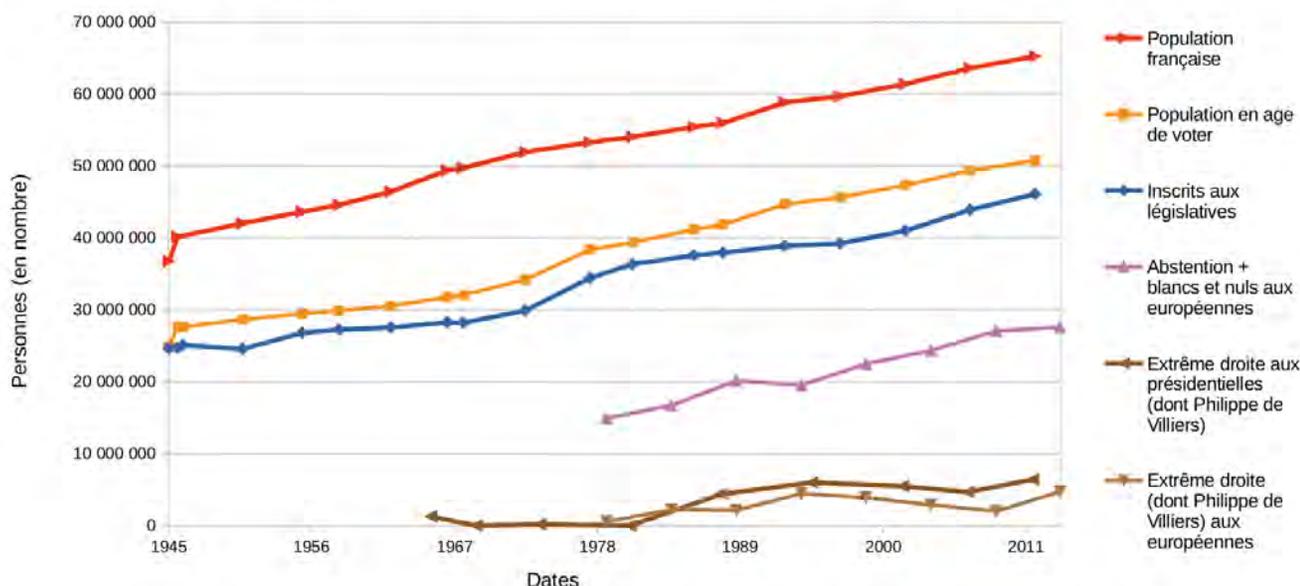
Raisonnement ainsi permet aussi d'expliquer autrement ce nouveau succès du FN. En 1984 c'est par les européennes que l'extrême-droite fait son grand retour : 6 % des inscrits votent pour elle. Or par la suite, l'extrême-droite ne va cesser de voir son score diminuer à ces élections. On observe des rebonds seulement en 1994, avec l'arrivée du MPF, et en 2014. Précisément deux moments où, contrairement à toutes les autres élections européennes, au moins une partie de l'extrême-droite a affirmé des positions fermement anti-Europe, ce qui semble plus fédérer et mobiliser son auditoire.

Puisque la question des frontières de l'extrême-droite et de leur extension est abordée, il est inquiétant de noter



Évolution de la population des inscrits de 1945 à 2012

La comparaison est biaisée car la population des inscrits porte sur toute la France alors que la population dite totale n'est que métropolitaine jusqu'en 1991. Mais ce biais est minime.



à quel point ses obsessions, sa lutte contre la démocratie, ses actes et propos violents et stigmatisant sont répandus tant à l'UMP qu'au PS - mais est-ce nouveau ou un renouveau ?

DES SCRUTINS BIAISÉS

Enfin, cessons d'analyser les résultats « tout type d'élections » confondus. Prenons chaque type isolément et sur la longue durée. En France, les deux pôles sont l'élection présidentielle - avec un taux moyen à 13 % (si on n'oublie pas le MPF en 1995) - et les élections municipales avec 2 % en moyenne^[3].

[3] Le score national est très difficile à connaître pour les municipales, 2 % est donc une approximation. Cependant les élections sénatoriales peuvent être utilisées comme un calque puisque ce sont presque exclusivement les maires qui votent aux sénatoriales. L'extrême-droite y fait un score d'environ 3 à 4 %.

La principale variable qui pourrait expliquer cette différence est le « nombre de scrutins » par type d'élections : 36 000 pour les municipales, un pour la présidentielle. Ainsi les municipales nécessitent un profond ancrage social et territorial et une puissance militante bien plus forte que des votants qui tous les deux ans vont déposer leur haine dans l'urne. À l'inverse, l'élection présidentielle nécessite un budget conséquent pour distribuer de la propagande et organiser des meetings ainsi que de bons relais dans les sphères du pouvoir central et des médias dominants. Ces différences permettraient d'expliquer partiellement le récent succès de l'extrême-droite aux départemen-

tales^[4] et aux régionales (12 % et 13 % des inscrits contre 6 % et 8 % habituellement), puisqu'aux départementales le nombre de scrutins est passé de 4000 à 2000^[5] et le nombre de régions est passé de 27 à 18. Pour les régionales, le score élevé de l'extrême-droite peut aussi s'expliquer par les attentats islamistes survenus moins d'un mois avant. Aussi il est important de noter que ces observations ne valent pas prédiction, en particulier pour l'élection présidentielle à venir.

On le voit, les types d'élections ne sont

[4] Mais aux départementales seul 93 % du corps électoral était appelé à voter puisque Paris, Lyon, la Guyane et la Martinique n'étaient pas concernés. Le score fictif de l'extrême-droite au niveau national devait donc être d'environ 11,5 %.

[5] L'extrême-droite n'en a remporté qu'une trentaine.

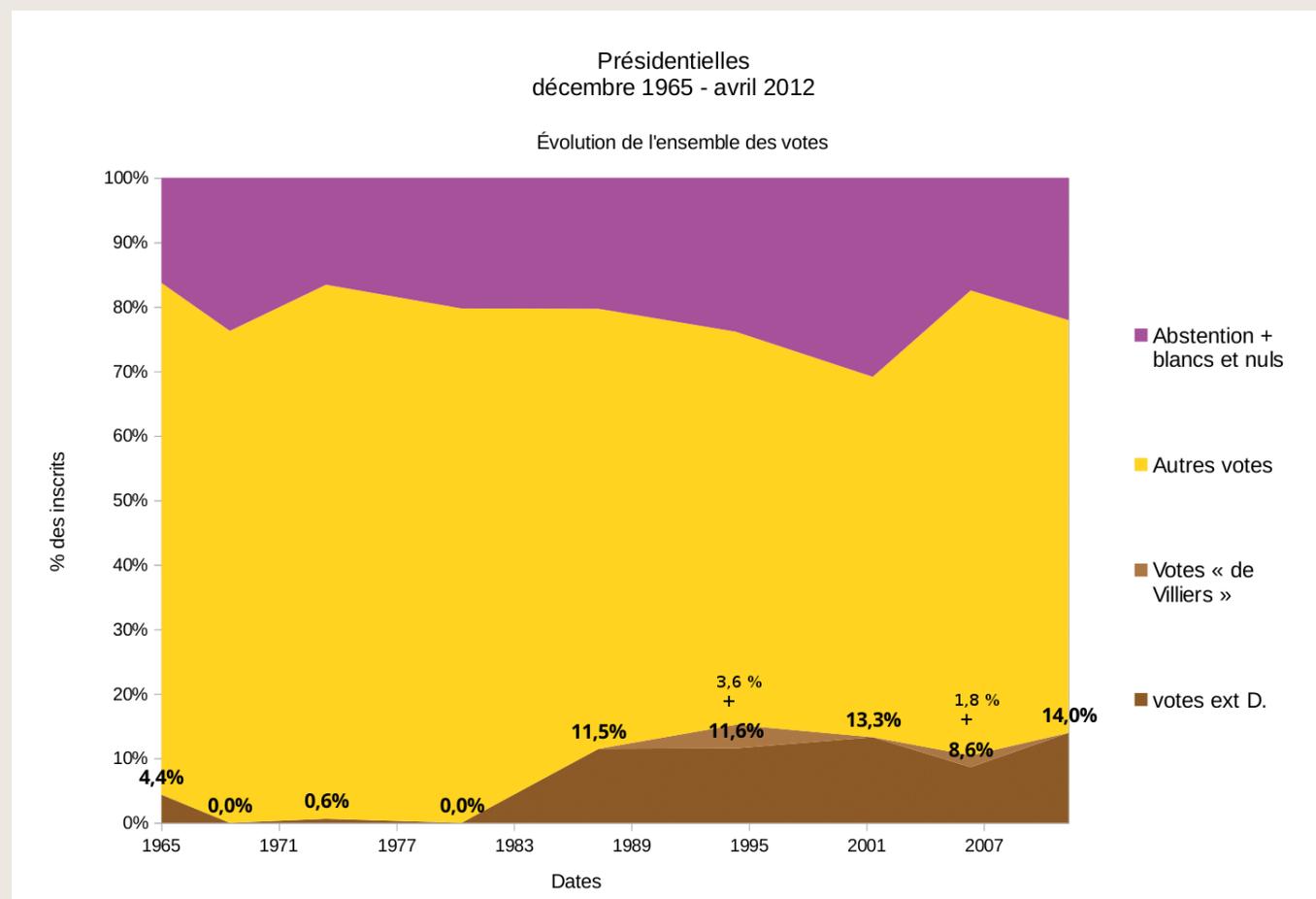


pas neutres politiquement car ils ne structurent pas de la même manière les relations sociales. L'élection présidentielle française est sûrement la pire, car la plus favorable à une oligarchie médiatisée dont l'extrême-droite fait partie, sa suppression serait donc bienvenue. Pour autant, aucun type d'élection ne fait disparaître les problèmes intrinsèques au fétichisme parlementaire. Quelque soit le type d'élection, un gouvernement, national ou municipal, républicain ou pas, sera toujours un outil d'oppression.

Enfin, quand bien même il est important de distinguer l'extrême-droite des

autres mouvements politiques autoritaires, on ne peut pas oublier leurs points communs, par exemple leur participation et leur soutien (révolu ?) au (néo)colonialisme.

PAR APICHAAT





Élections, piège à cons ?

Il faut se méfier des slogans, particulièrement de ceux qui sonnent bien. Celui-là en fait partie. Il suffit pourtant d'en changer une lettre pour lui donner un sens complètement différent. Pendant longtemps, la réponse de beaucoup de révolutionnaires face à l'injonction d'aller voter, fut sous une forme ou une autre, d'y répondre, soit avec ce slogan, soit d'une manière plus polie en prônant l'abstention. Chacun d'entre eux espérait plus ou moins confusément que cela entraînerait une prise de conscience du jeu truqué que sont ces cérémonies régulières, et par conséquent de la nécessité d'un engagement radical pour un changement profond de notre société.

LE « PARTI DE L'ABSTENTION » ET LE MYTHE DE LA MAJORITÉ

Dans un match qui ne serait pas truqué, il faudrait convenir que les partisans de l'abstention ont gagné. En France sont invités à voter pour quelque élection que ce soit, tous les individus qui sont

inscrits sur les listes électorales. Cette inscription est obligatoire, sans sanction, en vertu l'article L9 du Code électoral. Cependant il semble, toujours selon Wikipédia, que plusieurs enquêtes de l'Insee feraient ressortir qu'environ 5 millions de Français ne seraient pas inscrits ou ne savent pas qu'ils sont inscrits sur ces listes. Ce qui donne déjà une idée de l'exactitude des chiffres qui vont suivre. En 2016 il semble que le corps électoral dans son entier comprenait 44,834 millions d'électeurs.

Voyons quelques données. En 2014, 56 % des inscrits restent à la maison pour les élections européennes ; ce pourcentage tombe à 20 % en 2016 pour les élections présidentielles et remonte à 44,5 % aux législatives qui suivent. On voit bien alors que ce que d'aucun appellent le « parti de l'abstention » est dans les faits, quasiment majoritaire. A ces chiffres il faut ajouter les votes blancs qui étaient 2,150 millions aux dernières présidentielles. Si j'additionne tous ces chiffres, si j'en fais une petite cuisine, je

m'aperçois que M. H. a gagné les élections avec 18 millions de voix et une différence de 3,28 % en sa faveur, sur son concurrent M. S, mais avec plus de 28 millions d'inscrits qui n'ont pas voté pour lui. C'est ce que l'on appelle le vote de principe majoritaire. Suivant l'adage qui avance que *qui se ressemble s'assemble*, les députés élus dans la foulée cette année-là avec tout juste 50 % des voix, ne représentent au fond, qu'eux-mêmes et leurs coteries.

On voit bien que l'honnêteté intellectuelle qui consisterait à faire apparaître systématiquement le pourcentage des inscrits dans les résultats obtenus par chaque candidat élu, est absente du débat général. Ceux qui nous bercent de propos lénifiants sur le suffrage universel comme preuve de la démocratie, sont les premiers à mentir par omission. Revenons un instant sur ce parti qui fait frémir nos médias avec quelques citations.

La Croix titre, le 29 décembre de l'année passée : « L'abstention, premier parti de



France », *Le Parisien*, quelques mois plus tôt avance que « N'en déplaise au Front national, qui a revendiqué ce titre, le "premier parti de France" est en réalité l'abstention ». Risque-tout, il ajoute « Le non-vote est le signe le plus visible du ras-le-bol de la politique ». Hardi, risque-tout, il proclame même : « Comme le montrent nos chiffres, inédits, nos représentants sont élus par une minorité de Français ».

Il serait facile de continuer comme cela longtemps. Ce parti fait peur à tout le monde. Il n'a pas de représentant avec qui discuter, négocier, acheter. Il est partout, il est nulle part. Il oblige tous les partis, tous les commentateurs à faire des contorsions incroyables afin de pouvoir continuer à présenter les résultats obtenus par les uns et par les autres, comme des chiffres absolus. Et pourtant, et malgré tout, à chaque fois le même cirque reprend.

LE MOMENT ÉLECTORAL

Il y a un premier tour, un deuxième tour et parfois un troisième tour, social cette fois là. Mais avant, il y a la campagne. Si la durée de l'officielle est déterminée légalement - un certain nombre de semaines en fonction de l'échéance -, il y a ce qui précède. Il importe d'en dire plus que quelques mots. C'est une période de mobilisation intense, en général. Tant pour les organisations politiques que pour ce que l'on appelle « la société civile ». Un espoir démesuré souffle dans ces périodes-là. C'est comme si une fracture se faisait jour dans la société et que le possible devenait une op-

tion. C'est le moment T, comme disent les sondeurs, où il serait possible de changer les choses.

Nous pouvons alors mesurer à quel point, la croyance selon laquelle il suffirait de mettre un bout de papier dans l'urne pour changer le monde, est forte. Il est possible d'ailleurs de questionner le geste en tant que tel. Il a tout d'une dimension magique. Un bout de papier à peine noirci qui tombe dans une boîte fermée, qui fut longtemps noire mais qui sous le coup de la volonté de transparence, a perdu une partie de son immanence en devenant transparente. Un bout de papier que chacun ou chacune tient en main avant de le glisser dans sa bouche. Un moment de confusion, désolé, je comparais cela à une hostie ! Car le vote, il ne faut pas se le cacher, est un moment de communion sociale, nationale. C'est aussi et surtout l'héritage de la monarchie. Le bulletin de vote remplace la Sainte Ampoule d'huile sacrée. La France est passée de l'onction divine à l'onction du peuple. L'élu est alors, pendant sa magistrature, intouchable. Les électeurs, mais pas seulement eux, lui demandent à qui mieux-mieux de toucher les écrouelles sociales et de les guérir. Nous comprenons bien que dans ce contexte, l'ouvrir aux non-nationaux représente une impossibilité majeure. Cela a déjà été fait pour les résidents européens en France, mais cela reste tellement discret que personne ne s'en vante.

Il est advenu à plusieurs reprises, que ce bout de papier était suffisant pour empêcher tel ou telle d'accéder au pou-

voir. Il s'agit là de ce que l'on pourrait appeler le vote négatif. Car pour le côté positif, les choses sont plus compliquées. Si je ne vote pas contre, je vote pour, sauf évidemment si je m'abstiens. Voter pour qui et selon quels critères ? Dans une élection présidentielle, particulièrement, il faut être d'une intelligence supérieure pour pouvoir comparer, évaluer, calculer les programmes des uns et des autres.

C'est aussi le moment où tout ce qui ressemble aux luttes de classes, passe au second plan, quand ce n'est pas purement et simplement mis aux oubliettes. Pourtant, il ne faudrait pas considérer tout cela comme dérisoire. Particulièrement en ce premier trimestre de 2017 où une drôle d'odeur flotte dans l'air. Comme si quelque chose se terminait.

CRISE OU FIN DE RÉGIME ?

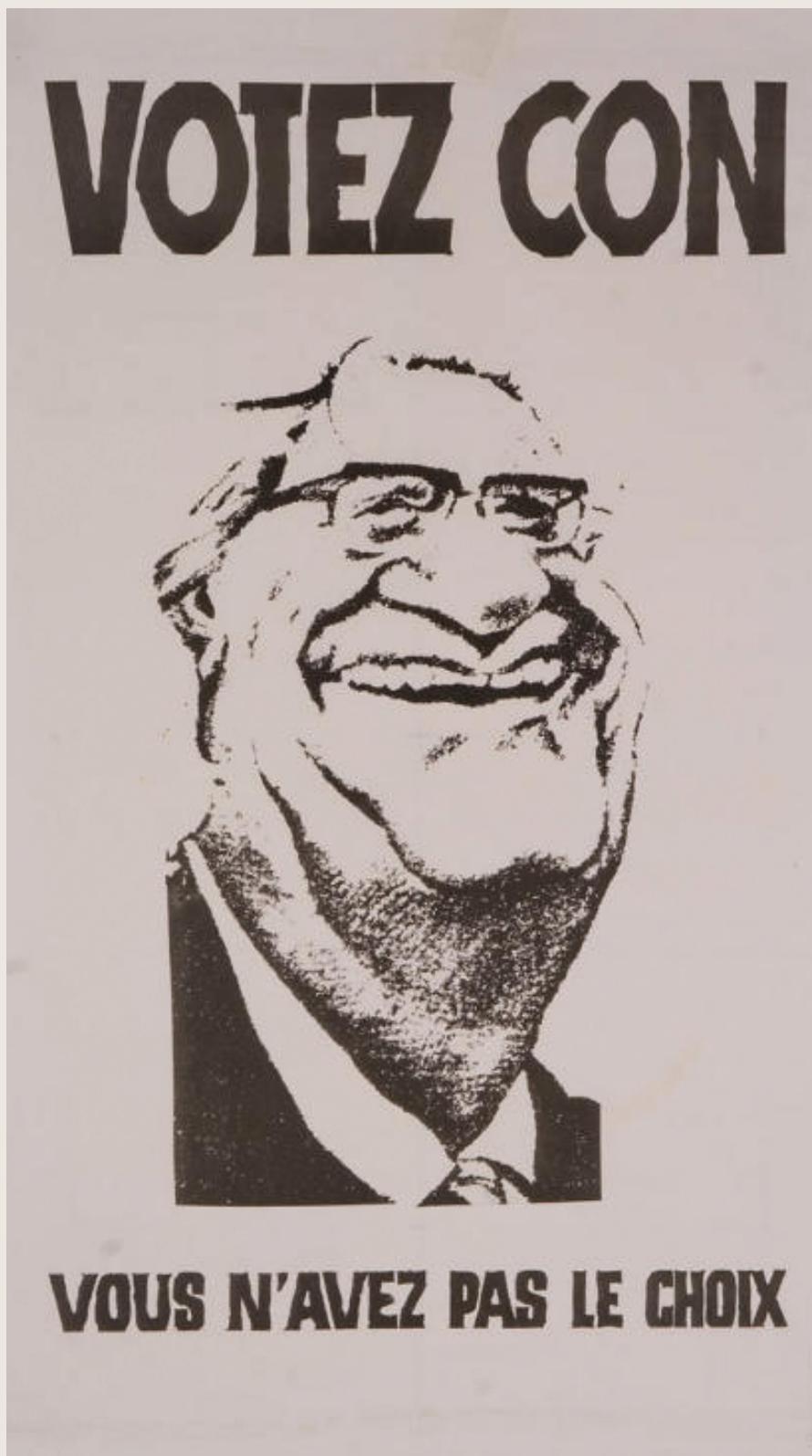
Voilà une question que l'on peut se poser. Partant du principe qu'un régime démocratique classique repose sur des partis politiques qui se partagent autant qu'ils se disputent, le pouvoir, il convient aujourd'hui de faire un état des lieux, de droite à gauche. Depuis la reprise en main par Mme Le Pen, il faut bien reconnaître que le Front national est pour le moins un curieux objet, mi-parti classique, mi-rassemblement autour du chef, *Führerprinzip*, où la vie démocratique semble pour le moins peu nécessaire.

Aujourd'hui, pour ce qui concerne la droite, la structure politique qui l'abritait a volé en éclat. La partie dure qui pleurerait un chef plombé par les affaires



en a retrouvé un autre, non moins plombé, mais qui vient de renouer avec la tradition gaullienne de la rencontre avec le peuple de France. Que dans ce cas-là, ce n'en soit qu'une partie, n'est en rien gênant. Ce qui compte, c'est la solitude de l'homme face au déferlement du système à son encontre. Ce combat solitaire en fait sa grandeur, au moins à ses propres yeux et à ceux qui le suivent.

Au centre, gauche comme droite, c'est l'éclatement total, mais advient encore une fois l'homme providentiel, sans parti, qui charge sur ses épaules et son sourire christique tout le désespoir de cette société sans queue ni tête. Il est l'élu sans jamais l'avoir été. Il est tout à la fois droite et gauche et bien au contraire. Il est un produit magnifique ! A gauche, il y avait, il n'y pas si longtemps, un Parti socialiste. Depuis quelque temps, des avis de recherche à son propos ont été lancés. Encore plus à gauche, l'observateur averti va pouvoir trouver quelque chose qui a pris pour nom « La France insoumise » qui, hormis en la personne de son chef, formé chez les trotskystes les plus orthodoxes, n'existe pas en tant qu'organisation. Et enfin, il reste le squelette de l'inénarrable Parti communiste qui n'en finit pas de mourir tout en ayant réussi un exploit : celui de faire oublier qu'il n'avait jamais eu quoi que ce soit à faire avec le Lénino-stalinisme et ses plus de 20 millions d'assassinés. La direction de ce parti lorgne vers son compère évanescent alors que la base se voit un avenir insoumis. Il semblerait que



DOSSIER



le journal où cet article paraît, serait prêt à offrir un abonnement gratuit à quiconque arrivera à trouver ce à quoi tous ces gens sont insoumis !^[1] Il est intéressant de remarquer que le paysage politique français est détruit, et ce par excès de démocratie. La formidable recette participative inaugurée en 2012 sous le nom de « primaire », où l'électeur lambda pouvait enfin choisir son candidat, a fait pschitt. Les primaires ont détruit les partis qui leur avaient donné naissance. C'est un résultat que nul n'aurait imaginé, pas plus que le fait que ces primaires aient eu au plus haut point un effet de *dégagisme*. Tous les leaders historiques ont été renvoyés dans leurs foyers ; ceux qui surnagent n'ayant pas l'aval du système parlementaire. Pour couronner le tout, le président en titre, n'ose plus se représenter comme il en aurait le droit devant ce suffrage universel et français.

Le contexte international n'aide pas à éclaircir la situation. Trump, May, Poutine, Erdogan Daesh et consort ont nourri d'une façon ou d'une autre le désarroi général. Comment le système économique-politique va-t-il pouvoir sortir de ce moment d'incertitude sans casser la baraque ? Nous le verrons dans les prochains jours.

[1] L'abonnement au Monde Libertaire est à moitié prix pour les chômeurs.euses et gratuit pour les détenu.e.s. On va pas commencer à en filer au mélanchonâtres ! A moins qu'ils et elles soient enfermés.e.s, évidemment. (N.D.L.R.)

LES ÉLECTIONS, SEULEMENT UN PIÈGE ?

Certainement, mais pas pour tout le monde. Il faut parfois sortir de notre petit monde et regarder ailleurs. Dans bien des pays, les populations souhaiteraient pouvoir participer à ce genre de palinodie. Nous ne pouvons pas le leur reprocher. Dans bien des pays, des élections dites libres sont un souhait encore lointain. L'existence de tels rendez-vous est la marque de l'existence publique des libertés formelles. Pendant de longues années, il était bien venu dans des cercles révolutionnaires d'opposer les libertés réelles aux libertés formelles.

Nous, libertaires, savons bien que les pouvoirs réels sont entre les mains des propriétaires des moyens de production comme entre celles de ceux qui contrôlent les rouages de l'État. Nous savons bien qu'il ne suffit pas d'un bout de papier pour modifier le rapport de force. Nous vivons aujourd'hui dans un pays qui se trouve lui-même au sein d'un ensemble d'autres pays, où règnent ces libertés formelles qui sont l'héritage des périodes révolutionnaires que nos pays ont traversées, et sur lesquelles il n'est pas possible ni souhaitable de revenir.

Il arrive que des élections libres soient organisées, aboutissent et que le potentat au pouvoir ne soit obligé de laisser son siège que sous la pression armée d'un autre pays ; c'est ce qui est arrivé par exemple en Gambie fin 2016. D'autres fois, les élections libres,

en donnant le pouvoir à une majorité, peuvent déboucher comme en Égypte sur une spoliation. L'acte électoral en soi n'est pas garant du fonctionnement des libertés formelles ; il peut être concomitant. Mais des élections, comme des libertés formelles ou pas, Assad n'en a cure. Pas plus que Poutine ou bien d'autres. Il vaut toujours mieux tuer les révolutionnaires.

APRÈS LES ÉLECTIONS

Ce moment d'érection citoyenne va passer comme bien d'autres, le quotidien plat et ennuyeux va reprendre ses droits. Les promesses, tant celles des candidats que celles que se sont faites les électeurs eux-mêmes, vont nourrir les cimetières des idées mortes. Pourquoi faut-il que ces espoirs n'arrivent pas à passer le moment électoral ? Les libertés formelles permettent le débat, la recherche, la formation, l'éducation, toutes choses indispensables à l'apprentissage d'une prise en main de notre avenir. Tout cela est indispensable. La culture de nous-mêmes est une arme et probablement la seule. Nous n'avons plus la possibilité de reprendre le Palais d'hiver. Les forces qui nous oppriment sont militairement trop fortes pour être battues mais pleines de contradictions. En descendant dans nos profondeurs, nous pouvons retrouver ces envies de changement et en leur donnant vie, les sortir des pièges électoraux.

PAR PIERRE SOMMERMEYER



Le syndicalisme de classe doit s'inviter dans la campagne électorale

Les périodes électorales voient souvent revenir les mêmes débats, les mêmes questionnements sur le rôle et la place que doivent y occuper les organisations syndicales de travailleurs. Entre ceux qui veulent les mettre au pas sous la direction d'un parti politique et de son candidat et ceux qui prônent une indépendance héritée d'une conception du syndicalisme très éloignée de la transformation sociale, il y a une autre voie, qui impose de revenir aux fondamentaux, ceux de l'autonomie ouvrière.

PAS DE CANDIDAT, MAIS DES REVENDICATIONS

L'État n'étant qu'une institution au service des classes dominantes, dont elle s'attache à préserver les intérêts politiques et économiques, l'émancipation sociale ne saurait pouvoir s'incarner dans des élections qui ne visent qu'à renouveler les individus qui le composent et orchestrent ses manœuvres. Et c'est pourquoi les organisations

syndicales qui aspirent à une transformation révolutionnaire de la société ne devraient pas pouvoir se retrouver dans un des candidats qui concourent à ces moments faussement démocratiques de nos sociétés, quand bien même ceux-ci se prétendraient ouvriers ou se revendiqueraient de leurs intérêts.

Pour autant, ce n'est pas parce que nous n'avons pas de candidats que nous n'avons pas à nous saisir de ces moments-là, qui, toujours, offrent nombre d'occasions, pour nous travailleurs, de nous exprimer, de nous faire entendre, de faire valoir nos revendications, nos idées. Les candidats sont à l'affût de la moindre voix et c'est à peu près les seuls moments de leur vie où ils sont un tant soit peu à l'écoute de ceux d'en bas. Les mettre face à leurs contradictions, face aux dégâts irréparables de leurs politiques, face à leur cynisme et leur déconnexion du quotidien de ceux qui, chaque jour, produisent les richesses ou se meurent en

silence dans la misère sociale, n'est pas sans intérêt. Aussi bien pour déconstruire la posture du sauveur suprême qu'ils adoptent et tentent de nous imposer, que pour pointer la dangerosité qu'incarnent leurs programmes et leurs egos. Le syndicalisme de classe doit intervenir sur ce plan-là, s'imposer comme un interlocuteur qui ne cherche pas à être convaincu par un de ces tristes sires mais à convaincre les travailleurs, les chômeurs, les étudiants que leurs intérêts sont ailleurs, loin de cette vilaine pièce de théâtre. Apporter des idées, raviver le débat idéologique, sans se vautrer dans le fait divers et l'épisode, qui, au final, nous détournent de cette bataille essentielle et protéiforme qu'est celle des idées. Ce n'est pas parce qu'il a donné un emploi fictif à sa femme que François Fillon est un danger, mais parce que ses ambitions menacent notre Sécurité sociale et la plupart de nos acquis sociaux, que ses discours contribuent à propager la haine de



l'autre, de l'étranger, et que sa pensée réactionnaire, rétrograde, est une menace clairement formulée contre tout ce que des générations de luttes féministes ont arraché à l'ordre moral.

Abstention ou pas, la question ne se pose pas vraiment. Qu'un travailleur vote ou qu'il s'abstienne, qu'il vote blanc ou Philippe Poutou importe peu dans l'immédiat ; ce n'est pas le rôle du syndicalisme que de dire quelle attitude nous devrions adopter dans ces moments-là. Ce qui compte, en l'état, et au vu de nos forces, c'est de maintenir les luttes coûte que coûte, quelle que soit l'option que, individuellement, nous aurons retenue. Car non seulement la période est propice pour se faire entendre, mais elle peut aussi permettre d'arracher quelques victoires à des politiciens désireux de nous flatter un peu, du moins de ne pas trop nous braquer. Au-delà des conquêtes, poursuivre le travail d'implantation syndicale pour donner tort à tous ceux qui voudraient tant nous voir enterrés, est essentiel. En cela, la création, en mars, d'un Syndicat CGT de coursiers à vélo est une bonne nouvelle^[1], tant pour ces travailleurs (faux indépendants, vrais précaires) que pour donner tort à ceux qui, depuis des mois, disent que ces nouvelles formes de travail échappent, et échapperont toujours, aux organisations syndicales, présen-

[1] Il restera toutefois à les convaincre de rejoindre (d'impulser ?) des syndicats locaux d'industrie sous forme de section ou une union syndicale plutôt que la forme du syndicat de métier choisie ici, avec toutes les limites corporatistes qu'on connaît.

tées comme archaïques, dépassées. En pleine campagne électorale largement dominée par la pensée libérale, où l'on vante à droite, à gauche la flexibilité et la précarité, où l'uberisation voudrait s'imposer toujours plus, comme modèle de régulation des rapports de production, cette syndicalisation tombe à point nommé. Un peu comme un message adressé au futur gagnant et comme preuve que le syndicalisme est toujours d'actualité et peut être à la hauteur des enjeux que lui impose la brutalité avec laquelle se transforme le marché du travail.

Tous les candidats ne se valent pas, c'est sûr ; certains sont moins dangereux que d'autres, c'est une évidence, et nos intérêts de travailleurs pourraient être un peu moins contrariés selon qui revêt l'habit présidentiel. Mais, quel que soit l'heureux élu, les organisations syndicales devront se montrer en mesure de construire les luttes qui s'imposeront pour contrecarrer les attaques à venir ou, excluant toute idée de « trêve », pour exiger l'application immédiate des réformes qui, promises dans les programmes, vont dans le sens de nos intérêts de classe immédiats. En cela, bâtir dès aujourd'hui, en pleine campagne électorale, un ensemble revendicatif autour d'un rapport de force qui exige un minimum d'unité syndicale semble impératif, d'autant que les interventions politiques de chacun des candidats à l'élection peuvent être autant d'occasions et d'espaces publics pour les faire valoir.

LE SYNDICALISME PORTE DÉJÀ EN LUI UN MONDE NOUVEAU

À partir du moment où il se conçoit comme révolutionnaire, le syndicalisme se fait porteur d'un projet de société qui, dans son élaboration théorique comme dans sa construction pratique, n'a pas besoin des avis supposés éclairés des organisations politiques, quelles qu'elles soient, partidaires ou non. Et, au-delà des revendications immédiates, qui relèvent plus de la réforme que de la rupture, c'est un monde nouveau que les organisations syndicales pourraient aussi faire valoir dans les interstices et les failles des interventions médiatiques des candidats à l'élection présidentielle. Pourquoi une confédération syndicale plus qu'un parti ou un groupe politique ? Parce qu'elle est la traduction la plus évidente de l'autonomie ouvrière – des travailleurs qui s'organisent eux-mêmes pour défendre leurs intérêts, sans intermédiaires extérieurs –, l'organisation syndicale a toujours été la plus à même de porter un projet de société réellement émancipateur pour notre classe. Parce qu'elle se fonde et s'organise autour de l'oppression la plus largement partagée dans les sociétés capitalistes – à savoir l'exploitation économique –, elle est plus que n'importe qui d'autre, en mesure d'imposer un rapport de force crédible, de masse, qui s'attaque au cœur même du rapport social qui, aujourd'hui, nous écrase. Parce qu'elle se structure et s'implante aussi bien dans les industries que dans les territoires, elle



est en mesure d'embrasser l'ensemble des problèmes auxquels nous faisons face et des oppressions que nous subissons, bien au-delà du seul univers du travail.

Mais, bien sûr, tout cela n'est que théorie et, aujourd'hui, les confédérations syndicales sont encore loin de pouvoir prétendre être à la hauteur de telles ambitions. Cela fait longtemps, trop longtemps, que les Bourses du travail et les unions locales de syndicats, censées sortir l'organisation syndicale de l'entreprise et ses revendications des seules conditions de travail, ont perdu de leur élan, de leur dynamisme, qu'elles peinent à exister comme des espaces de sociabilité populaire et de formation. Cela fait longtemps, aussi, que le syndicalisme ne se structure plus localement et industriellement, qu'il préfère s'enfermer et s'éparpiller dans les entreprises, réduisant par là même ses capacités à organiser une vraie grève générale et à s'émanciper d'un corporatisme qui l'éloigne toujours un peu plus de la lutte des classes. À l'origine de cela, le problème est autant militant qu'idéologique. Militant, d'abord, parce que, au « sommet » comme à la « base », la plupart d'entre nous, sommes déjà aujourd'hui tout entiers occupés à construire, développer, renforcer nos propres structures syndicales – souvent affaiblies et victimes du désengagement militant –, dans des dynamiques qui exigent avant tout le pragmatisme, au risque de se couper définitivement du monde du travail. Un problème idéologique

ensuite, puisque la construction de notre implantation semble se réaliser sans réelle pensée stratégique, uniquement en fonction des opportunités ou en réaction à ce qui peut se faire ailleurs.

Mais il n'empêche que, malgré nos défaillances et l'amenuisement de nos forces, travailler à ces objectifs sera toujours plus stimulant, plus intéressant, plus important pour nous que de nous résoudre tous les cinq ans à porter au pouvoir un politicien que, bientôt, très vite, l'on regrettera. Car le syndicalisme nous propose de nous saisir – ressaisir ? – dès maintenant de notre quotidien, de nos intérêts, et non de ceux d'une petite classe politique qui se moque bien, au fond, de nos vies. Mais, surtout, malgré son délitement, le syndicalisme reste encore aujourd'hui l'acteur majeur et incontournable des luttes sociales et il présente l'indéniable avantage de ne pas exiger de partir de rien pour construire demain. Tout est là, en somme. Il nous faut juste le réinvestir, nous le réapproprier.

PAR GUILLAUME GOUTTE
Groupe anarchiste Salvador-Seguí
Syndicat des correcteurs CGT



LES ÉLECTIONS, ÇA VOUS AMUSE ENCORE ?

DOSSIER

Gauche-droite :

la démocratie recto verso

Fin normale que ce congé donné par le pouvoir à un président normal, normalement « socialiste ». Régérées les urgences du moment, tout ce qui, sur sa feuille de route, restait en suspens, relevait désormais des compétences de la droite. Plus de perspective, donc, pour ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, objet toujours perdu et jamais identifié, sinon par la droite. Et il ne sert à rien de prononcer quelque discours-bis du Bourget. On en a déjà trop entendu et chacun sait ce qui doit être dit sans être réalisé, et ce qui sera réalisé sans être dit !

Que l'on jette un coup d'œil sur ce discours où ont été énoncés les principes de la sociale-présidence et l'on verra que les cibles de cette rhétorique du mentir-vrai n'avaient guère de souci à se faire. Certes, l'ennemi de la finance était prêt, si les circonstances l'exigeaient, à opérer quelques coupes claires dans les comptes de la grande finance, la mauvaise ! Mais quelle était



la bonne, et pour qui était-elle bonne, celle à laquelle il n'était pas question de toucher ?

Le ressort de la démocratie représentative est celui de la fiction électorale qui inscrit en quelque sorte la servitude volontaire dans l'acte même de liberté : je vote pour un but dont on me laisse entendre par avance qu'il ne peut être atteint, mais le geste accompli me contraint à l'obéissance librement consentie. D'où l'antienne : l' élu a trahi ses promesses ! Mais la trahison ne relève-t-elle pas du paradoxe ? Il a été loyal envers ceux qui lui ont permis d'être élu, et qui détenaient l'explication de ce pourquoi il ne pouvait tenir les promesses qu'on lui prêtait, mais qu'il devait faire semblant de défendre pour que les autres soient tenues.

La dynamique du système, qui est en transformation permanente et se rapporte à des enjeux mondiaux, le veut ainsi : il arrive un moment où tout ce



que la droite est tenue de faire passer dans la réalité ne peut se réaliser, en raison des trop fortes oppositions sociales ou de problèmes de rigidité des structures économiques et politiques. Dans la logique du rapport de forces, le moment est alors venu de livrer à la gauche, en l'occurrence aux représentants institutionnels de la classe ouvrière, partis et syndicats, le pouvoir, après avoir laissé entendre qu'il ne leur serait abandonné que le temps de prendre les mesures qui étaient restées en suspens, faute de moyens pour les faire adopter — autrement dit acceptées sous prétexte qu'elles éviteraient le pire.

Des décennies de luttes sociales ont abouti à ce qu'on a appelé les conquêtes ouvrières, pour une large part arrachées par les grandes grèves du Front populaire, quand la condition des exploités parvint à se hausser à un niveau vivable, sinon enviable. De ces acquis, déduisons tout ce qui pouvait être repris pour redonner son espace à la dynamique de l'exploitation, et nous aurons le bilan d'un quinquennat pris dans un cycle de rattrapage que l'intelligentsia de gauche, toutes tendances confondues, n'aura eu d'autre fonction que de commenter, sans en rien expliquer. Chômage, salaires, code du travail, flexibilité, justice fiscale, durée du travail, précarité, représentation ouvrière, soins hospitaliers, dispositif médical, Éducation nationale, vente d'armements, retour en grâce de la police et de l'armée, pour assurer un quadrillage social sans faille — toutes



les mesures ont été mises en balance ou imposées à rebours de ce qui avait été le fruit de combats et de sacrifices sans fin, et surtout elles ouvrent la voie à d'autres remises en cause majeures. Droite et gauche visent à la même chose, mais de deux endroits différents, selon le principe de négation et d'affirmation réciproques.

En termes politiques, tout se ramène à ce jeu de dupes : « bousculer » la droite et le patronat pour qu'ils acceptent des mesures qui paraissent les léser au départ, et profiter à la classe ouvrière, mais sans lesquelles les évolutions nécessaires à l'accumulation risqueraient de ne pas être adoptées en temps voulu. Le gouvernement du Front populaire a mené une politique de cet ordre, et il a fallu du temps pour que les droites, que le spectre de la Révolution n'a jamais cessé de hanter, prennent conscience de ce qu'elles en avaient tiré de profit et de dynamisme. Une révolution qui ne va pas jusqu'au bout, creuse sa tombe. Disons aussi qu'un tel mouvement qui s'arrête en chemin, sert ceux qu'il avait pour but de vaincre.

La Libération semblait avoir posé dans les faits et les lois des limites irréversibles. D'où la difficulté sinon d'annuler, du moins de contourner ce que chacun croyait gravé dans le marbre. Ce que la droite échouait à mener à bien, faute d'avoir la clef de la paix sociale, la gauche l'a accompli, et voici ce qui marque de manière définitive ce changement d'orientation : elle l'a fait apparaître comme inévitable et sans



recours, et sans que rien d'autre ne soit concevable, et son principal argument est d'avoir su réaliser sans heurts, ce que ses prédécesseurs s'étaient montrés impuissants à affronter.

Comment s'est effectué le retour à droite, comment cette régression sociale généralisée a-t-elle pris le caractère d'un rattrapage historique ? Dans le livre ouvert de la réaction, les pages écrites par la gauche dépassent désormais largement celles sorties de la plume de leurs concurrents et les paragraphes rédigés par le PS et ses représentants, ont une originalité : ils marquent la fin du chapitre consacré au socialisme. Il ne s'agit plus que d'ajouter « lu et approuvé » à cette sortie de l'histoire du socialisme ; et de donner ainsi son blanc-seing à ce que l'intelligentsia a théorisé, puisque ses débats ne sont en vérité que des variations sur le même thème : comment le socialisme des intellectuels peut faire table rase du passé révolutionnaire. Tout retour en arrière devient impossible, dès lors que la référence à une autre société a été rayée de la carte, et que la social-démocratie, alliée sur ce plan au PC, a rempli son contrat : rendre impensable une société autre.

De ce point de vue, ce que dit le président dans une interview est sans appel : « Le clivage gauche-droite reste fondateur de la démocratie » — qui se définit précisément par le fait qu'on ne distingue plus l'une de l'autre, puisque, comme il est précisé : « La gauche de gouvernement est toujours accusée de trahison ». Par qui ? L'interrogation



appelle une réponse bien différente de celle qu'on attend. Car cette gauche, nous « l'accusons » de ne rien trahir de ce qu'elle est, ni de ce qu'elle proclame. Mais ne demandons pas aux questionneurs de s'interroger sur la question elle-même, de se demander ce qu'il en est de la gauche *au* gouvernement.

L'économiste Thomas Piketty, qui a depuis rejoint le détenteur du nouveau catalogue des promesses PS, nous livrait dans *Libération* du 26 janvier 2016 le secret de cet exercice de distorsion linguistique qui permet tous les détournements : « Les réformes promises mais non tenues tuent l'idée même de démocratie ». Traduisons en langage réaliste : les réformes tenues tuent l'idée de démocratie et c'est la raison pour laquelle les intellectuels ont pour charge de faire croire après coup, qu'elles contredisent les promesses qu'ils sont les seuls à avoir entendues.

Dire du PS et de ses dirigeants, comme de toute la constellation politique « de gauche », qu'ils ont trahi leurs engagements, c'est tout ignorer du rôle qui leur est imparti dans la grande redistribution que le capital organise. Ils ne se font aucune illusion sur ce qu'ils représentent, ils sont parfaitement conscients du pouvoir que leur laisse la nouvelle place qu'ils occupent. Ce n'est plus un choix politique qui décide de leurs prises de position. Il est loin le temps où la deuxième droite était appelée au secours pour faire le « sale boulot » qu'avait échoué à mener à



bien la première droite.

Le « bon boulot » que doit réaliser la gauche actuelle, que nous appellerons la vraie droite, est circonscrit non par les idées, inexistantes, mais par son rôle. Il consiste à libérer les entreprises de tous les poids hérités du passé, et sans laisser aux différentes strates des travailleurs, du haut en bas de l'échelle des salaires, d'autre perspective qu'une exploitation sans réserve, avec en échange une seule promesse au diapason de cette poussée réactionnaire qui nous ramène à la condition ouvrière des premiers temps de l'industrialisation : éviter le chômage. Le PS et ses satellites se sont emparés sans état d'âme du cahier des charges pour remplir les colonnes des profits et pertes, toujours au bénéfice des mêmes.

En réalité, la seule fonction de la gauche réside dans cette nécessité d'opposition politique programmée. Elle n'est appelée à exercer le pouvoir que lorsque la droite n'est plus en mesure de répondre aux exigences d'une remise en marche de l'entreprise sur la base d'une réorganisation des rapports de production. Hier, elle pouvait encore, en se portant garante de cette modernisation et de la pacification des luttes sociales, obliger les possédants de lâcher du lest, une parcelle des nouveaux profits, tout en facilitant un nouvel essor de la production, la mise en équilibre des rapports sociaux et des rapports de production. Mais la perspective s'est aujourd'hui inversée : plus rien ne peut être concédé à la classe ouvrière qui, en échange de ce rien,



doit accepter de céder tout, tout ce qui avait été l'objet de ses conquêtes. La gauche se prête une fois encore à ce qu'on attend d'elle, et cette fois, elle ne laisse planer aucun doute sur ce qu'elle entend promouvoir comme politique. Toutes les analyses et critiques actuelles sont destinées à brasser de gauche à droite et de droite à gauche les courants d'air électoraux.

Car on cherchera en vain l'explication qui nous montrera ce qu'il en est de la pression irrésistible qu'exerce la mise sous tutelle par le capital des régimes qu'il est convenu d'appeler démocratiques : les formes les plus barbares de l'exploitation ont été exportées dans les pays sous domination coloniale et la dynamique d'une accumulation sans limites les a ouverts à la concurrence avec le reste du monde, développement industriel qui a abouti à des espaces dévastés, à la destruction de l'environnement et des modes de vie traditionnels. Ainsi sont jetés sur les routes des flots de population voués à une paupérisation sans espoir et à une échelle sans commune mesure avec ce que les pays d'Europe ont connu !

Les prolétaires n'ont pas de patrie, mais les errants n'ont ni terre, ni pays, ni travail. Et quand ils arrivent sur les lieux où se préparent les politiques qui les réduisent à cette condition, les voilà refoulés comme si c'étaient eux les envahisseurs, la menace des régimes qui les ont réduits à cette survie ambulatoire. Réservoir de main-d'œuvre à merci, ils remplissent aussi s'il est besoin une autre fonction, celle de



cristalliser les haines avec, en contrepartie, dans les pays « d'accueil », l'intervention de l'Église, des ONG, des associations caritatives appelées par les États à la rescousse pour panser les plaies les plus virulentes ! En attendant, le capital poursuit sa route, avec à chacune des étapes, les gloses de l'intelligentsia sur le bien ou le mal des directions empruntées.

Ainsi se referme l'ouverture qui était au cœur de la social-démocratie : entendre les revendications des exploités afin de les mettre en balance avec les efforts demandés et consolider le système sans rester sourds à la voix des réformes. Et n'attendons pas des spécialistes, coulés dans un même moule idéologique, de poser les questions destinées à faire apparaître les distorsions de sens qui ramènent tous les mots qu'ils emploient à des nonsens : socialisme, communisme, progrès, luttes sociales, gauche, droite, centre... Maintenant que tout est soumis aux mesures d'une comptabilité qui ne prend pour seul critère de mesure que le profit, tout l'appareil politique et journalistique de légitimation se remet en mouvement : économistes, politologues, écrivains recyclent avec constance les mêmes démonstrations, les mêmes comparaisons, avec les formes critiques requises, pour ou contre, pour contre, et contre pour..., mais cette fois qu'y a-t-il de nouveau ?

Tout ce qui précédemment permettait de discuter du problème est devenu inutile, car aucune référence, aucune



idée d'un changement de société n'est plus même concevable, et les revendications les plus radicales formulées par certains des protagonistes ne touchent pas à la racine du système, aux rapports de production capitalistes. Toute la critique se replie sur des évidences qui semblaient ne plus même avoir à être formulées, toutes les luttes sont ramenées à la mesure du moindre mal, si bien que les grèves et les révoltes ouvrières deviennent des combats d'arrière-garde, suppliques faites aux pouvoirs publics d'obliger les patrons à leur éviter ce qui pourrait être le pire, le chômage. Acceptez d'être vendus à l'encan pour vous faire tondre, puisque cela vous sauve momentanément de l'abattoir !

Et dans ce domaine, tout ce que le PC a laissé en héritage au mouvement ouvrier, la régression des idées et des théories du communisme, toute la rhétorique et la falsification des valeurs d'émancipation que le Parti a distillées dans le mouvement révolutionnaire, tout ce que cette contre-révolution a légué au monde politique trouve à s'intégrer comme naturellement dans la nouvelle idéologie dominante. Mais voici le projet d'émancipation né des seules luttes capables d'opposer à l'exploitation une force de résistance efficace ramené à ce qui en fut en réalité le pire des ennemis, le capitalisme d'État et ses formes d'oppression politique.

On ne demande pas à une gauche de gouvernement de gouverner à gauche, mais d'obéir aux injonctions du marché. Le marché ne ment pas ! Et qu'en



est-il de sa vérité à l'heure de la mondialisation du capital, et de son efficacité ? Détournons une parole de l'interview du *Débat*, qui définit la fonction présidentielle : « De ce point de vue, le président est devenu un émetteur presque comme les autres ». Et en effet, le meilleur d'entre eux qui puisse être choisi n'aura guère de tâche différente de celle des autres, car tous sont des produits interchangeables ; ils captent les mêmes sons, invitant au retour aux fondamentaux, soit une politique de régression sociale bien dosée : la précarité généralisée présentée comme seul recours contre le chômage, l'exploitation sans mesure comme le meilleur atout pour redonner ses marges de manœuvre à l'entreprise, et pour que les produits *made in France* retrouvent enfin leur place sur le marché mondial. Vider les mots de leur contenu, ne jamais rien dire de ce à quoi ils se rapportent concrètement, voire historiquement, ni des véritables oppositions de classes et d'intérêts qui en sous-tendent la signification et l'utilisation - voilà à quoi nous engage le socialisme. Mais ce n'est pas rien ! Que signifie PS sinon Pour Servir - à qui, à quoi ? Cela ne fait plus grand mystère.

Le fauteuil présidentiel vide, qui va l'occuper ? La démocratie électoraliste n'a aucun souci à se faire. Le postérieur de chacun des prétendants est taillé à la mesure, comme celui, par exemple, de l'ennemi du culte de la personnalité... rivale, Jean-Luc Mélenchon, qui se plaît à illustrer Montaigne : invité par Chavez, il se pâmail de « l'honneur » d'être

assis dans l'avion à proximité de la place que le maître avait laissée un instant vacante. Sorti de l'orbite du pouvoir PS après d'excellents états de service, l'Insoumis est entré dans la mouvance PC ; et après avoir contribué à la victoire de Hollande, il jugera « émouvant de retrouver un homme de gauche dans le bureau de François Mitterrand ». Et le voici maintenant sur le devant de la scène, toujours prêt à débiter un discours où la démocratie participative et le programme écolo-sensible permettent d'épouser toutes les variations de température : « Je veux une politique de la demande et de la relance écologiquement responsable. Je propose un plan d'investissement de 100 milliards affectés à la planification écologique. Pour la transition énergétique, cela fait 900 000 emplois ; pour l'agriculture paysanne, 400 000 emplois. Pour rallumer le pouvoir d'achat, le smic sera augmenté tout de suite de 150 € »^[1].

N'en jetez plus, la cour des miracles est pleine, et il suffit au « je » d'ajouter ou de retirer à la liste la bonne ligne selon la demande politique.

On peut évidemment imaginer une situation de crise, où l'inattendu adviendrait, qui aurait son rôle à jouer ! La démocratie obéit, elle aussi, aux règles de la concurrence qui en appellent au dérèglement quand il est urgent de remettre en marche la machine grippée. Mais nul besoin de faire violence à la Constitution pour franchir les bornes, car l'article 16 porte inscrite la leçon de

[1] Mélenchon, « Je deviens central », *Le Journal du dimanche*, 16 octobre 2016

Louis Bonaparte au lendemain du coup d'État : *Je suis sorti de la légalité pour entrer dans le droit*. Sur le recto de la carte électorale, on peut barbouiller de rouge, de brun ou de rose le fond ; la figure qui apparaît en filigrane reste toujours calquée sur le modèle de rigueur dans la V^e République.

Nous voilà revenus à la terrible remarque de Rousseau dans le *Discours sur l'économie politique* : « Résumons en quatre mots le pacte social des deux états. Vous avez besoin de moi, car je suis riche et vous êtes pauvres ; faisons un accord entre nous : je permettrai que vous ayez l'honneur de me servir, à condition que vous me donniez le peu qui vous reste, pour la peine que je prendrai de vous commander ».

En vérité, le rapport riches-pauvres n'a rien d'un pacte social. Le problème, qui hante Rousseau, est celui de la servitude volontaire - « qu'on puisse se résoudre à prendre son semblable pour maître, et se flatter qu'on s'en trouvera bien ». Et c'est pourquoi le pacte électoral exige de l'opprimé qu'il se soumette à la servitude sociale par un acte librement consenti, geste politique de renoncement qui scelle en quelque sorte cet accord au profit des maîtres. Et met par avance tout refus, hors-la-loi.

« Démocratie » évoque Rimbaud : « au service des plus monstrueuses exploitations industrielles ou militaires. (...) C'est la vraie marche. En avant, route ! ».

PAR LOUIS JANOVER



LES ÉLECTIONS, ÇA VOUS AMUSE ENCORE ?

DOSSIER

LE SYMPTÔME MACRON

Entendu dans *C dans l'air*, l'après-midi d'un jour qui importe peu, au sujet de Macron : « La France est-elle prête à un tel changement ? ». Si des personnes peuvent imaginer qu'un pantin insignifiant comme Macron peut peser sur le destin et l'évolution de la France, qui est, qu'on le déplore ou non, un État d'envergure internationale, c'est que notre époque est vraiment marquée du sceau de la médiocrité, de l'émergence et de l'affirmation d'une misère intellectuelle entretenue par l'incompétence et la veulerie d'une classe politique grotesquement pleutre et dénuée de toute dimension visionnaire. C'est la victoire de la France d'Hanouna et de Matt Pokora, des *Grandes gueules* de RMC et de l'opinion des micro-trottoirs. La nuisance Hanouna n'a pas besoin d'être décrite plus avant, mais, à titre d'illustration, voici quelques phrases dont M. Pokora est l'auteur, dans une émission le mettant en scène lors d'un

périple aventureux au Sri Lanka, à une heure de grande écoute, ce qui indique la confiance de la chaîne quant à l'audience : « C'est tellement extraordinaire que ça remet les choses à leur place dans la tête, toi et toi-même et ta façon d'avancer », ou bien « C'est pas du kif d'avoir envie de vomir, je prends zéro plaisir ». Cette vitrine du vide et de la néantisation de l'expression n'est que le versant récréatif d'un phénomène plus sinueux, à savoir *Les Grandes gueules* diffusées à la radio et à la télévision, dans laquelle des « vrais gens », de gauche ou de droite, représentants du « peuple » commentent l'actualité : un fromager des Deux-Sèvres, une commerçante de Paris, un avocat, un éducateur... Le format de l'émission invite aux analyses lapidaires, idéologiquement orientées, subjectives, se faisant le relais de l'opinion, réelle ou supposée, matérialisée par les interventions téléphoniques sporadiques d'autres « vrais

gens » invités à donner leur avis. Le contenu, d'une pauvreté affligeante, n'empêche pas la diffusion télévisée d'une émission autrefois cantonnée à la radio, ce qui indique une croissance de l'audience et un potentiel d'écoute accru, flairé par les directeurs de la programmation, qui est le révélateur de l'affirmation des micro-trottoirs dans les journaux télévisés, qui insistent dans la pensée commune, des modes d'appréhension du réel brutaux et monolithiques, aggravés par le statut ultra-majoritaire de la télévision comme source d'information. C'est cette promotion d'une pensée pauvre et superficielle qui est aujourd'hui devenue la norme, aggravée par la disparition d'intellectuels médiateurs que l'on pouvait encore entendre sur les ondes il y a vingt ans : Michel Foucault, Claude Lévi-Strauss, Michel Serres... On n'entend plus aujourd'hui que Michel Onfray, qui devrait méditer les propos de George Steiner exprimant



dans ses *Entretiens* que les grands penseurs sont les plus discrets, et qu'il faut les laisser tranquilles, dans leur isolement, qui est le seul rapport au monde qui leur convient, et illustrant cela par le récit d'une remise de prix à Kurt Gödel à Princeton, lequel Kurt Gödel, manifestement, ne souhaitait que retourner à ses travaux. Cette dynamique de généralisation de la pensée lapidaire n'est pas nouvelle, mais elle prend une impulsion inédite de nos jours, favorisée par un discrédit croissant frappant les savoirs.

Or, cet effacement du savoir et de la culture prépare la victoire du caniveau de l'extrême-droite, qui n'est plus circonscrite au FN mais contamine l'ensemble des forces politiques institutionnelles, avides de capter l'air du temps et pressées de ne pas contredire les discours défaitistes et mensongers qui ont cours de nos jours, affirmant l'idée d'une « décadence » française pourtant démentie par les réalités géopolitiques et économiques, ainsi que l'attestent les éléments de langage organisés autour de l'idée du redressement nécessaire de la France, au travers de réformes qui, bien sûr, ne profitent qu'à quelques-uns, mais cela n'est pas le sujet de notre propos. Il est impossible aujourd'hui d'entendre des discours optimistes et fédérateurs, devenus inaudibles alors que la population a soif de sécurité, d'ordre et de souveraineté ; trois fictions déplorables savamment orchestrées et mises en scène par les médias domi-

nants, aux mains des capitalistes, mise en scène d'autant plus efficace qu'elle s'accompagne de la promotion de la médiocrité. La bourgeoisie elle-même a peur, signe de l'égarement profond de notre société, car cette bourgeoisie autrefois consciente de sa domination de classe se sent menacée par des éléments sociaux nouveaux et institutionnalisés, à savoir les homosexuels, qui sont institutionnalisés dans le sens où la Loi les reconnaît en tant qu'individus dont la spécificité, sexuelle en l'occurrence, mais aussi culturelle et sociale, mérite d'être intégrée à la communauté nationale par une reconnaissance juridique de droits nouveaux. Jadis inquiets face à la classe ouvrière, mais confiants dans la capacité des institutions à juguler sa colère par des relais efficaces tels que les syndicats réformistes et les promesses de confort matériel, les bourgeois sont confrontés à la disparition d'un monde dont même mai 68 n'était pas parvenu à saper les bases, bien que les progrès humains ultérieurs (légalisation de la contraception, de l'avortement, abolition de la peine de mort) en soient largement tributaires. Toutefois, jamais la reconnaissance légale de modes de vies perçus comme décadents et attentatoires à l'ordre moral n'avait autant suscité de crispations réactionnaires, permettant par ailleurs l'affirmation de l'intégrisme religieux catholique, qui entrevoit la possibilité d'une revanche sur la loi de 1905, se saisissant d'un débat nouveau : les crèches dans les mairies, revendiquées aujourd'hui par une

frange de plus en plus étendue de la population, y compris non catholique. La société ne veut plus de rationalité ou de savoirs, mais au contraire souhaite ardemment le retour d'un ordre ancien, idéalisé, comme l'illustre l'incroyable promotion de « l'identité française », sous-entendu « blanche et chrétienne ». Il est maintenant évident que les dernières décennies n'ont été qu'un bref épisode d'avancée intellectuelle, où le progrès social paraissait avoir définitivement enterré les vieilles lunes du conservatisme, du nationalisme et des dérives réactionnaires. La rhétorique commune aujourd'hui est centrée sur le parasitisme : chômeurs parasites, pauvres parasites, migrants parasites, jeunes parasites, et même Europe parasite, qui menace notre « identité nationale » en la diluant dans le cosmopolitisme, nous interdisant par-dessus le marché de choisir nous-mêmes la composition de nos fromages et le calibre de nos saucisses. Or, l'idée de parasitisme du corps national est un élément central de l'idéologie de l'extrême-droite, depuis Gobineau et son *Essai sur l'inégalité des races*. Elle n'est d'ailleurs pas une spécificité française : au-delà de l'exemple évident de l'Allemagne nazie, on la retrouve notamment dans l'idéologie jeune-turque qui s'est exprimée pleinement dès la proclamation de la République par Mustafa Kemal en 1923 : la structuration de l'identité turque passant par la stigmatisation des ethnies « étrangères », telles que les Kurdes. Cette idéologie ne peut se développer



que dans un terrain social dépourvu de culture et soumis à la peur, et dont l'intelligence collective ne peut appréhender que des idées concrètes et simplistes, véhiculées par des formules toutes faites et des contre-vérités ahurissantes.

Il faut toutefois nuancer, en précisant que cette carence culturelle et intellectuelle ne concerne que la population, véhicule de la prise du pouvoir par l'extrême-droite : le Comte de Gobineau sollicite Homère pour justifier son analyse raciale de l'infériorité des « sémites », *Les décombres* de Rebatet est, au-delà de son contenu idéologique digne d'un vomissement de chèvre,

un texte très bien écrit témoignant d'études classiques ; Drieu la Rochelle a dirigé la *Nouvelle revue Française* à la demande de Gallimard. Les officiers supérieurs des Totenkopf-SS - qui était, on l'oublie trop souvent, un ordre mystique fondé par Himmler dans l'optique de structurer des forces occultes à même de plonger le monde dans les ténèbres (lire à ce sujet le chapitre de *Matin des magiciens* de Pauwels consacré à l'occultisme nazi) – pouvaient citer Goethe ou Dante le soir, avant d'organiser le jour suivant la destruction de familles entières (nous mettrons de côté Heidegger, qui, bien qu'ayant chanté avec conviction le « Horst-wessel-lied », n'a jamais théorisé ou

structuré par des publications ses sympathies nazies). Mais ce sont là les penseurs ou les élites de l'extrême-droite : l'idéologie se structure autour d'auteurs nourris de culture et de philosophie, leur permettant d'établir un système, une vision du monde, une « Weltanschauung » ensuite distillée au goutte-à-goutte auprès de la population, sensible aux contours flous de la version « expurgée » de l'idéologie, et qui ne peut en accepter les enjeux que si elle a préalablement été sensibilisée à la brutalité intellectuelle, au monolithisme de la pensée, à la primauté caricaturale de l'ordre, et si elle a peu à peu abandonné tout esprit critique et toute capacité, sinon volonté, d'ana-





lyse. Lorsque Luc Ferry parle d'inégalité de développement des civilisations, personne ne le contredit en évoquant *Race et histoire* de Lévi-Strauss, qui contient tous les arguments pour contredire cette vision grotesque. L'essai fait 80 pages, on peut l'acheter pour 5,50 € : c'est donc un texte très accessible, et régulièrement réédité. Il y a de nombreux autres écrits du même ordre, et la méconnaissance de ces textes ne s'explique que par la volonté assumée de priver la population d'outils intellectuels.

Or, le fait même que l'on puisse prêter à Macron, pur produit non individualisé d'une technocratie inconsistante et bureaucratique, la possibilité d'accéder à la stature d'homme d'État, témoigne du vide abyssal et vertigineux qui constitue le tissu intellectuel et culturel de notre société. Ce phénomène a eu un précédent : souvenons-nous de Raffarin déclarant à la télévision cette phrase ahurissante et tragi-comique : « La France a besoin d'Alain Juppé ». Mais on a les médiocres qu'on mérite. Ce glissement vers l'inconsistance a commencé quand des gouvernants éblouis par le libéralisme ont décidé de dévaloriser l'enseignement des humanités, les lettres, l'histoire, la philosophie, déclarées inutiles et stériles, pour promouvoir les études de commerce, de gestion, propres à satisfaire les besoins des entreprises, à travers le « socle commun de compétences », qui n'est rien d'autre qu'un catalogue de savoirs nécessaires à la productivité, établi conjointement entre les en-

treprises et les autorités publiques, et qui a eu pour effet de produire des citoyens dont la vision du monde est devenue utilitaire et fonctionnelle, centrée sur l'efficacité et le raisonnement technique, incapables de transcender leurs instincts primitifs dans une pensée complexe : et c'est le retour de la peine de mort, et le goût de l'ordre, et le succès des raisonnements spécieux et des phrases choc ; « on s'occupe des migrants mais les SDF - français - on les laisse crever » ; « oui aux crèches dans les mairies parce que c'est la tradition » ; « la police fait du bon boulot, ils ne sont pas assez respectés » ; « les syndicats nous prennent en otage », etc. Formules dont le succès tient autant au style lapidaire qu'à leur statut de « prêt-à-penser », satisfaisant par ailleurs les penchants réactionnaires. L'expression « Les extrêmes se rejoignent » est un archétype.

Il apparaît aujourd'hui que, au-delà des combats politiques et syndicaux nécessaires à constituer un contre-pouvoir, un des leviers du travail militant des anarchistes est de ramener la culture dans le débat public, de redonner aux citoyens des outils intellectuels leur permettant d'analyser les événements et les réalités de manière objective, en dépassant le rapport passionnel qui est de règle de nos jours. Jules Lermina, dans *l'ABC du libertaire*, publié en 1906, disait qu'un libertaire doit avant tout, apprendre à dominer et dépasser les désirs et les passions développés et entretenus par l'organisation propriétaire de la société, qu'il doit être

guidé par la raison, car les passions sont une forme d'autorité qu'on laisse croître en nous. Je pense que c'est une démarche incontournable qui exprime également la nécessité pour tous, libertaires ou non, d'appréhender le réel avec sa pensée et non avec ses pulsions. C'est malheureusement la direction que prend notre société aujourd'hui, et qui permet l'affirmation de l'extrême-droite et l'émergence de personnages insignifiants comme Macron, qui n'est qu'un symptôme. Macron est à la pensée ce que l'accordéon est à la musique : une tentative, un soubresaut, une pâle copie. Il est à craindre que son apparition dérisoire ne soit qu'un prélude à la fossilisation de notre société, à sa momification, la menant vers l'inertie et la stagnation. Les gesticulations d'Hanouna ne sont que l'expression dynamique du processus, et inaugure un phénomène inquiétant : l'inertie gesticulante. Curieux paradoxe, qui pourtant nous imprègne de plus en plus.

PAR VINCENT ROUFFINEAU



Agir n'est pas voter

« L'anarchie (...) est l'idéal qui pourrait même ne jamais se réaliser, de même qu'on n'atteint jamais la ligne de l'horizon qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on avance vers elle, l'anarchisme est une méthode de vie et de lutte, elle doit être pratiquée aujourd'hui et toujours, par les anarchistes, dans la limite des possibilités qui varient selon les temps et les circonstances.

Il ne s'agit pas de faire l'anarchie aujourd'hui, demain, ou dans dix siècles, mais d'avancer vers l'anarchie aujourd'hui, demain, toujours. Si pour vaincre il faut pendre sur les places publiques, je préfère être vaincu ».

Errico Malatesta

Depuis des décennies, (que disons-nous... des siècles !), la classe politique nous demande de la légitimer par le vote. Il faut voter, encore voter, toujours voter. Cela serait, selon toute vraisemblance, la seule façon de s'exprimer et d'agir.

Nous autres, anarchistes, avons au cœur de mettre le pouvoir non seulement à mal, mais surtout de côté. Nous savons que tout pouvoir corrompt, et que, comme le disait Louise Michel, est *maudit*. Même habité des meilleures intentions : nous avons vu les dérives rapides d'autocratie qui émergent dès qu'une personne persuadée d'être dans le vrai, abandonne le collectif au profit de « son intuition ». C'est pour cela que nous prôtons le consensus, des mandats courts et impératifs (donc contrôlables en permanence) et

le refus de parvenir^[1], qui ne peuvent qu'éviter l'incarnation magique de la solution dans une sauveuse, un sauveur suprême, mais bien remettre dans les mains de toutes et tous nos destins. Pourtant la social-démocratie actuelle propose, elle, l'inverse. C'est le jeu de pressions toujours plus fortes pour le vote (instruction civique à l'école, télévision, famille, amis, etc.). Nous avons déjà les élections traditionnelles, mais comme cela ne suffisait pas, voilà l'invention et la mise en place des primaires !

Nous autres, libertaires, savons que le vote est le choix de l'abdication de liberté et de pouvoir dans et sur nos vies. Les votants les délèguent

[1] Refus de parvenir : Refus de parvenir – pas de « réussir » : l'expression date d'il y a un siècle, mais plus que jamais, à travers la critique des sociétés du paraître, de l'argent, cette posture reprend tout son sens : refus des privilèges, des distinctions, de la promotion individuelle, qu'elle soit syndicale, politique ou universitaire.



à une instance « supérieure » à nous, et font aussi le choix du plus petit dénominateur commun. Autrement dit, le pire du moins pire en permanence.

Quand les primaires arrivent, par exemple, une série de candidat.e.s est proposée. Les sympathisant.e.s qui vont voter sont rarement d'accord à 100 % avec le candidat qu'ils et elles soutiendront (plus rares sont les candidates, machisme oblige). Disons qu'ils/elles le sont à 80 % et à moins de 60 % avec les autres, voire moins. Le premier tour des primaires se passe, et le candidat qu'ils/elles soutenaient, lui, ne passe pas. Ils/elles se retrouvent donc avec deux candidats à départager, avec qui, ils/elles ne partagent pas vraiment de convictions fortes. Ils/elles le feront quand même, en choisissant le « moins pire » et parfois (souvent) en suivant la consigne de vote de leur premier choix, de leur leader. Et ainsi de suite : une fois ce candidat dans l'arène politique, après le premier tour, rebelote... etc. Quelle que soit l'élection, cette logique se répète.

C'est ainsi que nous nous retrouvons gouverné.e.s, du fait des votantes et votants, par des personnes qui sont déjà d'une classe éloignée des nôtres et qui ne portent que quelques miettes avec lesquelles les électrices et électeurs sont d'accord. C'est ce fameux « plus petit dénominateur commun ».

Mais alors, que proposent les anarchistes ?

Pour notre groupe (car nous n'avons

clairement pas la science infuse), il faut déjà élargir les possibles. Les solutions ne sortent que mieux de milliers de têtes, plutôt que de quelques-unes.

Qui, mieux que celles et ceux qui font pousser les légumes, peuvent nous dire comment améliorer leurs conditions de travail ? Et que celles et ceux qui font le ménage ? Et que celles et ceux qui font tourner les usines ? Etc. Dans le même temps, qui, mieux que celles et ceux qui habitent un espace, peuvent savoir ce qu'il faudrait en faire ? Qui, mieux que celles et ceux qui ont besoin de manger, peuvent définir leurs besoins ? Etc. Vous l'aurez compris : nous sommes un peu tout cela, travailleuses et travailleurs, habitantes et habitants, usagers et usagères, consommateurs et consommatrices. Aucun aspect de la vie ne nous est extérieur. Tout se croise dans nos vies. A nous de construire un commun qui n'opprime personne, et libère tout le monde.

Alors, oui, pour le groupe Graine d'Anar, tout est politique, de l'intime au commun. Et tout peut et doit se discuter, s'affirmer, s'affiner. Assemblées populaires, agoras, causeries, nous ne savons quelles formes sont les meilleures pour l'heure. Mais ce qui est certain, c'est que le premier pas de nos libertés, c'est le dialogue entre nous, sans passer par les campagnes électorales qui cherchent à créer des antagonismes pour permettre à quelques nantis de le rester. N'abdiquons jamais notre esprit critique face à l'informa-

tion et aux divertissements, en gardant en tête nos buts et nos aspirations.

Nous devons discuter des moyens à utiliser pour reprendre les moyens de production au capital, pour les collectiviser. Trouver les moyens d'assurer à toutes et tous l'accès à la santé et aux besoins de base. Passer du travail à l'activité. Libérer nos vies, des servitudes. Personne n'a la solution, seul. Personne ne sait tout sur tout. Mais ensemble, nous sommes inventifs.

Et ne nous accrochons pas à des lignes, autrement appelées frontières, décidées, dessinées, par celles et ceux qui nous privent de nos libertés. Elles ne sont là que pour asseoir les pays, les patries. Autant d'illusions qui n'ont jamais servi qu'à nous envoyer mourir au front pour leurs grandeurs, le pouvoir des nantis et des financiers. En clair, soyons internationalistes !

Et l'anarchie n'étant pas, selon nous, qu'un mode de gestion de nos vies, tous ces changements ne peuvent se faire qu'en refusant toute position oppressive. Cela recoupe des formes telles que le racisme, la réassignation, le sexisme et toute autre hiérarchisation des humain.e.s, ainsi que le refus de toute élite éclairée.

Des utopies, tout cela ? Et pourtant, dans l'histoire, pour exemple, la Sécurité sociale est née comme cela, les congés payés aussi, la baisse du temps de travail aussi. L'invention est du côté des confrontations d'idées et des luttes. Des expériences anarchistes ont eu



lieu : les Communes^[2], la révolution mexicaine^[3], la Makhnovchtchina^[4], la révolution espagnole^[5]. N'oublions pas que ces mouvements ont tous été réprimés dans le sang par des pouvoirs trop heureux de sauver les privilèges de quelques-uns. Ces pouvoirs issus des rangs républicains, religieux ou soviétiques, tous soi-disant libérateurs des peuples.

Mais aussi des exemples sans doute moins impressionnants mais tout autant utiles : coopératives d'échanges, dispensaires gratuits et autogérés, AMAP, ZAD, échange de services de façon gratuite et horizontale, etc. L'anarchie vit toujours aujourd'hui, plus ou moins fortement.

Alors oui, nous pourrions faire un appel à la révolution qui nous ferait du bien. Mais honnêtement nous préférons vous appeler à en parler, à se convaincre collectivement qu'un autre monde est possible et à s'organiser. Semons des graines d'anarchie et regardons croître notre liberté.

PAR LE GROUPE GRAINE D'ANAR
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE,
Lyon

[2] Paris, Lyon, Saint Étienne en 1871, lors des révoltes populaires

[3] Flores Magon et les zapatistes entre 1910 et 1920

[4] Ukraine 1918 à 1921

[5] Espagne 1936-1937

POUR SE DÉTENDRE

Isaac Asimov, écrivain américain (1920-1992), est principalement connu pour les cycles de romans de science-fiction *Les Robots* et *Fondation*. Auteur fécond, il publie en 1955 une nouvelle intitulée *A voté* (transposition de *Franchise*, qui signifie « droit de vote »).

Avec un style d'écriture simple, teinté d'humour, Asimov met en scène un citoyen américain ordinaire, amené à jouer un rôle essentiel dans l'élection présidentielle de l'année 2008. L'histoire débute quelques jours avant cet événement, et l'axe central de la fiction est le principe de représentativité. En effet, dans cette Amérique virtuelle du début du XXI^e siècle, l'enjeu n'est plus d'élire un président, c'est-à-dire un représentant choisi par les électeurs, mais de sélectionner un électeur unique, représentatif de l'électorat américain. La description du contexte socio-historique imaginaire de ce glissement permet de questionner plusieurs notions liées au vote : celles du rituel électoral et de l'organisation pratique des procédures électorales, celles du sondage, du bien-voter, de la dépossession du choix, et celle de l'intérêt naturel présumé pour la politique.

Dans le fond, Asimov nous rappelle que les institutions, comme le vote, ont eu une histoire et que l'Histoire n'est jamais finie.

Ainsi, la republication de ce récit, par les Éditions « Le passager clandestin », est de circonstance : la lecture des quarante pages qui le composent est une saine inspiration, alors que reprend le cirque avarié des compétitions électorales.

PAR BERNOINE





Pulluler jusqu'où ?

La population mondiale atteignait un milliard en 1804, deux en 1927, trois en 1960, quatre en 1974, cinq en 1987, six en 1999, sept en 2011. C'est-à-dire qu'après avoir suivi une augmentation extrêmement lente pendant des millénaires, l'effectif humain met 123 ans pour passer de un à deux milliards... et 12 ans pour s'envoler de six à sept milliards ! En 1850, les êtres humains et leur bétail représentaient environ 5 % de la biomasse animale terrestre ; elle est actuellement évaluée à 30 %. Face à une accélération aussi brutale dans laquelle on ne peut voir qu'un processus pathologique, et surtout au regard de ses conséquences, il est temps de s'interroger : après avoir colonisé la majeure partie de la surface terrestre considérée comme un terrain de jeu, quelle réflexion engager sur notre modèle démographique ? Cette préoccupation devrait être celle des anarchistes soucieux de l'émancipation de l'homme... et surtout de la femme !

D'autant que, dans le contexte de mégapoles désormais invivables parce que démesurées, les perspectives d'une « démocratie directe » favorisée par des structures de petite taille, semblent se dissiper.

UN SUJET TABOU

L'autocensure (ou l'aveuglement) existe même là où on ne s'attendrait pas à la trouver. Dans *Oser la décroissance*, Guy Jacques écrit : « La question démographique reste le point aveugle de la philosophie politique de la décroissance. Il est vrai que, pour certains, évoquer seulement la question démographique, c'est déjà vouloir exterminer les pauvres ». La question démographique est, depuis (presque) toujours, un sujet tabou, un domaine ignoré, évacué, au mieux une préoccupation secondaire... la croissance et la technologie trouveront bien des solutions. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer. La plupart des courants de pensée philosophiques et

religieux placent l'homme au centre du monde, au sommet de la pyramide du vivant : d'où le refus de poser des limites aux réalisations humaines. « Soyez féconds et multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-là ; ayez autorité sur les poissons de la mer et sur les oiseaux des cieux, sur tout ce qui est vivant et qui remue sur la terre » (*Genèse*, 1, 28) !!

Sur le plan économique, la croissance constitue la référence obligée parce que le capitalisme s'y trouve condamné ; l'augmentation de la population d'une ville, d'un territoire est toujours une bonne nouvelle (performance, dynamisme, volonté de puissance...). Si le capitalisme n'a jamais assez de consommateurs, l'armée n'a jamais assez de chair à canon pour défendre l'identité nationale et galvaniser le patriotisme. Vauban écrivait dans *Projet d'une dîme royale* : « il est constant que la grandeur des rois se mesure sur le nombre de leurs sujets ». Pression des normes so-



ciales, propagande étatique, aveuglement, vision trop optimiste, attitude négationniste, avantages matériels offerts... beaucoup de facteurs se conjuguent pour maintenir le rythme de croissance démographique. Même pour le PPLD (Parti pour la décroissance), « un tel débat ouvre la porte à des politiques eugénistes inquiétantes » !! On comprend que certains écartent la révolution par peur de la violence ! Par ailleurs, la solution à un vieillissement de la population ne peut pas être l'augmentation de la proportion de jeunes, ceux-ci devenus vieux à leur tour réclameraient encore plus de jeunes : une fuite en avant suicidaire.

DE LOURDES CONSÉQUENCES

Des incidences d'ordre écologique s'amplifient, bien entendu, qui se traduisent par une pression considérable exercée sur la nature et ses ressources. Grâce à de nombreuses études et modèles mathématiques de prévision, on connaît mieux les interactions systémiques (complexes) entre six variables : espace disponible, pollution, agriculture, ressources naturelles, investissement en capital et population. Désormais, c'est plus de 70 millions d'habitants supplémentaires qu'une planète de plus en plus sacagée doit héberger tous les ans, et selon J. Tainter, les systèmes hyper-complexes ont atteint un niveau de rendements décroissants.

Surchasse, surpêche, surpâturage, surexploitation, empoisonnement des sols, accumulation des déchets (et ce n'est pas le tourisme de masse qui contribue le moins à la détérioration de l'environnement : un milliard de touristes ont voyagé dans le monde en 2012). Soixante milliards d'animaux terrestres sont consommés chaque année ainsi que cent milliards d'animaux marins^[1] !! On peut en outre craindre des effets de seuil et des risques d'effondrement parce que le processus évolutif n'est pas linéaire. D'autant qu'une inertie démographique fait que, même si nous parvenions aujourd'hui à infléchir sensiblement la courbe de fécondité, ce n'est que vers 2040 que nous percevrons les premiers effets ; beaucoup de temps a été perdu par manque d'anticipation depuis les années 1950 et 1960. Les chances, pour les générations futures, de disposer d'une planète viable, et si possible agréable, s'amenuisent.

Parallèlement, des effets sociaux préjudiciables au bien-être, des pathologies apparaissent depuis plusieurs décennies chez des populations soumises à la logique de l'entassement, à la promiscuité, aux densités urbaines étouffantes, à la « bidonvillisation » du monde, au mode de vie artificiel, à l'encombrement, aux embouteillages, aux files d'attente. On comptait environ 1 habitant pour 3300 ha au Paléolithique, 1 pour 1000 ha au Mésolithique, 1 pour 100 ha au Néolithique, 1 pour 10 ha à l'Âge de fer et 1 pour 2 ha à l'époque actuelle ! Par ailleurs, les risques de tension, la multiplication des conflits dans un monde surpeuplé pour l'appropriation d'un espace saturé et de ressources de plus en plus rares ne relèvent pas de la science-fiction mais de la réalité.

Mais c'est sans doute la femme qui potentialise

[1] <http://www.planetoscope.com>

le maximum de souffrances dans ce pullulement. Victimes permanentes des différentes formes de phallocratie, de l'idéologie patriarcale, ce ne sont pas elles, en effet, qui souhaitent de nombreux enfants, mais bien les hommes irresponsables qui les engrossent sous l'impulsion de leurs instincts. On estime à 80 millions chaque année dans le monde le nombre de grossesses non désirées.^[2] Selon l'UNFPA (Fonds des nations unies pour la population), il existe 220 millions de femmes sur la planète dont les désirs contraceptifs ne sont pas assouvis. Et chacun peut constater que lorsque les femmes ont accès à l'éducation, à la liberté de choix, à l'autonomie financière, à la contraception et à l'avortement, la dénatalité en résulte.

LE COMBAT DES NÉO-MALTHUSIENS

C'est dans le contexte d'une « France qui se dépeuple » (« théorie » soutenue par une présentation délibérément alarmiste) que naît le néo-malthusianisme. Malgré son origine anglo-saxonne, c'est en France que ce mouvement trouve les circonstances les plus favorables à son développement. Ses adeptes, anarchistes pour la plupart, insistent sur les privations, les

[2] Th. De Giraud, *Moins nombreux, plus heureux*, ouvrage collectif paru aux éditions Sang de la terre



misères qu'engendre l'excès d'enfants dans les classes pauvres, et au contraire, l'émancipation que favorisent les loisirs, l'éducation, la santé. En dénonçant les motivations profondes de la politique nataliste, et l'adoption de principes bons pour le peuple mais pas pour la bourgeoisie : la France manque d'ouvriers mais pas de patrons ; elle manque de soldats mais pas d'officiers. « Mais les guerres ne viennent que de là, de la misère et du trop-plein de population : c'est la saignée nécessaire à la sérénité des États ». [3] « (...) mieux vaudrait tuer dans l'œuf la misère humaine que de l'élever et de la cultiver avec sollicitude et de la préparer froidement d'avance, avec une tendresse jésuitique, de la future chair à canon ! ». [4]

Parce qu'ils s'opposent à de nombreux intérêts, parce qu'ils heurtent des valeurs conservatrices, les néo-malthusiens rencontrent – globalement de 1890 à 1920 – une opposition farouche, un véritable acharnement de la part d'organisations puissantes et actives, celles notamment des puritains et des « repopulateurs ». Accusation de pornographie, pudeur offensée, doctrine immorale et antisociale... tout est bon pour multiplier les tracasseries administratives, les dénonciations, les perquisitions, les frais de justice, les condamnations, les saisies. Si bien que dans la France des années 1920, on tolère

[3] H. Fèvre, *Revue d'aujourd'hui* 1890

[4] F. Ronsin, *La Grève des ventres : Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité française, XIX^e-XX^e siècles*

l'action d'organisations royalistes ou racistes, mais l'exposé des thèses malthusiennes est passible de la prison.

Sans qu'il s'agisse d'un mouvement monolithique, le néo-malthusianisme rencontre dans ses luttes, à des moments différents, l'antimilitarisme, le syndicalisme, l'éducation populaire, le végétarisme... Mais c'est sans doute prioritairement la cause des femmes qui trouve le plus grand écho. Contre l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population qui souhaite « que l'enseignement ait désormais, avant tout, pour objectif de préparer les jeunes filles au rôle de mères de famille et de leur donner la vocation de la maternité », les néo-malthusiens rappellent que les femmes sont les principales victimes de l'ignorance, de l'irresponsabilité et de l'hypocrisie, souvent condamnées aux angoisses et aux graves dangers de l'avortement clandestin. La plupart d'entre eux considèrent que dans un couple, le choix de l'opportunité d'une nouvelle naissance devrait revenir en priorité à la femme.

POUR UNE DÉMOGRAPHIE RESPONSABLE

Curieusement, ceux qui ne tolèrent aucune limite au pullulement de l'humanité évoquent, comme pour se rassurer quand même, une « transition démographique », dont personne d'ailleurs ne cerne clairement les contours ; c'est-à-dire une diminution du taux de croissance. Sauf que, comme le souligne D. Barthès dans *Moins nombreux, plus*

heureux, un taux de 2,1 % appliqué à 3 milliards « produit » moins qu'un taux de 1,2 % appliqué à 7 milliards. En outre, ce ralentissement semble relatif : selon la revue *Population et Sociétés* de l'INED, l'indice synthétique de fécondité s'est à nouveau élevé dans une bonne partie de l'Europe et en Tunisie. Et les dirigeants chinois viennent d'autoriser la naissance de deux enfants par couple. Il faut savoir par ailleurs, que plus de la moitié de la population mondiale a moins de 28 ans. Un peu de sérieux ne nuirait pas !

Une population ne peut croître au-delà des possibilités que lui offre son écosystème. Et c'est ce que montre Pierre Jouvénin, naturaliste, membre du CNRS et libertaire, dans son remarquable *L'homme, cet animal raté* (Ed. Libre et Solidaire). Il explique que les chasseurs-cueilleurs, dont nous provenons, étaient étroitement adaptés à leur environnement, ne prélevant que le superflu de la production naturelle. Le passage d'un nomadisme permanent à une vie sédentaire fondée sur l'élevage et l'agriculture va bouleverser la situation : l'homme se détache progressivement de son environnement initial en l'exploitant de plus en plus intensivement. Pendant des millions d'années, une très lente progression démographique constitue la règle. A partir du Néolithique (environ 8000 avant notre ère), l'espèce humaine ne parvient plus à réguler ses effectifs, contrairement à ce que font les espèces animales supérieures. Nous devenons la seule es-



pèce à échapper provisoirement à la régulation des naissances par la limitation des ressources naturelles. La « bombe démographique à retardement » est enclenchée, comme l'a vu plus tard Malthus... mais pas ses détracteurs. Tout se passe comme si l'intelligence était incapable de remplacer l'instinct atrophié, comme si l'homme s'était désadapté de son milieu, inapte à fixer la moindre limite à ses désirs, à sa volonté. Un piège mortel qui se referme aujourd'hui.

Désormais, l'homme est rattrapé par une réalité qu'il avait oubliée : les lois de l'écologie s'appliquent à tous les êtres vivants, y compris l'homme. Il n'y a plus de nouveaux territoires à conquérir, la fuite en avant prend fin. La croissance de la population est donc une menace pour l'avenir de l'humanité si elle veut prolonger son aventure. Nous sommes trop nombreux par rapport à la capacité de charge de la planète, et il est hautement improbable que nous atteignons les neuf milliards estimés en 2050. Cette croissance cessera à un moment donné : soit par la réduction volontaire du nombre des naissances, soit par la famine, la maladie, la guerre ou l'effondrement de l'environnement. Plus on repousse l'adoption de mesures douces en faveur de la baisse de la fécondité,

plus nous subissons dans un avenir proche des réglementations liberticides.

Il n'a jamais été constaté que l'accroissement du nombre d'humains améliorerait la qualité de la vie. C'est parce que l'espèce humaine a proliféré au détriment de toutes les autres espèces animales et végétales, et finalement à ses propres dépens, qu'il faut élaborer collectivement une démographie responsable. Il faut cesser de feindre d'ignorer la finitude du monde : c'est la taille de la population qui doit s'adapter à la planète, et non l'inverse. Au-delà d'une querelle stérile, il faut comprendre que le problème n'est ni le mode de vie seul, ni le nombre d'individus seul, mais la quantité d'individus pratiquant tel ou tel

mode de vie. Or si tous les ménages de la planète souhaitaient vivre comme l'« occidental moyen » (automobile, écran plat, ordinateur, smartphone...), il n'y aurait pas assez de pétrole, d'acier, d'aluminium, de platine pour le permettre. Des anarchistes pourraient-ils tolérer une telle discrimination ?

PAR JEAN PIERRE TERTRAIS,
Groupe La Sociale de la Fédération anarchiste,
Rennes





Une boîte de cendres, l'État et la prochaine révolution à Cuba

Cuba sans Fidel Castro. L'événement qu'imaginaient depuis des années les adeptes et les ennemis du *Líder Máximo* est devenu réalité accomplie. Sans faire beaucoup d'efforts pour le ressentir, nous avons perçu un silence public intense tout relatif face à l'imposante machinerie étatique de deuil national. Les opposants anticastroïstes ont souligné que ce mutisme était un signe de la crainte de représailles que pourraient subir ceux qui célèbrent l'événement au milieu du deuil officiel.

En dix ans, Raul Castro a eu le grand mérite de desserrer les tensions autoritaires que laissa son frère Fidel afin que l'essentiel du système continue de perdurer et pour créer les conditions générales afin que le raisonnement de cet autre général-président de Holguín, Fulgencio Batista, soit effectif : « (...) Il existe deux types de socialisme. L'un d'eux signifie l'anarchie et

l'autre fonctionne sous la discipline du gouvernement. L'un d'eux doit être réaliste (...) nous voulons enseigner au peuple le fait que les travailleurs et le capital sont nécessaires et doivent coopérer. Nous voulons bannir les idées utopiques qui ne fonctionneront pas, mais en lesquelles notre peuple croit ». ^[1]

Le 20 novembre 2017 marquera l'anniversaire des 80 ans du premier rassemblement de masses organisé et géré par le sergent colonel Fulgencio Batista, pour cela il utilisa alors le ministère du travail, qui lui garantissait la présence obligatoire des employés des services publics de La Havane ; l'armée lui permit de réquisitionner par la force des trains, des camions, des tramways, des voitures, afin de concentrer entre 60 000 et 80 000 personnes dans le

[1] Grâce au chercheur américain Robert Whitney nous pouvons avoir accès à ce document qui est disponible dans le livre *État et révolution à Cuba*, éditions Sciences sociales de La Havane en 2010, p. 230.

stade La Tropical. De la propagande médiatique pour promouvoir ce qui a été appelé alors Plan triennal de l'avant-dernier dictateur.

Ce fut le premier acte à Cuba de ce qui deviendra une technologie dramaturgique de mobilisation de masses permanente en fonction des intérêts exclusifs de l'État cubain, qui ensuite sera gérée durant plus d'un demi-siècle avec une maestria inégalée par Fidel Castro. Ce qui fut en 1937 une balbutiante initiative autoritaire à peine gérée par le ministère du travail et l'armée nationale devint à partir de 1959 une technique d'usage quotidien couvrant jusqu'à aujourd'hui l'ensemble des institutions du pays et des millions de personnes à travers tout le territoire national.

Fidel Castro est parvenu, avec une conjoncture historique favorable, à contester directement la domination des États-Unis sur Cuba. Sous l'effet sublimant de cet objectif colossal, ad-



ditionné à son talent superbe de prince machiavélique, il a réussi à convertir en un système ce qui n'aura été qu'une simple phrase démagogique de Batista : « un socialisme sous la discipline du gouvernement » qui a survécu aux plus grands désastres de la dernière moitié du siècle précédent et qui a converti l'État cubain en une machine imposante n'ayant aucune réserve en déclarant comme lors du 1er mai 2008 que « le est la souveraineté nationale », c'est-à-dire... le *national-socialisme*. Un modèle de gouvernance surgit en raison de la place particulière de l'île sur la scène de la guerre froide en tant qu'allié privilégié de l'URSS en Amérique latine. Ce qui a permis à l'État cubain de compter des ressources exceptionnelles pour mettre en œuvre les programmes phares de l'éducation intégrale, de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur. Un système de santé universel et gratuit, le plein emploi, l'urbanisation massive, des améliorations fondamentales pour la vie de millions d'exclus par le capitalisme néocolonial qui distinguèrent Cuba du reste des pays de la région. Comme partout où ces politiques ont été mises en œuvre, elles ont permis une amélioration substantielle du niveau de vie des masses les plus délaissées, mais en parallèle de ces réalisations et simultanément, - de façon stratégique – elles ont permis un renforcement sans précédent du réseau des institutions gouvernementales qui ont conduit à une véritable apothéose de bien-être à Cuba.

Mais Fidel Castro a fait beaucoup plus avec l'utilisation de ces énormes ressources acquises à partir de la relation privilégiée avec l'URSS, il a converti l'État cubain en un acteur influent en politique internationale, dans la décolonisation de l'Afrique, en Asie et dans l'expansion des mouvements anti-impérialistes en Amérique latine.

Puis, quand la puissance impériale soviétique s'effondra, Fidel Castro et son immense prestige international ressuscita un nouveau mouvement anti-néolibéral en Amérique latine qui allait se concrétiser par la mise en place de nouveaux gouvernements dans des pays très importants de la région. Le tout accompagné de la mise en œuvre à Cuba d'un programme sans précédent de services médico-sanitaires de l'État à destination des pays les plus pauvres du monde.

Cependant, nous devons dire aussi que tous les mouvements anticolonialistes et anti-néolibéraux que soutint Fidel Castro depuis Cuba se trouvent, une décennie et demie plus tard dans une profonde crise politique, morale et épistémologique, depuis l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Algérie, jusqu'au Venezuela, au Brésil, en Argentine. Par ailleurs, ce programme admirable et sans précédent de services médico-sanitaires cubains pour les pays du tiers-Monde est aujourd'hui la principale source de revenus pour la bourgeoisie fidéliste qui gère l'État cubain.

La mort du *Líder Máximo* vient à un moment où l'appareil étatique cubain, ressuscité dans les années 1959-1960,

est plongé dans une autre crise de reproduction matérielle et est noyé par les dépenses en investissement et en contrôle social. Cette situation particulière est favorable aux élites gouvernementales qui tirent pleinement profit de la situation pour démanteler l'État de bien-être cubain de l'époque de Fidel Castro et de la guerre froide.

Dans leur souci de perfectionner et de rationaliser le capitalisme d'État à Cuba, les héritiers de Fidel Castro ont deux outils fondamentaux légués par Fulgencio Batista : la Centrale des travailleurs de Cuba, organisation syndicale forgée en janvier 1939 qui est le produit de l'alliance entre l'appareil politico-militaire de Batista et les stalinien cubains. Cette organisation a jusqu'à aujourd'hui garanti le contrôle total du mouvement ouvrier cubain par l'État et les gouvernements successifs.

Le Code de défense sociale d'avril 1939, un élément-clé qui représentait bien l'esprit fasciste batistien, est un autre instrument hérité du sergent-colonel Batista. Il a été ratifié avec des noms distincts et revigorés jusqu'à l'infini sous le pouvoir de Fidel Castro. Depuis sa promulgation, il a servi à régulariser la peine de mort pour les délits politiques, le rôle des tribunaux militaires et l'arbitraire répressif en général ; la pièce juridique oubliée par toutes les tendances politiques tant pro-démocratiques que pro-dictatoriales, le Code de défense sociale n'a pas été



officiellement annulée, ni par la Constitution de 1940, ni celle de 1976 ou celle de 1992. Il prouve encore aujourd'hui sa totale utilité contre les conflits sociaux que généreront le démantèlement de l'État de l'état de bien-être stalinien cubain dans les prochaines années.

Dès le 10 janvier 1959, le journal *El Libertario*, qui reparaisait après une fermeture imposée par la police secrète de Batista, a publié le texte aujourd'hui oublié d'un militant anarchiste, Antonio Landrián, où pour la première fois il constatait ces confluences :

« La Révolution fidéliste du 26 juillet a triomphé. Son idéal triomphera-t-il ? Quel est son idéal ? Principalement la liberté ou dit impérativement : la libération. De quoi ? Du joug de Batista. Le joug batistien était la violence, l'imposition, le détournement, le despotisme, la contrainte, la torture, l'obstination, l'autoritarisme en soumettant les individus en chaîne. Il était le centralisme, la corruption et la servilité inconditionnelle... Tant que restera sur pied l'un des piliers du régime vaincu de Batista, la révolution dirigée par Fidel Castro n'aura pas assuré sa victoire ».

Exceptées la violence et la torture policière, qui depuis quelques années ont un rôle temporairement moins public et moins visible à Cuba, tous les autres facteurs identifiés par Landrián sont restés intacts depuis la dictature précédente, mais en plus ils ont eu un renforcement et un développement exponentiel depuis 1959 jusqu'à aujourd'hui. Ce qui fit que le propre Lan-

drián et les compagnons qui éditaient *El Libertario*, ne purent profiter des airs de liberté de cette révolution fidéliste que jusqu'à mai 1960, moment où ils furent à nouveau emprisonnés, exilés et interdits par la nouvelle police politique « révolutionnaire ».

Des amis qui se trouvaient dans le parc central de la ville d'Artemisa à l'heure où est mort Fidel ont été expulsés des

lieux par la police et les agents de la sécurité de l'État, parce que « ce n'est pas le moment d'être assis dans le parc à converser » ; des étudiants boursiers dans une université havanaise nous ont raconté que des policiers en civil, qui pullulent en ces institutions, ont fermé les portes d'accès à leurs chambres le soir du 28 novembre, car « ils doivent aller à la place de la Révolution ou aller dans la rue jusqu'à ce que s'achève





le rassemblement ». La paralysie du transport étatique dans la capitale à partir de midi le 29 novembre pour s'assurer que la population soit dans la rue pour se rendre à l'hommage à Fidel Castro de 19 heures, l'interdiction de toutes les activités sportives dans les espaces verts adjacents à toutes les grandes avenues, des amendes allant jusqu'à 1 500 pesos (trois mois intégraux de salaire) pour ceux qui sont saisis à consommer de l'alcool en public les jours de deuil... sont un infime échantillon de ce que sont les procédures quotidiennes avec lesquelles opèrent les défenseurs étatiques du supposé socialisme à Cuba.

Fidel Castro nous laisse un pays avec l'un des niveaux d'éducation, de santé et de qualité de vie le plus haut en Amérique, mais tout cela est traversé par l'intérêt stratégique d'un fonctionnement stable de la machine d'État, au nom de la lutte contre l'impérialisme Yankee et ses laquais locaux. Dans la réalisation de ce projet, il a donné lieu à une société qui est au bord d'une crise migratoire permanente et voit poindre un effondrement démographique à l'horizon. Dans tout cela les politiques impériales Yankees ont joué un rôle décisif, mais pas plus décisif que la dictature sur le prolétariat cubain conduite par Fidel Castro qui a transformé Cuba en un territoire peuplé par un « ... immense troupeau d'esclaves salariés (...) qui demandent à être esclaves pour améliorer leur condition, » accomplissant ainsi les cauchemars les plus douloureux de l'anarchiste cubain

Carlos Balino, en 1897, dans son texte *Fausse prophétie*.

Durant les longues journées de deuil officiel que nous avons vécu à Cuba, s'est de plus en plus fait visible la naissance d'un nouveau slogan de masses : « Je suis Fidel ! » qui exprime très bien l'état de cette amputation collective. Et parmi l'immense mer de drapeaux, de photos et d'affiches auto-élaborés que nous avons vue à la télévision depuis Santiago de Cuba, il y en avait une portée par une femme qui disait « Je suis Fidel ! À vos ordres ! ». Un tel écart grammatical et existentiel deviendra de plus en plus commun dans la pensée d'un peuple qui a eu la choquante expérience de voir l'incarnation la plus dominante du pouvoir dans l'histoire de Cuba transformée en une simple boîte de cendres, un peuple qui devra apprendre à vivre sans les ordres de son Commandant en chef et peut-être « découvrira-t-il sur ce chemin qu'il ne nécessite plus de commandants, plus d'ordres, mais plus de fraternité, plus d'auto-organisation, moins de bassesse et de misère morale pour ceux qui sont en bas de l'échelle sociale, plus de responsabilité sur nos vies, plus d'imagination communisante », pour vaincre l'esprit et les représentants de la nouvelle bourgeoisie fidéliste, parasitaire et bureaucratique qui est maintenant en train de reconstruire intégralement sous notre nez à Cuba le capitalisme et ses vieilles horreurs, ces représentants qui font semblant de pleurer quand en réalité ils sont à la fête.

Les proportions qu'atteindra désormais le fidélisme en tant que courant d'idées dans le gauchisme, en dehors et à l'intérieur de Cuba, sera l'expression exacte de la banqueroute morale des gauches autoritaires, étatistes et développementalistes dans le monde et mettra à nouveau sur la table la nécessité de poursuivre le labeur : « ...les modes les plus sûrs de miner les fondements de l'ordre social d'aujourd'hui et d'en créer d'autres sans que la maison s'écroule... », comme l'a noté en janvier 1890 José Martí, en pensant à « ... ce tendre et radieux Bakounine ».^[2]

MARCELO "LIBERATO" SALINAS
TRADUCTION : DANIEL PINÓS

Marcelo "Liberato" Salinas, est le pseudonyme d'un jeune anarchiste cubain qui vit et lutte jour après jour à Cuba pour le développement des idées libertaires dans l'archipel cubain.

[2] Depuis l'Hudson, *œuvres complètes*, Tome 12, p. 378, éditions Sciences sociales, La Havane, 1982



ACTUALITÉ DES LUTTES, OUVERTURE DE NOUVEAUX LIEUX MILITANTS, SOUTIEN, ETC.

CETTE SOUS-RUBRIQUE RELIERA DORÉNAVANT LES INFORMATIONS CONCERNANT

LES INITIATIVES ET LES ACTUALITÉS ANARCHISTES DANS LE MONDE, CAR N'EN DOUTONS PAS :

NOTRE LUTTE EST INTERNATIONALE !

Bolivie : inauguration de la bibliothèque anti-autoritaire Flecha Negra à La Paz

« Les espaces indépendants constituent la rupture avec l'institutionnalisation des luttes contre la domination. Les bibliothèques, centres sociaux, occupations et tous les autres lieux qui nous rassemblent sont des espaces où l'on affine nos idées, où l'on nourrit nos idéaux anarchistes ; où l'on casse avec la convention voulant que l'histoire soit écrite par le Pouvoir. Dans ce territoire andin (Abya Yala) saccagé par les invasions coloniales, et actuellement par des invasions néo-coloniales au profit du Capital, qui a été rebaptisé « État Plurinational de Bolivie », il est nécessaire d'avoir des centres bibliographiques. (...). Nous commençons avec le peu que nous avons, mais nous savons que nous allons grandir. »

L'inauguration a eu lieu le 11 février 2017. Elle a débuté avec une Khoa (rituel andin), et un repas partagé. Puis, s'en est suivie une présentation du matériel ainsi qu'un débat, et une lecture des lettres de salutations venant de l'international.

Plus d'information : bibliotecaflechanegra.wordpress.com

Brésil : solidarité

La Fédération anarchiste du Rio de Janeiro (FARJ) affirme sa solidarité et son appui aux six camarades du « Bloco de Lutas de Porto Alegre » accusés d'avoir manifesté contre la mafia qui administre les transports publics de Porto Alegre, un des réseaux les plus chers du monde.

Le 21 février a eu lieu la première audience accompagnée d'une manifestation au Foro Central de Porto Alegre.

Contacts : www.farj.org et blocodeluta.noblogs.org

Turquie : solidarité

Le prisonnier anarchiste Umut Firat, collaborateur du journal anarchiste Meydan, a arrêté sa grève de la faim après 55 jours. Depuis le 11 décembre, Umut Firat dénonçait les conditions d'emprisonnement épouvantables auxquelles il était assujéti : enfermé avec vingt autres personnes dans une cellule conçue pour en accueillir quatorze, il faisait état d'une situation insalubre inacceptable. Après une campagne de solidarité internationale, Umut Firat a obtenu gain de cause et son état de santé s'améliore.



Indonésie : en lutte

Des anarchistes indonésiens ont lancé une campagne de dénonciation dans la ville de Jakarta contre la politique du président Rodrigo Duterte aux Philippines, qui a récemment demandé au Congrès de légaliser la peine de mort pour les crimes liés aux drogues. La guerre contre la drogue entamée par Duterte a déjà coûté 7000 vies.

Sur les murs, on peut lire « Duterte tue, tuons Duterte ! (A) F.T.P. » et « Tirez sur Duterte et pas sur les consommateurs de drogues ! (A) F.T.P. »

Espagne : Jeunesses libertaires de Madrid

Après des mois de réflexions et de débats internes, les Jeunesses Libertaires de Madrid modifient leur structure interne. Dorénavant, elles formeront une fédération de groupes affinitaires et de groupes ouverts à l'échelle de la ville de Madrid. Des suites de ces débats, les camarades tirent cette conclusion : « [Il est important] de ne pas rester ou stagner dans des formules organisationnelles qui ne marchent plus » et affirment la nécessité de s'éloigner « de toute forme de bureaucratie qui, souvent, s'installe dans des structures anarchistes de type classique, fédéraliste, enfermées sur elles-mêmes, sans capacité d'action. »

Contact : juventudeslibertariasmadrid@autistici.org

Espagne : soutien

En 2015, Ruymán Rodríguez, militant de la Federación Anarquista Gran Canaria (FAGC), avait été arrêté et torturé par la police afin de le forcer à abandonner la communauté « La Esperanza », le plus grand squat d'Espagne (76 familles, 207 personnes, plus de 100 enfants) où il réside. Après sa détention, il a été accusé d'« attentat à l'autorité ». Ruymán risque 5 ans de prison et doit financer une procédure judiciaire très chère (2700 euros). Il est actuellement au chômage et dans une situation économique difficile due aux amendes et procès pour reloger des familles.

Vous pouvez le soutenir en envoyant vos dons par PayPal à l'adresse : contact@alabarricadas.org

États-Unis : riseup.net

Riseup implémente un système de chiffrement de courriels en réponse à des requêtes légales. Le collectif Riseup.net, qui fournit adresses électroniques et autres services informatiques aux mouvements sociaux (entre autres), a dû se soumettre à deux mandats juridiques secrets du FBI concernant deux adresses de courriel qui avaient été utilisées pour des extorsions (sans l'approbation ou connaissance de Riseup, bien sûr).

Pour éviter que cela ne se reproduise, le collectif a décidé que tous les nouveaux comptes courriels Riseup utiliseront un espace de stockage individuellement chiffré sur leur serveurs. Le collectif travaille « sur un système de chiffrement bout-à-bout plus compréhensible pour l'an prochain ».

Plus d'information : <https://riseup.net/fr/about-us/press/canary-statement>

République tchèque : nouveau lieu

Un nouvel espace a été ouvert dans le squat Klinika de Prague : Black Books Infoshop.

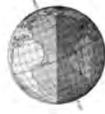
Vous y trouverez des livres, des brochures, des revues, etc. L'espace est aussi disponible pour des rencontres, ateliers, projections et débats : « L'Anarchist infoshop n'est pas un espace fermé, réservé aux anarchistes, mais un lieu où la diversité est bienvenue. Ce qui n'est en revanche pas bienvenue, c'est toute manifestation de racisme, sexisme, homophobie, transphobie, colonialisme et toute autre forme d'oppression ».

Black Books Infoshop est ouvert les lundis et les jeudis de 16h à 21h.

Adresse : Black books / Klinika, Jeseninova 60 Prague, République tchèque

Angleterre : squat

Le collectif de squatters « Autonomous Nation of Anarchist Libertarians » (ANAL) vient de déménager dans une nouvelle demeure de luxe au 19 Buckingham Gate à Londres, à quelques mètres des jardins du Palais de Buc-



kingham. Le groupe est devenu célèbre grâce à un petit documentaire sur Vice, visible sur Youtube. Ils ont lancé un appel à dons via leur page Facebook.

Contact : Autonomous Nation of Anarchist Libertarians, sur Facebook.

Angleterre : décès

Nous apprenons le décès du camarade Simon Chapman, administrateur du site www.classwarparty.org.uk

En 2003, il avait été incarcéré à Thessalonique avec sept autres camarades, et accusé de détenir des bombes à pétrole dans son sac-à-dos. Après une grève de la faim de sept semaines et de fréquentes hospitalisations, tous ont été libérés.

Il s'avère que les accusations étaient fausses et qu'il s'agissait d'un montage policier.

Pour adresser une contribution à sa fille, merci de contacter la librairie Freedom de Londres.

Contact : freedompress.org.uk

Serbie : victoire pour les six de Belgrade !

Après une longue campagne de solidarité internationale, les « Six de Belgrade », accusé.e.s de « terrorisme international » ont enfin été acquitté.e.s. Des membres de l'Initiative Anarcho-Syndicaliste (ASI) et d'autres activistes avaient été arrêté.e.s en septembre 2009, accusé.e.s d'avoir participé à une action contre l'ambassade grecque, en solidarité avec des camarades grecs arrêtés. L'attaque, aux cocktails Molotov et graffitis, avaient été revendiquée par le groupe « Black Elijah », avec lequel les accusé.e.s n'ont aucun lien. Il est fort probable que l'accusation avait été faite pour anéantir le travail de l'AIT, étant donné qu'un des arrêtés, Ratibor Trivunac, était à cette époque secrétaire général de cette organisation.

Contact: www.inicijativa.org

ÉPHÉMÉRIDE : AVRIL

1er avril 1901 : Francisco Ascaso, membre du groupe anarchiste « Solidarios » en Espagne, naît à Huesca.

5 avril 1895 : Oscar Wilde est arrêté pour homosexualité.

8 avril 1978 : Décès de Gaston Leval, théoricien socialiste libertaire et militant anarcho-syndicaliste.

11 avril 1918 : À Moscou, la répression bolchevique s'abat sur les anarchistes.

16 avril 1989 : En Chine, début du mouvement de masse non-violent pour la démocratie.

17 avril 2000 : À Washington, des milliers d'opposants à la mondialisation, perturbent (pour le troisième jour consécutif) le sommet du Fonds monétaire international et de La Banque mondiale.

18 avril 1937 : Première réunion publique des Amis de Durruti.

20 avril 1946 : Inauguration du Congrès Anarchiste Coréen à Anwui.

21 avril 1841 : Naissance de Anselmo Lorenzo, militant et théoricien anarchiste, considéré comme le père de l'anarchisme en Espagne.

23 avril 1928 : Arrestation de Victor Serge en URSS par Staline.

25 avril 1974 : Début de la Révolution des œillets au Portugal, qui entraînera la chute du dictateur Salazar.

27 avril 1937 : Des milices anarchistes combattent les forces de la Generalitat catalane.

30 avril 1966 : Le groupe anarchiste « Premier Mai » kidnappe le prêtre Marcos Ussia et demande la libération des anarchistes espagnols, incluant l'anarchiste anglais Stuart Christie.



CINÉMA

Retour sur les Teen Movies : sang, sexe et transgression...

Il semble qu'il y ait un regain pour les teen movies flirtant avec l'horreur et le fantastique, du style *Carrie* de Brian de Palma (1976), son remake *Carrie 2* de Kimberly Peirce (2013) ou encore *Suspria* de Dario Argento (1977). Deux films récents se distinguent en particulier : *Mate-Me Por Favor* d'Anita Rocha Da Silveira et *Grave* de Julia Ducourneau, qui ont en commun des images léchées, des bandes son soignées, comme de souligner la fascination d'une jeunesse privilégiée, pour la mort violente indéfectiblement liée à une jouissance exacerbée et à la transgression. Ce n'est pas la révolte adolescente avec de simples provocations pour s'affirmer, il s'agit à présent de rituels symboliques et même de sublimation de la transgression pour répondre à des pulsions faisant irruption au passage de l'adolescence à l'âge adulte. La sexualité, les relations sado masochistes, le meurtre, le cannibalisme alimentant le phénomène de métamorphose et la transgression obligée. On est loin du cinéma de Pasolini et de sa vision politique de l'utilisation de la domination par le sexe. C'est Sade ou l'Apollinaire des *Onze mille verges* vus par des ados plus ou moins paumés dans un monde aseptisé où la misère est invisible.

DANS MATE-ME POR FAVOR

(TUE-MOI S'IL TE PLAÎT)

Anita Rocha Da Silveira installe son récit dans une banlieue résidentielle en construction : beaux immeubles entourés d'une voie rapide et de terrains vagues, reste d'une forêt détruite. D'emblée, on est dans un climat d'attente oppressante. Face à la caméra, une fille pleure avec en fond de décor, une fête. Elle se lève et marche le long d'une voie où déboulent des voitures à grande vitesse, de l'autre côté un no man's land évidemment inquiétant. La caméra suit la fille de dos, comme un agresseur, elle accélère, trébuche, tombe, se retourne et hurle. End of her story.

De quoi discutent et rêvent les adolescentes ? De la découverte du corps massacré de la fille, d'autant que ce dernier meurtre s'ajoute à une liste d'assassinats similaires perpétrés dans le coin. A-t-elle été violée, torturée ? Était-elle jolie ? Combien de coups de poignard l'agresseur a-t-il donné ? Un individu est-il seul l'auteur de la vague de crimes qui frappe Barra da Tijuca (zone ouest de Rio de Janeiro) ? L'excitation et la peur s'ajoutent à la curiosité morbide des adolescentes et va, peu à peu, prendre un tour obsédant pour l'une d'elles, sur fond de soap-opera religieux façon clip publicitaire.

Anita Rocha da Silveira signe ici un thriller à double fond, incantatoire par les rituels des ados et leur fascination pour le sexe, la mort, les selfies et Jésus, et un constat social s'agissant de l'absence de figures tutélaires, comme celle des parents, et du manque affectif. D'un côté, la carence de repères et un individualisme forcené, de l'autre des cérémonies religieuses high tech pour pallier au trouble d'une conscience manipulée. La fascination pour le sang et la mort y est à la fois tangible et soudain transcendée par une tension basculant dans un univers onirique, totalement détaché de la réalité, utilisant des images fugaces qui supposent des pistes de compréhension rapidement brouillées. Quant à la fin du film, s'ouvre-t-il sur une suite ? Le film a été sélectionné par les 29^e Rencontres de Toulouse, Cinélatino.

GRAVE

de Julia Ducourneau s'attaque, pour une première réalisation, à l'un des tabous ultimes, le cannibalisme. Justine, adolescente végétarienne, élève surdovée et fille exemplaire, est inscrite dans l'école vétérinaire où ses parents ont fait leurs études et où sa sœur aînée l'a précédée. Au cours d'un bizutage gore, elle doit ingurgiter un rein cru de lapin et le choc de cette expérience répulsive la transforme





radicalement. La mue de la chrysalide s'opère avec la desquamation de grandes parties de la peau de Justine, qui passe du véganisme à une addiction compulsive à la viande crue, puis à l'auto-dévoration au moment de l'orgasme. De la chair animale à la chair humaine, il n'y a qu'un pas dans le processus de métamorphose dont elle ne saisit pas tous les effets ; cela éveille néanmoins chez elle des questionnements insoupçonnés. Le mystère du cannibalisme rejoint en effet les mythes fondateurs religieux, la frontière entre humanité et animalité, entre acte charnel et dévoration.

Voilà donc qu'arrive sur les écrans le film d'épouvante entouré d'une aura sulfureuse, *Grave*, film d'horreur sur trois registres : drame familial, tragédie et cannibalisme. C'est sans doute ce triangle qui fait la réussite du film, qui joue de digressions surprenantes : la scène de l'épilation du pubis, en gros plan allusion au tableau de Gustave Courbet, *l'Origine du monde*, le doigt sectionné accidentellement et dévoré, ou plutôt dégusté par Justine. Autant de traces qui participent à l'installation d'une angoisse diffuse, depuis la scène qui ouvre le film. Une route déserte en plan large, une voiture arrive au loin, se rapproche au moment où une silhouette se profile et provoque l'accident. La silhouette alors marche vers la voiture accidentée comme en transe somnambulique. Un rite, une épreuve ? Mystère. Justine (étonnante Garance Marillier) est possédée, envahie par la métamorphose qui la transforme en monstre, à la manière du personnage de Franz Kafka. Passer de la fille modèle au monstre ne s'accepte pas facilement, le rapport à la nourriture et aux animaux change, de même qu'aux désirs refoulés et aux relations familiales. La jeune comédienne exprime bien le malaise de l'adolescence et la découverte de soi.

La réalisatrice utilise tant la lumière que le cadre pour installer la tension et l'angoisse du film ; les expressions de Justine, parfois impavide, tranchent avec celles de sa sœur qui tient le rôle de bad guy dans l'histoire. La progression jusqu'à la scène d'amour, et la dévoration, dont on ne voit que le résultat, fait penser à la scène finale du film de Peter Greenaway, *Le cuisinier, le voleur, sa femme et son amant* (1989), célébration du cannibalisme dans une splendeur baroque, mais que la réalisatrice de *Grave* n'a pas choisi, optant pour le réalisme. Jusqu'à la dernière scène, Julia Ducournau réserve des rebondissements hallucinés et macabres, bien entendu. Le film est-il annonciateur d'une nouvelle génération de réalisatrices et de réalisateurs ayant le désir de traiter des sujets, tabous ou non, avec un regard original et inventif ? *Grave*^[1] fait une belle entrée dans le cinéma de genre où, actuellement, les cinéastes étranger.es y excellent.

MEAN DREAMS

de Nathan Orlando^[2] est un thriller, mais dans un tout autre milieu, rural, pauvre et frustré dans une nature dure et isolée. Jonas a abandonné ses études pour aider son père à la ferme. Lorsqu'il rencontre Casey, une fille de son âge, installée dans la maison voisine avec son père, adjoint du shérif, très vite une amitié amoureuse les unit : « *Mean Dreams* explore les aspects psychiques et émotionnels les plus sombres de cet "âge en devenir" du côté sombre du premier amour quand le fait de grandir et d'aller vers l'inconnu demande une volontaire et douloureuse séparation pour un enfant de ses parents. C'est une histoire d'amour qui est, [selon le réalisateur] une fable psychologique

un rêve noir qu'on peut faire après être tombé amoureux à l'âge de quinze ans. » La naïveté du premier amour est toutefois vite rattrapée par la réalité. Le père de Casey est violent et, après l'intervention de Jonas pour la défendre, il lui interdit de « rôder » dans les parages. Ce qui, après la découverte des magouilles du père avec des trafiquants et avoir dérobé l'argent de la drogue, pousse Jonas à fuir avec Casey. Commence alors la traque des fugitifs.

Mean Dreams est un film classique dans son récit, réussissant le portrait de la ruralité et des mentalités. On pense évidemment à *Winter's Bone* de Debra Granik (2010), à *La nuit du chasseur* de Charles Laughton (1955) durant la fuite des jeunes confrontés à des conditions extérieures dangereuses.

Le contexte de l'enfermement est traité différemment dans le film de Claudio Giovannesi,

IORE^[3]

qui suit une délinquante mineure, emprisonnée pour vol dans un établissement pénitentiaire. Elle tombe amoureuse d'un jeune braqueur, mais les rencontres sont interdites en prison. Daphné va donc profiter d'une sortie chez son père, pathétique et irresponsable, pour choisir de rejoindre le garçon qu'elle aime.

Le constat concernant les parents est commun à tous ces films d'ados ou Teen Movies : ils sont absents, narcissiques ou violents, dans tous les cas largués, voire dangereux. C'est peut-être ce qui est le plus troublant dans la recherche de soi que leur opposent les ados avec ce désir de transgression des règles que les adultes ne remettent pas en question, mais « aménagent ».

PAR CHRISTIANE PASSEVANT

[1] Grand prix du Festival du film Fantastique de Gérardmer 2017 (sortie 15 mars 2017).

[2] Sortie 5 avril 2017.

[3] Sortie 22 mars 2017.



MASCULINITÉ ET HOMOSEXUALITÉ

LES INITIÉS DE JOHN TRENGROVE ET PLUS JAMAIS SEUL D'ALEX ANWANDTER

LES INITIÉS^[1]

de John Trengrove soulève un double questionnement sur la masculinité et sur l'homosexualité : autrement dit, que signifie être un « homme » ? Le film a pour trame une initiation supposée secrète, dont Nelson Mandela parle dans son autobiographie, Un long chemin vers la liberté.

L'image de la cascade sur laquelle se déroule le générique de début est une introduction à l'univers initiatique traditionnel et vertigineux. Lequel bascule soudain dans celui de l'urbanité et de l'industrie quand apparaît Xolani, ouvrier dans une entreprise de Cap Town. Il participe tous les ans au rite d'initiation xhosa pratiqué dans les montagnes de la région du Cap. Il est « instructeur » et c'est pour lui l'occasion de retrouver son ami Vija. Sur place, un homme lui confie son fils, Kwanda, en lui recommandant : « sois dur avec lui, il faut en faire un homme ». L'initiation est liée à l'entrée dans l'âge adulte, où après la circoncision à vif, les initiés doivent affirmer avec force qu'ils sont à présent, des hommes, et suivre toute une série de rites censés les introduire à leur masculinité. D'abord la retraite dans une case, « une semaine sans boire ni dormir, et après tu seras un homme » !

L'Ukwaluka est une pratique encore taboue qui, si elle est de plus en plus remise en

question, demeure un pilier de la culture xhosa traditionnelle, « le moment le plus déterminant dans la vie d'un homme ». La soumission des initiés aux ordres, soins et conseils des instructeurs, le culte de la masculinité, ont souvent de graves conséquences et engendrent des comportements machistes et homophobes.

Issu de la classe bourgeoise, Kwanda vit à Johannesburg et n'est là que par obligation paternelle. Il reste étranger à ces coutumes, aux autres initiés et aux instructeurs. Il critique l'initiation et va jusqu'à dire : « les mecs ne pensent qu'à leur bite. Est-ce si important d'avoir une bite ? » Et lorsque Xolani lui ordonne de se taire, Kwanda le brave en jouant sur les différences de classe. Ce n'est plus l'initié face à son instructeur, mais un individu issu d'une classe privilégiée face à un ouvrier. D'autant qu'il a perçu la nature de l'amitié de Xolani pour Vija. Il pourrait révéler son secret et lui parler de liberté individuelle, inconscient de ce que représente vivre ouvertement l'homosexualité dans une société africaine. Lorsque des chefs d'État africains jugent que l'homosexualité est un « symptôme de la décadence occidentale qui menace la culture "traditionnelle" », comment Xolani pourrait-il s'inscrire en faux contre la sentence répandue et s'exposer à être marginalisé, ou même brutalisé. De plus, reconnaître sa relation, c'est mettre Vija en danger.

PLUS JAMAIS SEUL^[2]

d'Alex Anwandter s'inspire d'un crime homophobe contre un jeune homme, qui a donné lieu au vote d'une loi anti-discriminatoire : la loi Zamudio. Si le récit se situe à Santiago du Chili, le réalisateur choisit de s'attacher à l'aspect universel du drame. Pablo, 18 ans, est attiré par la danse, le maquillage et les garçons. Son père, Juan, n'est guère présent, accaparé par son travail dans une entreprise de fabrication de mannequins. Pablo a des amis d'enfance, des relations sexuelles, et surtout l'amitié amoureuse de Mari.

[2] Sortie 3 mai 2017.

Dans le quartier, deux garçons le bousculent fréquemment et prétendent lui « apprendre à être un homme », un macho bon teint. Pablo n'en parle qu'à Mari, jusqu'au jour où il est sauvagement agressé avec la complicité de l'un de ses amis.

Pablo est hospitalisé, dans le coma, et son père, bouleversé, tente de trouver des témoins de la scène. Les coupables n'ont pas de casier et aucun indice ne prouve que ce sont les agresseurs. Juan se heurte alors à d'autres formes de violence, l'inefficacité du système judiciaire, le refus de prise en charge des soins de son fils par l'assurance, le silence complice du voisinage, et son patron décide de liquider la boîte. Les deux tiers du récit montre la prise de conscience de Juan, son émotion lorsqu'il découvre en allant au cours de danse, la passion de son fils, son refus de l'indifférence et de la discrimination.

Les deux films brisent des silences et gênent la discussion sur ce que signifie la masculinité, sa transmission et le formatage des esprits. Dans *Plus jamais seul*, la transmission est susceptible d'exister dans la relation père fils. Dans *Les initiés*, elle s'opère par le biais d'un rituel initiatique impliquant la répression des sentiments affectifs et des pulsions physiques. Ce qui renvoie, dans les deux cas, à la question du genre, au sexisme et à la violence.

PAR CHRISTIANE PASSEVANT

[1] Sortie 19 avril 2017. Thando Mgqolozana, auteur de *A Man Who is Not a Man*, a participé à l'écriture du film.



AGENDA DES SORTIES CINÉMA

FÉLICITÉ

d'Alain Gomis. Une femme paye cher son autonomie, comme artiste et comme mère déterminée à sauver son fils. Entre séquences rêvées, réalité et émotions intenses, se déroule une tragédie ordinaire, ponctuée par un orchestre classique dans le rôle de coryphée, la tragédie de Félicité, chanteuse magnifique dans un bar de Kinshasa. Le film d'Alain Gomis a obtenu le Grand prix du jury à la Berlinale. **(29 mars 2017)**

LES MAUVAISES HERBES

de Louis Bélanger. Comédie ironique et irrévérencieuse sur une amitié intergénérationnelle et la culture de marijuana. Elle met en scène Jacques, comédien de théâtre endetté et accro au jeu, Simon, vieil ermite planteur de cannabis et Francesca, jeune femme lesbienne. Et voilà notre trio improbable en pleine culture illicite, soudain menacé par l'usurier de Jacques, venu de Montréal lui faire la peau. Beau langage, surprises et rire assurés. **(5 avril 2017)**

LA CONSOLATION

de Cyril Menneguen. À la mort de sa mère, un homme part sur les traces de son enfance perdue. Un film intime et personnel sur le deuil par le réalisateur de *Louise Wimmer*. **(5 avril 2017)**

UNITED STATES OF LOVE

de Tomasz Wasilewski. Pologne, 1990. Dans la société post-soviétique, quatre femmes expriment leur désir de libération, leur frustration sexuelle sans pressentir que d'autres formes d'aliénation émergent : la consommation, la religion, tandis que s'éloigne le futur rêvé. Une ambiance glauque très bien rendue. **(5 avril 2017)**

L'OPÉRA

Film documentaire de Jean-Stéphane Bron. C'est toute une saison filmée, entre scènes et coulisses de l'opéra, Bastille et Garnier. Étonnant, passionnant, féérique, critique, drôle, le film se penche sur les aspects multiples de la création : l'organisation, les difficultés, les défis surmontés, les engagements d'une prestigieuse institution de service public. Mais l'opéra est-il abordable pour tout le monde ? La production est-elle compatible avec cet engagement ? **(5 avril 2017)**

CORPORATE

de Nicolas Silhol. Quelle est la part de responsabilité de ceux et celles qui poussent des salarié.es à quitter leur emploi pour éviter le paiement d'indemnités à l'entreprise ? Quelle est l'implication d'un.e DRH lorsqu'un.e salarié.e se suicide ? La « complexité de cet enjeu juridique et éthique » a initié le film et met en scène une femme ambitieuse, confrontée à la fois à l'inspection du travail et à sa hiérarchie. Une enquête incisive sur les pratiques actuelles dans le monde du travail. **(5 avril 2017)**

LETTRES DE LA GUERRE (CARTAS DA GUERRA)

de Ivo M. Ferreira. Très beau film en noir et blanc contre la guerre coloniale en Angola entre 1971 et 1973. **(12 avril 2017)**

À VOIX HAUTE. LA FORCE DE LA PAROLE.

Film documentaire de Stéphane de Freitas. Des jeunes gens prennent la parole, déterminés à briser les barrières sociales par la seule magie du verbe. Le réalisateur suit des étudiant.es de l'université de Saint-Denis, qui s'entraînent à l'art de la rhétorique pour retrouver la confiance en soi et pour combattre la fatalité et les discriminations. Un puissant cri de rage et un souffle d'espoir. Superbe ! **(12 avril 2017)**

PARIS EST UNE FÊTE

Film poème en 18 vagues de Sylvain George. Un film en roue libre, une installation dans un Paris de la galère et des manifs. En suivant un jeune étranger du canal St Martin à la place de la République, « un lieu où se donnent à voir par les multiples limites imposées, la violence de la ville, comme de celle de l'État », on découvre de multiples lignes de fuite. **(12 avril 2017)**

JONCTION 48

de Udi Aloni. Deux jeunes artistes de hip-hop s'aiment et luttent contre la discrimination dont il et elle sont victimes. C'est en effet difficile d'être palestinien israélien, de vivre à Lod près de Tel Aviv, et de vouloir percer dans la musique. Portrait d'une nouvelle génération qui, comme Kareem et Manar, aimerait vivre en paix et avoir les mêmes droits que le reste de la population. **(19 avril 2017)**

NOSTOS

Film documentaire de Sandrine Dumas. Partant d'un tableau, La femme à l'ombrelle, de Thalia Flora Karavia, Sandrine Dumas réalise un périple dans la mémoire méditerranéenne du XXe siècle. Elle explore à la fois l'histoire grecque, celle de sa propre famille, le sentiment d'exil d'une diaspora et la destinée de plusieurs femmes. L'itinéraire de Thalia Flora Karavia apparaît comme celui d'une féministe du début du XXe siècle. **(19 avril 2017)**

LA MORSURE DES DIEUX

de Cheyenne Marie Caron. Confronté aux difficultés financières, à la désorganisation des paysans face à la grande distribution et à l'impossibilité de rembourser la banque, Sébastien se bat pour garder sa ferme et rester sur la terre qu'il aime. Le film traite du suicide en milieu paysan, ce qui est rare, et de l'attachement viscéral à la terre. **(26 avril 2017)**

ADIEU MANDALAY

de Midi Z traite de l'immigration illégale entre la Birmanie et la Thaïlande. Guo rencontre Lianqing qui aspire à trouver une vie meilleure en Thaïlande. Les sentiments de Guo le poussent à aider la jeune fille qui n'a qu'une idée en tête : avoir des papiers, travailler, fuir l'oppression et les inégalités d'une société patriarcale. Adieu Mandalay est une histoire d'amour qui décrit la corruption des autorités, les filières de l'asservissement humain, les conditions de vie des clandestins dans les usines de la périphérie de Bangkok. **(26 avril 2017)**



LITTÉRATURE

ARAGON 1936-1938 : LE LONG ÉTÉ DE L'ANARCHIE

LE RÊVE ÉGALITAIRE CHEZ LES PAYSANS DE HUESCA (1936-1938)

DE PELAI PAGÈS

« Une tentative volontariste, sérieuse et consciente de construire une nouvelle société plus juste, plus fraternelle et plus égalitaire ». C'est ainsi que définit Pelai Pagès, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Barcelone, le processus de collectivisation agraire impulsé par la CNT (Confédération nationale du travail) et l'UGT (Union générale des travailleurs) pendant la Guerre civile espagnole. Un processus analysé dans son livre *Le rêve égalitaire chez les paysans de Huesca (1936-1938)*. C'est le titre de l'ouvrage que les éditions Noir et Rouge ont publié pour commémorer les quatre-vingts ans de la Révolution espagnole.

Ce projet était porté depuis plusieurs années par les militants anarcho-syndicalistes de la CNT aragonaise : le déclenchement de la guerre et le vide du pouvoir que cette guerre avait provoqué dans la plupart des villages de la province de Huesca, la mort, la détention ou la fuite des grands propriétaires, permirent aux forces révolutionnaires d'établir un nouvel ordre économique basé sur les collectivités agricoles. Le mouvement se répandit dans toutes les zones rurales du pays, mais le livre, publié en Espagne sous

le sceau des éditions Sariñena, analyse le processus émergeant dans la province de Huesca et se penche en particulier sur quatre villages : Altorricón, Benabarre, Capdesaso et Peñalba.

Pelai Pagès a choisi en premier lieu la province de Huesca parce qu'elle concentrait 60 % des paysans collectivistes de l'ensemble de l'Aragon, et en second lieu, il a concentré son attention sur les quatre localités citées, en retrouvant tous les comptes-rendus des assemblées qui eurent lieu durant la période révolutionnaire dans la *Causa General* (Instruction générale) élaborée par le bureau du procureur du Tribunal suprême franquiste dans le but de réunir les preuves « des faits délictueux commis sur tout le territoire national pendant la domination rouge ».

C'est à partir de toute cette documentation que Pelai Pagès a pu montrer que, contrairement à ce que prétendaient leurs juges et leurs bourreaux, les collectivistes n'étaient pas ces « anarchistes pervers », dont les noms auraient marqué l'histoire en raison de la malfaisance de leurs actions, mais des hommes ordinaires, des paysans qui avaient voulu améliorer leurs conditions de vie, en tentant l'expérience d'un projet inédit de travail en commun. L'historien Gabriel Jackson, qui préface ce livre, le recommande vivement à quiconque souhaiterait comprendre la pensée d'une fraction importante des travailleurs espagnols et les efforts réalisés jour après jour par les anarchistes pour parvenir à quelque chose de positif, au beau milieu d'une guerre civile.

« Pour obtenir toutes ces informations, j'ai pris le parti de réaliser un travail éloigné de l'analyse idéologique. Le contexte local m'a permis d'approcher ce groupe d'hommes et de femmes qui voulaient améliorer leurs conditions de vie et mettre en place un projet sans précédent de travail en commun. De fait, le livre tente de situer les collectivités agricoles au ras du sol, du terroir purement et simplement » a déclaré Pagès dans la presse espagnole. Ainsi, la publication, qui incorpore une galerie d'images avec des photos prises à Binéfar, à Bujaraloz ou à Siétamo, étudie sur 234 pages le contexte historique des collectivités, en détaillant leur fonctionnement et en décrivant leur liquidation par le gouvernement central aux ordres des conseillers soviétiques.

Selon l'auteur, les plus grandes difficultés des collectivités agricoles, qui dans le meilleur des cas n'existerent que 18 mois, ont été liées à la rareté des ressources : « en pleine guerre, il était difficile d'accéder aux semences, aux engrais et les hommes manquaient, étant donné la proximité du front » expose Pagès. Cependant, l'historien considère que l'effort



fut « majuscule » et il insiste sur le fait qu'il existait chez les paysans de Huesca « une grande capacité d'organisation, qui tenta de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Tout en reconnaissant certaines erreurs du processus et même son échec économique, Pelai Pagès milite, face aux nécessités actuelles, afin de sauver les valeurs du collectivisme agraire. Pour lui, les actuelles conséquences du capitalisme « sauvage » nous montrent la nécessité d'un changement et en ce sens, « le rêve égalitaire des paysans espagnols laisse une porte ouverte à l'espoir, car il peut devenir une référence, à l'heure de marcher vers un monde plus solidaire, plus juste et plus fraternel ».

PAR DANIEL PINÓS

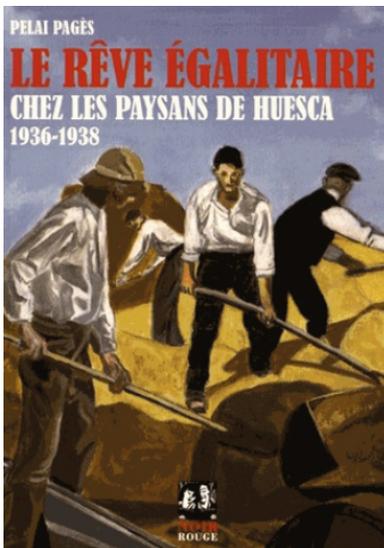
Le rêve égalitaire chez les paysans de Huesca (1936-1938)

Pelai Pagès, Préface de Gabriel Jackson

Traduction de Monica Jorret

Éditions Noir et Rouge

234 pages, 20 euros



ANTONIN ARTAUD, UN ÉLOGE À SA FOLIE DE *SUR-VIVANT*...

Parmi les nombreuses biographies qui paraissent régulièrement sur le poète-sur-réaliste, l'immense provocateur, on peut retenir l'essai de François Audouy, tout à fait original et qui a pour principale qualité de sortir du commun. Il ne s'agit pas d'une biographie classique, car plutôt portée par la vision originale de son auteur sur Antonin Artaud.

Il s'interroge d'abord sur le sens de son combat « qui consiste à passer de la sous-vie froide et stérile de ses tendances dépressives à une forme de sur-vie, au-dessus de la norme », l'entraînant dans une production fabuleuse et le conduisant jusqu'à l'hôpital psychiatrique. François Audouy met également en lumière la dualité entre la naissance et la mort qui se croisent en permanence dans son œuvre. Il se pose la question de savoir quelle est la pertinence de la lecture d'Artaud aujourd'hui, « une œuvre violente, aride et mystique ». En picorant dans ce petit essai, on retient l'interrogation de son auteur sur l'origine et le sens du jeu des sons, du rythme et de la scansion, qui marquera l'écriture de l'Artaud mature, cet « être bipolaire avec son parcours intellectuel en montagnes russes ». Est aussi évoqué, le magnifique petit ouvrage tardif d'Artaud, Van Gogh le suicidé de la société. Van Gogh, son alter ego, un autre être « possédé, aliéné authentique », qui « fait un doigt d'honneur aux petits maîtres qui puent le renfermé » et qui, comme Artaud, « fuit la pesanteur des carcans humains et s'échappe pour de bon dans la folie ». Prolongement contemporain, François Audouy se demande encore, si ce n'est pas l'œuvre d'Antonin Artaud qui a inspiré le titre de l'album « Thank God for Mental Illness », du groupe psychédélique américain Brian Jonestown Massacre. Artaud... Cet « être mort en naissant avant d'entrer doucement dans la vie et d'en sortir sous la violence des coups d'électrochocs ». Ce malade qui refuse d'abdiquer et « se situe du côté de la bactérie et pas de la javel des hôpitaux psychiatriques ». Les hôpitaux psychiatriques et leur psychiatres, qui, selon Artaud, « en bons maniaques du contrôle, sont en haine de ce qui leur échappe ». Artaud, l'écrivain qui appartient « à la catégorie des êtres humains et des auteurs qui ne séduisent pas, mais s'imposent »... Artaud, le suicidé de la société, « le mauvais Français, l'éternel braqueur du verbe venu occire la bonne grammaire des donneurs de leçon » ! Ceci pour ne donner qu'un aperçu de ce que recèle ce petit ouvrage qui soulève quelque peu le voile qui recouvre le mystère Artaud...

PAR PATRICK SCHINDLER, *Groupe Botul de la Fédération anarchiste, Paris*

François Audouy, Antonin Artaud, le sur-vivant, Editions l'Harmattan, 92 pages, 12 euros, disponible à la Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.



PANAÏT ISTRATI :

TOUS LES CHARMES DE L'ORIENT, PEUT-ÊTRE UN PEU PLUS...

C'est tout à l'honneur de Jacques Baujard, - qui n'est pas inconnu des libertaires parisiens, puisqu'il exerce le métier de libraire à Quilombo -, de se battre pour réhabiliter et perpétuer la mémoire de Panaït Istrati. Il nous entraîne, dans un style aussi limpide que les eaux de la grande bleue, à travers ce petit volume dans les méandres de la course folle d'Istrati à la poursuite de la poésie, de la justice sociale et de l'amitié. Sans lesquelles, à son sens, « un homme libre ne pourrait se réaliser ». Né en Roumanie en 1884, dans un pays où « la misère rendait les pauvres, méchants », le poète-vagabond cosmopolite fera tous les métiers avant d'être enfin reconnu à sa juste valeur littéraire. Et ce, par un des nombreux hasards qui traverseront sa vie de perpétuel errant, voulant se « réchauffer à la chaleur du soleil des hommes et s'abreuver des mille beautés de la nature ». Militant dans l'âme, ayant traversé la douleur et les espoirs des années 1920, cet écrivain autodidacte au talent fulgurant et longtemps ignoré sera poussé sur le devant de la scène par Romain Rolland, qui l'entraînera à quitter son métier de peintre en bâtiment pour se transformer en son rêve : devenir écrivain. Il veut bien écrire, mais en français dans le texte. Pour cela, il travaille comme un damné à apprendre la

langue, à l'aide de son précieux dictionnaire et de ses lectures. Et il y arrive et séduit vite le public exigeant de l'époque en l'emportant loin, avec ses contes écrits comme s'ils étaient racontés dans le style épuré des conteurs haïdouks roumains. Et il a de quoi raconter, Panaït. Il s'appuie sur ses souvenirs d'enfance dans le pays du Delta du Danube, des joueurs de flûte, des conteurs et des chardons, qu'il décrit avec la même passion poétique que Pasolini parlant des lucioles dans les bocages italiens. Il raconte ses errances perpétuelles sur la « la terre si belle », les milles métiers qu'il lui a fallu pratiquer pour survivre dans les plus belles villes des pays méditerranéens : Alexandrie, Port-Saïd, Istanbul, Athènes, Naples. Mais il écrit aussi sur les périodes plus sombres de sa vie, la misère cent fois croisée, la perte de ses plus chers amis et compagnons d'aventure. Et, après une reconnaissance quasi-magique, ce sont les années d'engagement, car Istrati ne se contente jamais de peu. Après un séjour d'un an et demi dans l'URSS naissante et prometteuse d'espoirs pour les révolutionnaires, mais si vite trahie dans les années d'avant-guerre, il sera l'un des premiers à en dénoncer les crimes et à défendre le sort réservé à l'anarchiste Victor Serge, condamné à la déportation en Sibérie. Poursuivi pour cela par la rage des défenseurs patentés du Parti communiste français, lâché par ses amis, chahuté dans ses amours chaotiques, haï par les réactionnaires ne pardonnant pas à cet étranger ses appels au grand large et à la révolution permanente. Enfin, accusé de déviance fasciste, lui, le vagabond cosmopolite défenseur de la liberté sans conditions et des opprimés ! Ce « partisan des sans partis », ignoré puis adulé de tous, terminera ses jours, incompris, atteint depuis son enfance par une

pneumonie, qui, après plusieurs assauts mortels, finira par le terrasser. Il trouvera un dernier refuge sur la terre adulée de ses ancêtres roumains. Le but de cet article n'est pas de circonvenir l'univers enchanteur de Panaït Istrati. Ce serait mission impossible en quelques lignes. De plus, Jacques Baujard l'a fait avec une telle conviction qu'on ne saurait l'imiter. Il a d'ailleurs, après avoir découvert par hasard les œuvres de Panaït Istrati, adhéré à l'association de ses amis, dont il est devenu le secrétaire. C'est donc une première étape que d'embarquer sur la biographie qu'il a réalisée avec passion, avant, suite logique, d'étancher sa soif à connaître toutes les beautés cachées dans les œuvres complètes d'Istrati, aujourd'hui rassemblées dans trois volumes, - de son autobiographie romancée, *la Vie d'Adrien Zograffi*, jusqu'à ses « romans solitaires », de pures beautés, comme *Nerrantsoula*, *Tsatsa-Minnka* et *Les Chardons du Baragan*. Bon vent et bon voyage !

PAR PATRICK SCHINDLER,
Groupe Botul de la Fédération anarchiste, Paris

Panaït Istrati : L'amitié vagabonde
Éditions Transboréal, 190 pages, 14 €
disponible à la Librairie Publico



Nouvelle galette de Dubamix

Dubamix, c'est du dub, du mix, comme son nom l'indique, mais aussi, et surtout, des morceaux engagés et militants. Le premier album, *Mix A Dub* en 2008, coup d'essai un peu inégal d'un morceau à l'autre, avait été suivi de l'excellent *Pour qui sonne le Dub* en 2014. Cet album était une réussite de bout en bout, que ce soit sur le fond des thématiques abordées (antiracisme, révolution, colère, luttes, etc.) ou sur le choix des mixes.

Car la patte de Dubamix, c'est de convoquer dans sa musique aussi bien des bandes-son de films, des dialogues, des morceaux connus d'artistes que nous n'attendrions pas dans un titre de dub, et des compositions personnelles. Certains y verraient un fatras sans nom, pourtant c'est un ensemble cohérent qui ressort de tout cela.

Alors, et la galette deux titres qui sort le 15 mars 2017 alors ? Eh bien, nous retrouvons la marque Dubamix ! Je vais détailler les deux faces. Oui, parce que c'est avant tout un vinyle. Et rien que pour cette raison, nous ne pouvons que voir le côté DJ assumé par Greg, le créateur derrière tout cela. Le sujet n'est une fois de plus, pas mince : la libération des femmes dans le monde. Que ce soit du patriarcat, des intégrismes et archaïsmes.

Le premier morceau, « P'tits tracts » est une sorte de voyage entre passé et pré-

sent, où résonnent aussi bien la voix de Lucie Aubrac qu'un chant yiddish contre le Tsar et la police, qui croisent l'appel de la combattante kurde Vivian Peyman et s'entrechoquent avec le chant des partisans de Varsovie interprété par Géraldine. C'est dense, ça prend aux tripes (comme souvent avec Dubamix) mais c'est une vraie réussite par la cohérence du morceau et la cible atteinte.

Le second morceau, étonnement plus intimiste, « Initials RBB » est plus déroutant. Tant par ses choix musicaux, son texte (il n'est jamais évident de réussir à passer de l'intime par ce biais là sans tomber dans une légère forme de pathos) que le choix d'utiliser les battements de cœur entendus lors d'une échographie comme moyen de créer du rythme. Je dois avouer que ce titre m'a laissé un peu plus distant que le premier. Pas qu'il ne soit pas réussi, mais sans doute parce que je n'aime pas toujours les titres de « jeunes parents » qui sont dans l'extase du moment. Il n'en reste pas moins que le morceau est complètement assumé et très bien calibré. C'est plus moi qui n'en suis pas forcément la cible. En même temps, j'ai toujours eu du mal avec « Morgane de toi » de Renaud pour la même raison.

Voilà, c'est un compte rendu un peu direct d'un disque que je vous encourage à acheter. Pour sa qualité, mais aussi parce que c'est de l'autoproduction totale. Et si nous autres, anarchistes, n'arrivons pas à soutenir des initiatives artistiques autogérées et libertaires, c'est à désespérer de nous-mêmes ! Ok c'est un peu pathos, je sais.

Donc pour croiser Ennio Morricone, Serge Gainsbourg, Anton Dvorak, Giora Feidman, Baby Huey au détour de

discours forts, pour posséder un objet superbe avec une pochette singulière et pour soutenir un artiste indépendant qui offre tout ce qu'il fait, gratuitement, sur le Net, de façon militante, foncez sur www.dubamix.net et achetez ce vinyle (ou ce CD, c'est possible aussi) ! Vous ne le regretterez pas ! Quoi c'est trop commercial comme fin ? Ok, ok

PAR FAB,

Groupe Graine d'Anar de la Fédération anarchiste, Lyon



POÉSIE

Textes envoyés par nos lecteurs.trices

Au fond malade d'un cerveau
Hanté murmure un Moi rebelle
Les mots s'y trouvent à nouveau
S'il faut une vie, qu'elle soit belle !

Que chaque souffle soit un cri
Et chaque regard un éclair
Foudroyant les bovins aigris
Assourdissant les cimetières

Chasser le mensonge et la mort
Dessous les fausses évidences
Rire toujours, détruire encor
Et sur les décombres, la danse

Car il est bien drôle, pardi
D'être prophète de malheur
Rendre ces crânes décrépits
Et leurs prétentieux en pleurs

Mais ce petit jeu qui m'amuse
Gagne en saveur quand on est deux
Amis, camarades et muses
Avec qui dissoudre mon Je

Indomptable que je devine
Au détour d'un regard secret !
Terrible frisson d'héroïne
Aux inépuisables attraits !

Toi que je traque sans relâche
Dans les esquives et murmures
D'une partie de cache cache,
L'identité comme parure

Reconnais en ce chant ton frère
Et dans la tienne prends la main ;
Cette nuit nous semblera claire
Car nous sommes le lendemain

Écoute la clameur qui gronde
Et sur nos lèvres pose-la
Nous allons, toi et moi
Foutre le feu au monde

PAR SYD ALEXANDER

La journée quand il pleut bien fort, j'imagine à l'ombre de mes lucarnes, les fronts mouillés dehors. Les lunettes embuées des comptables, les capuches en plastique des mamies, les enfants qui protègent leurs cartables, pour ne pas tremper leurs copies. Ces talons qui s'affairent, à faire choses qu'ils n'ont pas vraiment à faire. Pas nécessairement. Mais qu'ils font. Tous les jours, de génération en génération. Naturellement. Qu'on nous apprend cela. Être convenable. Il faut être convenable. Des rendez-vous un peu forcés pour un salaire, ou pour mieux. On sait pas tout. Des rendez-vous pour s'occuper car on ne sait rien faire d'autre sinon. Des bonjours obligés à des pain-bêches maudites, à des types collés à leurs écrans. Des bonjours qu'on voudrait plus dire. Qu'on voudrait choisir de pouvoir dire à qui on veut le dire, à qui peut l'entendre surtout. Alors allongé comme dans mon linceul, je me rassure, je prépare le prochain voyage. Les gouttes frappent les plantes sous les fenêtres, coulent sur les murs, jusque sur le toit en zinc du vendeur de textile d'en dessous et ça fait le bruit de la goutte qui tombe sur le zinc. Normal. Sans remord il faut être tranquille, dehors on presse le pas. Puis ce soir quand il ne pleuvra plus autant, quand les rues seront vidées de leurs coureurs gris, quand les médailles, les trophées, les maillots du jour seront distribués, j'irai voir ce que la journée a laissé trainer derrière elle. Sans la moindre prétention sauf celle d'être en vie peut être. De vouloir sans doute l'être un peu trop.

PAR THIBAUT LÉVÉQUE

Nouveau siècle

Un oiseau perdu sur le trottoir
Une voiture rouge comme le sang
Un spot publicitaire Hépar
Fleurs piétinées par les enfants

Mon cœur qui glisse sur le pétrole
Quand il croit flotter sur la mer
Amours noyées dans le formol,
Dont le printemps exhale l'hiver

Vie s'écrasant sur les buildings
Point de caresses sur les rochers
On se met à rêver d'usines
Et alors on passe à côté

De tout.
De vrai.

PAR CLAUDIA SINGER

Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !



le Monde libertaire mensuel BULLETIN D'ABONNEMENT

3 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement :

- par chèque bancaire joint à votre bulletin d'abonnement
- par virement bancaire
- par prélèvement bancaire, pour les abonnements à durée libre

Bulletin à retourner complété à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Amelot - 75011 Paris



Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Code postal : _ _ _ _ _

Ville :

Pays :

Note : Pour nous signaler un changement d'adresse, merci de joindre la feuille de routage jointe au dernier numéro reçu.

Mon règlement :

- par chèque joint, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES
- par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 BIC CCOFPRPPXXX
- par prélèvement pour les abonnements à durée libre : dans ce cas, je remplis le coupon d'autorisation de prélèvements ci-dessous :

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

Réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine pour les chômeurs/chomeuses, Gratuit pour les détenu.es

Abonnement à durée libre la solution facile et économique !

- Standard 11,75 €/trimestre
- De soutien 21,25 €/trimestre
- Réduit 6,00 €/trimestre

> Vous recevez tous les numéros du Monde Libertaire à prix préférentiel

> Votre règlement est échelonné en toute simplicité : le prélèvement est automatique

> Vous arrêtez le service quand vous le voulez, par simple courrier

UN AN : 11 numéros + suppléments

Le magazine chez vous et l'abonnement numérique

- Abonnement standard 47 €
- Abonnement + soutien 85 €
- Tarif réduit (chômeur.ses) 24 €
- Détenu.es

Un an numérique uniquement

11 numéros en PDF à télécharger sur notre site

- Abonnement standard 24 €
- Abonnement + soutien 42 €

ÉTRANGER

Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international (évitons d'enrichir les banques avec les taxes exorbitantes qu'elles extorquent sur les chèques tirés hors France !)

Union Européenne & Suisse

- Abonnement standard 96 €
- Abonnement + soutien 134 €

Reste du monde

- Abonnement standard 110 €
- Abonnement + soutien 146 €

Autorisation de prélèvement automatique pour mon abonnement au Monde libertaire (abonnements à durée libre uniquement)

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal le Monde libertaire.

- 11,75 €/trimestre (abonnement normal)
- 21,25 €/trimestre (abonnement de soutien)
- 6 €/trimestre (tarif réduit)

Votre compte à débiter :

Titulaire :

Adresse :

.....

IBAN :

Votre établissement bancaire :

Nom :

Adresse :

.....

Date et signature obligatoires :

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal de votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque

ORGANISME CRÉANCIER

PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS

N° NATIONAL ÉMETTEUR : N° 58 50 98



LES GROUPES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste est un groupement de militant.e.s organisé sur le principe du libre fédéralisme, garantissant aux groupes et aux individu.e.s qui le composent la plus grande autonomie et le respect du pluralisme des idées comme des actions, dans le cadre d'un pacte associatif.

La participation de tous aux structures et aux oeuvres collectives (radio, éditions...) est calquée sur nos principes d'éthique et de solidarité.

Pour consulter notre pacte associatif, visitez notre site : www.federation-anarchiste.org

★ 02 AISNE

Groupe Kropotkine

Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Tél. 03 23 80 17 09
kropotkine02@riseup.net
<http://kropotkine.cybertaria.org>
Permanence : 1^{re} 3^{ème} et 5^{ème}
jeudi du mois de 18 à 21h

★ 03 ALLIER

Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

★ 04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org

★ 06 ALPES-MARITIMES

Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

★ 07 ARDECHE

Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@federation-anarchiste.org
<http://www.aubanas.lautre.net>

★ 10 AUBE

Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

★ 12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

★ 13 BOUCHES-DU-RHONE

Groupe Germinal - Marseille
groupe-germinal@riseup.net

Liaison La Ciotat
groupe-germinal@riseup.net

★ 14 CALVADOS

Groupe Sanguin - Caen
groupesanguinfa14@laposte.net
<http://sous-la-cendre.info/>
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste

★ 15 CANTAL

Liaison Cantal
cantal@federation-anarchiste.org

★ 17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous Autres
35 allée de l'angle chauce
17190 St-Georges d'Oleron
nous-autres@federation-anarchiste.org

★ 21 COTE-D'OR

Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
lasociale@riseup.net
<http://groupe.lamistoufle.jimdo.com>

★ 22 COTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston
22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

★ 23 CREUSE

Liaison Emile Armand
Cedric Lafont
19 rue de Chanteloube
23500 Felletin
emile-armand@federation-anarchiste.org

★ 24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org
<http://fa-perigueux.blogspot.fr>
Vente du Monde libertaire les samedis de 11h à 12h au marché de Périgueux, place de la Clautre.

★ 25 DOUBS

Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014
Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
<http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com>
Permanence à la librairie l'Autodidacte, les mercredis de 16 à 19h et les samedis de 15 à 19h.

Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon
<http://www.lautodidacte.org>

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

★ 26 DROME

Liaison de Valence
valence@federation-anarchiste.org

Groupe la Rue Râle (St Jean en Royans/Vercors)
la-rue-rale@riseup.net
<http://laruerale.wordpress.com>
Nous organisons des soirées débat, des projections, des tables de presse, des alternatives en acte, nous circulos avec un bibliobus et la Cantina : contine autogérée, bio, à prix libre. Nous participons à l'Université Populaire du Royans/Vercors et nous sommes présents sur luttes sociales.

★ 28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

★ 29 FINISTERE

Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org
Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org

★ 30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
<http://www.fa-30-84.org>

★ 31 HAUTE GARONNE

Liaison de Toulouse
toulouse@federation-anarchiste.org

★ 32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@federation-anarchiste.org

★ 33 GIRONDE

Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
[cerclelibertairejb33@wordpress.com](http://cerclelibertairejb33.wordpress.com)
<http://cerclelibertairejb33.free.fr/>

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

★ 34 HERAULT

Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org
<http://famontpellier34.blogspot.fr>

Liaison Frontignan-Sète
frontignan-sete@federation-anarchiste.org

★ 35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale
Local "la Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@falsociale.org
<http://www.falsociale.org>
La page vidéo du groupe de Rennes qui héberge des films militants : <http://dailymotion.com/farennes>

Librairie associative "La Commune"

17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
Ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures

★ 38 ISERE

Groupe La Rue Râle - Pont en Royans/Vercors
laruerale@no-log.org
<http://vercors-libertaire.blogspot.com/>
Groupe de Grenoble
grenoble@federation-anarchiste.org

★ 40 LANDES

Groupe Elisée Reclus - Dax
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>

Union Régionale Sud Aquitaine de la FA
ursa@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>

★ 42 LOIRE

Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com

★ 43 HAUTE LOIRE

Liaison Sébastien Faure
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

★ 44 LOIRE ATLANTIQUE

Groupe Nosotros - Saint-Nazaire
nosotros@federation-anarchiste.org

Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe Déjacque - Nantes
nantes@federation-anarchiste.org
<http://fa-nantes.over-blog.com/>
[facebook.com/jdejacque](https://www.facebook.com/jdejacque)

Le groupe Joseph Desjacques tient chaque premier mardi du mois une permanence locale au B17, 17 rue Paul Bellamy (tout au fond de la 2ème cour à l'étage), de 18 à 20h sous forme de table de presse.

Groupe anarchiste des bons enfants
groupe.bonsenfants@gmail.com
www.facebook.com/groupe.bonsenfants/

★ 45 LOIRET

Groupe Gaston Couté - Montargis
groupegastoncoute@gmail.com
<http://groupegastoncoute.wordpress.com>

★ 46 LOT

Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org

★ 50 MANCHE

Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

★ 53 MAYENNE

Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org

★ 55 MEUSE

Groupe Jacques Turbin-Thionville
groupejacquesturbin@rocketmail.com

★ 56 MORBIHAN

Groupe Libertaire René Lochu
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
<http://anars56.over-blog.org/>



★ 57 MOSELLE

Groupe de Metz
Association Culturelle Libertaire
BP 16 57645 Noisseyville
groupedemetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

★ 60 OISE

Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

★ 62 PAS-DE-CALAIS

Groupe Lucy Parsons in the sky
lucy-parsons@federation-anarchiste.org
http://www.noirgazier.lautre.net/

★ 63 PUY-DE-DÔME

Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand
spartacus@federation-anarchiste.org

★ 64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Groupe Euskal Herria - Bayonne
euskal-herria@federation-anarchiste.org

★ 66 PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue *Art et Anarchie*
http://artetanarchie.com

Groupe Pierre Ruff
pierre.ruff-fa66@laposte.net
https://groupepierrerruff.wordpress.com

★ 67 BAS-RHIN

Liaison de Strasbourg

Liaison Bas Rhin
c/o REMON
BP 35 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

★ 68 HAUT-RHIN

Liaison Eugène Varlin
colmar@federation-anarchiste.org

★ 69 RHONE

Groupe Graine d'Anar
grainedanar@federation-anarchiste.org
http://grainedanar.org

Groupe Kronstadt - Grand Lyon
kronstadt@federation-anarchiste.org
http://fa-kronstadt.blogspot.fr

★ 70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute-Saone
haute-saone@federation-anarchiste.org

★ 71 SAONE-ET-LOIRE

Groupe La Vache Noire
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

★ 73 SAVOIE

Groupe de Chambéry
c/o La salamandre- Maison des associations
67 Rue St François de Sales Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

★ 74 HAUTE-SAVOIE

Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

★ 75 PARIS

Groupe La Révolte
la-revolte@federation-anarchiste.org

Groupe Salvador Segui
groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org

Groupe Jean Baptiste Botul
botul@federation-anarchiste.org
http://groupe-botul.eklablog.net

Groupe Commune de Paris - Paris Nord et Est
la-commune-de-paris@federation-anarchiste.org

Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-louise-michel.org/

Bibliothèque La Rue
Bibliothèque libertaire La Rue
10 rue Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedi de 15h00 à 18h00
http://bibliotheque-larue.over-blog.com
larue75018@yahoo.fr

Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, émission "Ras-les-Murs", actualités prison/répression, lutte contre tous les enfermements !

Groupe Artracaille
artracaille@orange.fr
pour le groupe : http://www.artracaille.fr
pour l'émission radio : http://artracaille.blogspot.com

Groupe Anarliste
an.artiste@yahoo.fr
http://anarliste.hautfort.com

Groupe No Name
no-name@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire
145 rue Amelot 75 011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture : du mardi au vendredi : 14 h à 19 h 30 le samedi : 10h à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com

Radio Libertaire
89.4 Mhz et sur le net sur http://ri.federation-anarchiste.org
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

★ 76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
rouen@federation-anarchiste.org
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture : Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h. Pendant les vacances scolaires les Samedi de 14h. à 18h.
http://www.insoumise.lautre.net/

★ 77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Melun

Liaison de Chelles

★ 78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org
http://monde-nouveau.net

★ 79 DEUX SEVRES

Liaison Bakounine - Thouars
bakounine@federation-anarchiste.org

★ 80 SOMME

Groupe Alexandre Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
contact@fa-amiens.org
http://fa-amiens.org/

★ 81 TARN

Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

★ 84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

★ 85 VENDEE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation-anarchiste.org

★ 86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@federation-anarchiste.org

★ 87 HAUTE VIENNE

Groupe Armand Beauce
armand-beauce@federation-anarchiste.org

★ 92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

★ 93 SEINE-ST-DENIS

Groupe Henry Poullaille
c/o La Dionys Université
4, place Paul Langevin
93200- Saint Denis
groupe-henry-poullaille@wanadoo.fr
http://poullaille.org

Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
http://groupesaint-ouen93.blogspot.fr

★ 94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée Reclus - Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.tk

Liaison L'Avenir - Créteil
nosotros36@free.fr

★ 95 VAL-D'OISE

Groupe Le Merle Moqueur - Cergy-Pontoise
le-merle-moqueur@federation-anarchiste.org
facebook.com/le.merle.moqueur.federation.anarchiste

★ 988 NOUVELLE-CALÉDONIE

Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

★ BELGIQUE

Groupe Ici et maintenant - Bruxelles
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel "A voix autre"
http://www.avoixautre.be

★ SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes
fim@federation-anarchiste.org

Liaison Genève
geneve@federation-anarchiste.org

Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale, ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA

FA-RI 145 rue Amelot
75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org



LE PROGRAMME D RADIO LIBERTAIRE

Lundi

09h00 **Les Enfants de Cayenne**
Émission musicale avec des vrais morceaux d'Anarchistes dedans

11h00 **Lundi matin**
Infos et revue de presse

13h00 **C'est Là que ça se Passe**
Etat des lieux, état des luttes en France

14h30 **Ondes de Choc**
Magazine culturel, poésie, chansons et littérature.

16h00 **Trous noirs**
Luttes sociales

Le 17 avril
La santé dans tous ses états
L'actualité du milieu de la santé

18h00 *Le 6 mars*
Les mangeux d'erre
Écolo-libertaire

Le 10 avril
Science en liberté
Une heure trente pour déménager la biologie

19h30
Le 10 avril
Chroniques d'ailleurs
Relations internationales de la Fédération anarchiste

Le 17 avril
Le monde merveilleux du travail
Des syndicats de la CNT

21h00 **Ça urge au bout de la scène**
Actualité de la chanson

22h30 **De la pente du carmel, la vue est magnifique**
Émission satirique

00h00 **Nuit noire**
Musique dans la nuit

Mardi

08h00 **Et toi, tu la Sens la Cinquième Puissance**
Contre propagande, état des lieux, et ...

10h00 *les 4 et 18 avril*
Court-circuit
Scènes philosophiques

11h00 **Artracaille**
Débat de la condition de l'artiste dans la cité

14h30 **Sortir du Capitalisme**

17h30 **Des Oreilles avec des Trous (dedans)**
Des fusiques molles pour tous les tous

18h00 *Le 4 avril*
Ideaux et Débats
Émission littéraire

Le 18 avril
Pas de quartier
L'émission quinzomadaire du groupe Louise Michel

19h30 *Le 18 avril*
Parole d'associations
Émission de la CNT

20h30 *Les 4, 11 et 18 avril*
Radio libertaria
Émission de la CNT

22h30 **Ça Booste sous les Pavés**
Musique, reportages, actu

00h30 **Wreck this Mess**
Cocktail de musiques radicales

Mercredi

09h30 **L'entonnoir**
Magazine de l'antipsychiatrie

10h30 **Blues en Liberté**
Émission musicale blues

12h **Un rayon de soleil**
Le libertaire debout : le soleil a son zénith

14h00
Le 5 avril
Flemmardise et réveil mots
Ne trouble pas ma sieste

Le 12 avril
Radio tisto
Le ciel est bleu, t'as le vent dans l'nez

16h00 **Léo 38**
Reggae et autres

18h30 **Femmes Libres**
Femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 **Ras les Murs**
Actualité des luttes des prisonniers

22h30 **Traffic**

0h30 **Tumultum hominum**

Jeudi

09h00 **Niarg**
L'émission qui mort et qui rit

10h00 **Chronique hebdo**
Analyse libertaire de l'actualité

12h00 **De Rimes et de Notes**
Actualité du spectacle et de la chanson

14h00 **Radio Cartable**
La radio des enfants des écoles d'Ivry

15h00 **Bibliomanie**
Autour des livres

16h30 *Le 13 avril*
Radio LAP
L'émission du Lycée Autogéré de Paris

18h00 **Si Vis Pacem**
Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 *Le 13 avril*
Jeudi Noir
Notre bibliothèque
Le 6 avril
Cosmos
Spatial bidouillage

20h30 *Le 6 avril*
Jazz Lib
du jazz et encore du jazz

Le 13 avril
Entre chiens et loups

22h30 **Epsilonia**
Musiques expérimentales et expérimentations sonores

Vendredi

13h00 **Place aux Fous**
Musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 **Les Oreilles Libres**
Musiques engagées.

16h00 *Le 7 avril*
Dies Irae
Un auteur, un invité, une lecture, un débat

Le 14 avril
Le Quimboiseur
Montez à bord de La Résilience...

17h30 **Radio Espéranto**
Émission de l'association Sat Amikaro

19h00 *Le 7 avril*
L'Invité du Vendredi
Des droits et des Hommes, l'émission de la LDH

Le 14 avril
Au delà du RL
Chroniques, billets d'humeur

21h00 *Le 7 avril*
Offensive...
Émission d'Offensive Libertaire et Sociale

le 14 avril
Les Amis d'Orwell
Émission contre systèmes de contrôle des individus

22h30 *Le 7 avril*
Radio X
Musiques électromatiques

Le 14 avril
Transbords
L'émission pour abattre les frontières

00h00 **Les Nuits Musicales**





AGENDA MILITANT

Samedi

08h00 **Réveil hip-hop**

Hip-hop au saut du lit... ou dans le lit

10h00 **La philanthropie de l'ouvrier charpentier**

Comme son nom ne l'indique pas...

11h30 **Chroniques Syndicales**

Luttes et actualités sociales

13h30 **Chroniques Rebelles**

Débats, dossiers et rencontres

15h30 **Deux sous de Scène**

Le magazine de la chanson vivante

17h00 **Bulles noires**

BD et polar

19h00 *Le 15 avril*
Longtemps je me suis couché de bonne heure

Magazine des livres, de la musique et du cinéma

Les 8 avril

Tribuna latino america

Actualités de l'Amérique latine

21h00 *Le 15 avril*

Tormentor

Musiques alternatives

Le 8 avril

Orpheus Antissa, les jardins d'Orphée

Chronique artistique, musique classique et contemporaine

23h00 *Le 15 avril*

Hôtel Paradoxe

Poésie sonore

Le 8 avril

Nuit off

topologies sonores, rocks et chronique

Dimanche

10h00 *Le 9 avril*

Ni Dieu ni Maître

Économie et religion à l'heure de la messe

12h00 **Folk à Lier**

Le magazine des musiques traditionnelles

14h00 *Le 9 avril*

Tempête sur les planches

Actualité du théâtre et de la danse

Le 16 avril

Passage avide

Émission à tendance littéraire

15h30 *Le 9 avril*

Wide side

relecture et redécouverte du rock par des ados

Le 16 avril

Des mots, une voix

Des mots, des auteurs

17h00 **Le Mélange**

Un programme musical proposé et animé par Michel Polizzi

18h30 *Le 16 avril*

Ya de la fumée dans le poste

Émission du Collectif d'Information et de Recherche Cannabique

Le 9 avril

Échos et frémissements d'Irlande

Émission de l'association irlandaise

20h00 **Détruire l'ennui (20h30!)**

Do it yourself, et en tout sens

22h00 **Seppuku**

Musiques électroniques

Mardi 4 avril, 19h30 - Rennes

Rencontre et débat

MEETING ANTIÉLECTORAL

"Pourquoi nous n'irons pas voter"

Avec Paul Boino

Organisé par le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste
La MIR de Rennes, 7, quai Chateaubriand

Jeudi 6 avril, 19h30 - Nancy

Rencontre et débat

PRÉSENTATION DE "VERS LA PLUS QUEER DES INSURRECTIONS"

Rencontre avec les traducteurs-traductrices de "Vers la plus queer des insurrections"

Centre culturel autogéré, 54 rue de Mondésert

Vendredi 7 avril, 20h30 - Besançon

Rencontre et débat

UN AUTRE FUTUR POUR LE KURDISTAN ?

Réunion publique : Un autre futur pour le Kurdistan ? avec Pierre Bance

Organisé par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste
L'Autodidacte, 5, rue Marulaz

Samedi 8 avril, 09h30

St-Laurent-Nouan (41220)

Rassemblement

LA LOIRE À ZÉRO NUCLÉAIRE

Rassemblement et journée d'action, entre Saint-Laurent des Eaux et Blois

Centrale de Saint-Laurent

Dimanche 9 avril, 11h - Montreuil

Rencontre et débat

SALON DU LIVRE ANTIFASCISTE

Deuxième Salon du livre antifasciste organisé par VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) - en partenariat avec les instituts syndicaux de recherche IHS-CGT, FSU et CEFI-Solidaires, des maisons d'édition

(Syllepse, Libertalia, Le Temps des Cerises, Agone).

La Parole Errante, 9 rue François Debergue

Jeudi 13 avril, 18h30

Merlieux et Fouquerolles (02)

Rencontre et débat

RENCONTRE-DÉBAT AVEC RENAUD GARCIA

Renaud Garcia viendra nous parler de celui qui disait « Pratiquez l'entraide ! C'est le moyen le plus sûr pour donner à chacun et à tous la plus grande sécurité, la meilleure garantie d'existence et de progrès physique, intellectuel et moral ».

Organisé par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste
Athénée Le Loup Noir, 8, rue de Fouquerolles

Samedi 15 mars, 18h30 - Toulouse

Rencontre et débat

PRÉSENTATION DE "LA FABRIQUE DU MUSULMAN"

Nedjib Sidi Moussa présente "La Fabrique du Musulman" Essai sur la professionnalisation et la racialisation de la question sociale (Libertalia)

Athénée Albert Calmus, 36 rue de Cugnaux, horaire à préciser

Samedi 22 avril, 11h - Paris

Rencontre et débat

SALON DU LIVRE LIBERTAIRE DE PARIS

Deux jours pour découvrir les trésors édités par les maisons d'éditions libertaires
Des rencontres avec plus d'une centaine d'auteur-es et d'éditeur-es libertaires
Des projections de films suivis de débats autour des luttes d'actualité

Radio Libertaire en direct durant les deux jours
Et un bar & une restauration légère (vegan et carnée)
Organisé par la librairie Publico, Le Monde Libertaire, Les éditions libertaires, Radio libertaire

48 rue Vieille du Temple, 75004

REUNION PUBLIQUE

organisée par le groupe Proudhon de la FA

Un autre futur pour le KURDISTAN ?

avec **Pierre Bance**



Vendredi 7 avril - 20 h 30

L'Autodidacte.org - 5, rue Marulaz

<http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com/> - Tél 07 83 39 44 33